CETTE SEMAINE

Treizième année — Apériodique — automne 2006 — n°90 — Prix libre ou abonnement



Ce que je méprise, c'est l'existence que je mène, moi ; que je suis condamné à mener pendant des années encore. Instruction ; éducation. On *m'élève*. Oh ! l'ironie de ce mot-là !

Education. La chasse aux instincts. On me reproche mes défauts ; on me fait honte de mes imperfections. Je ne dois pas être comme je suis, mais *comme il faut*. Pourquoi faut-il ?… On m'incite à suivre les bons exemples ; parce qu'il n'y a que les mauvais qui vous décident à agir. On m'apprend à ne pas tromper les autres ; mais point à ne pas me laisser tromper. On m'inocule la raison —ils appellent ça comme ça— juste à la place du cœur. Mes sentiments violents sont criminels, ou au moins déplacés ; on m'enseigne à les dissimuler. De ma confiance, on fait quelque chose qui mérite d'avoir un nom : la servilité ; de mon orgueil, quelque chose qui ne devrait pas en avoir : le respect humain. Le crâne déprimé par le casque d'airain de la saine philosophie, les pieds alourdis par les brodequins à semelles de plomb dont me haussent les moralistes, je pourrai décemment, vers mon quatrième lustre, me présenter à mes semblables. J'aurai du savoir-vivre. Je regarderai passer ma vie derrière le carreau brouillé des conventions hypocrites, avec permission de la romantiser un peu, mais défense de la vivre. J'aurai peur. Car il n'y a qu'une chose qu'on m'apprenne ici, je le sais ! On m'apprend à avoir peur.

Georges Darien
Le voleur (1897)



Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@no-log.org
Abonnement : 12.50 euros / an
(15.50 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui
souhaitent recevoir le journal n'ont
pas forcément à se poser la question de
l'abonnement, une demande suffit

Le grondement de la bataille et la plainte des pleureuses

Le mouvement anti-CPE s'est presque terminé comme il avait commencé. Tout est rentré dans l'ordre, ou presque. Car il nous reste le goût des affrontements collectifs, du bordel dans les rues qui laisse libre cours à l'imagination de chacun, et d'avoir vécu —après les émeutes de novembre— une seconde fois en peu de temps quelque chose de *différent*. Non par sa forme, seule l'intensité a surpris, mais par son contenu réel, les rapports et les possibilités de nous avons ressentis, par ce sentiment diffus d'une continuité dans la conflictualité qui laissera des traces.

Et comme après novembre 2005, les procès continuent dans l'indifférence du plus grand nombre. Si les peines sont plutôt «légères» au regard de ce qui se distribue quotidiennement dans les cours de massacre de la République nommées tribunaux, elles sont toujours trop lourdes. Petit aperçu hors de Paris, au gré des trouvailles :

• A Lyon, début juin Stéphane est condamné à 6 mois ferme en appel, accusé de vol avec violence du sac d'une RG.

• A Metz le 5 septembre, le procureur a réclamé deux mois avec sursis contre huit personnes accusés d'avoir jeté le 3 avril des ballons de peinture sur le Medef et des projectiles sur les flics, et la SNCF 30 000 euros à un manifestant pour le blocage de la gare le 30 mars (verdict le 19 septembre).

• A Caen, un manifestant se mange 3 mois ferme en comparution immédiate suite aux affrontements du 6 avril à la gare. Le 13 juin, deux étudiants se prennent 2 mois avec sursis pour le blocage du périphérique du 4 avril.

• A Toulouse le 31 mars, quatre manifestants sont condamnés à 3 mois dont 1 ferme, un autre à 4 mois dont 1 ferme.

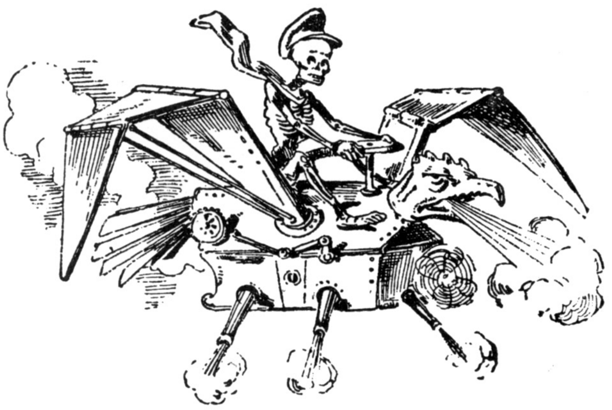
• A Grenoble le 25 mars, 12 manifestants prennent 4 mois avec sursis et un, 5 mois avec sursis. Le 30 avril, 12 autres se prennent un total de 32 mois avec sursis et un mois ferme.

• A Rennes le 17 mars, deux manifestants (chômeurs) se prennent 4 mois avec sursis et 6 mois avec sursis. Un autre manifestant (chômeur de 22 ans), accusé de jet de molotov se prend 10 mois ferme. Le 24 mars, un SDF accusé de jet de pavé se prend 8 mois dont 3 ferme. Le 29 mars, un lycéen de 18 ans accusé de dégradation d'une armurerie, incendie de poubelle et agression d'un manifestant se prend 8 mois ferme. Ce jour-là, trois autres lycéens du même âge se mangeront du ferme, de un à trois mois.

LA MOBILISATION contre le Contrat Première Embauche a investi comme une évidence le terrain de l'opposition à la précarisation générale du travail salarié, qui s'impose dans la phase actuelle de restructuration capitaliste comme mode privilégié de gestion de la force de travail. La question est de savoir quelles perspectives de lutte un tel constat est en mesure de dégager. Car, enferrée dans la litanie syndicale et gauchiste de défense des acquis sociaux et du droit du travail, extrêmement prégnante dans le cycle actuel de luttes, cette opposition peine à se dégager d'une stricte réactivité, qui consiste davantage à invoquer un contre-modèle de stabilité et de sécurité salariales incarné par exemple par le CDI. Une réactivité qui établit une hiérarchie des différents contrats de vente de la force de travail en fonction du caractère plus ou moins tolérable de chacun d'entre eux. Nous nous intéresserons donc principalement ici à cette rhétorique, tout en sachant que les luttes sont parvenues d'elles-mêmes par endroits, grâce à leur richesse, à la dépasser matériellement et théoriquement.

CPE, CDD, CDI, ETC.

D'abord, le contrat de travail n'est pas autre chose que la formalisation juridique du rapport social qu'est le salariat. A l'existence d'un marché du travail défini comme libre, c'est-à-dire sur lequel certains vendent à d'autres leur force de travail, répond une contractualisation de cette relation. Certes, sa nature juridique a évolué. D'abord limité à une dimension purement individuelle (transaction entre deux individus), le contrat de travail, à travers l'avancée de la législation sociale caractéristique du fordisme et l'apparition des conventions collectives, s'inscrit progressivement dans un cadre collectif. Surtout, au-delà de sa forme juridique, il s'agit structurellement de la définition réglementaire des conditions de l'exploitation, ou, pour le dire autrement, de la fixation des modalités et de l'intensité de l'extraction de la plue value. Il ne s'agit pourtant pas de dire à l'opposé des syndicats que tous les contrats sont équivalents entre eux et assimilables à l'ultime horreur du « travail forcé ». L'utilisation d'une figure repoussoir sensée radicaliser la critique du salariat et en accentuer la force de persuasion (du genre « CPE, CDI, c'est toujours le STO » ou « contre l'esclavage salarié ») entretient en fait la confusion en prenant la partie pour le tout. La mise au travail généralisée répond au processus d'accumulation capitaliste et dépasse donc tel ou tel type de situation exceptionnelle moralement ou historiquement insupportable. Le problème avec le salariat n'est pas son caractère forcé, à travers la contrainte extrême de l'esclavage ou de la saisie pure et simple et « obligatoire » de la force de travail dans le contexte d'une économie de guerre par exemple. Ce qu'il convient de combattre est la normalité du rapport salarial dans ses formes actualisées les plus banales, et auquel nous ne pouvons pas échappé, avec ou sans travail. Sans positionnement moral, les différents types de contrats de travail donnent en fait une indication sur l'état et l'intensité du rapport d'exploitation, et pour cette raison répondent chacun à des conditions matérielles précises. La critique de l' « institutionnalisation » de la précarisation du travail dont il est question avec le CPE et le CNE se place bien en deçà de ce qui est en jeu. D'abord parce que ce qui pose problème est moins l'institutionnalisation de la précarisation, que le mouvement réel de précarisation qui est devenu la règle du rapport salarial depuis plusieurs dizaines d'années. Une précarisation du travail qui passe par la flexibilisation de la main d'œuvre et l'abaissement tendanciel du coût du travail, sans retour en arrière possible. Ensuite parce que le CPE et le CNE appartiennent à un dispositif général (annualisation par les 35 heures, emplois-jeunes, CES, RMA, projet de nouveau CDI...) visant à faire entrer en adéquation cette situation avec les règles juridiques à disposition. Enfin, parce que s'attaquer à une norme conditionnant l'extraction de la plue value doit pouvoir non pas dessiner un retour à un salariat plus sécurisé, mais bien nourrir les désirs d'abolition du salariat lui-même. La dénonciation de l' « institutionnalisation » de la précarisation du travail salarié trouve au sein du mouvement contre le CPE un de ses principaux canaux d'expression dans la mise en cause du recul inacceptable des droits sociaux. Des droits sociaux conquis au fil de décennies de luttes sociales et ouvrières. Une véritable chape de plomb doctrinale se constitue, dont l'ampleur et l'écho, mais également l'impuissance et la tristesse qui s'en dégagent nécessitent de s'en défaire. Cette doxa communément admise prend appui sur des slogans tels que « nos luttes ont construit nos droits », sur des mots d'ordres de défense acharnée du droit du travail (« on s'est battu pour le gagner on se battra pour le garder »), mettant à l'index un CPE accusé d'être la tête de pont d'une entreprise patronale et gouvernementale de démantèlement programmé du Code du travail, ou encore de refonte du contrat de travail au profit du seul patron. La nécessité d'un changement de perspective s'exprime alors en ces termes : ressasser à l'infini la défense du droit du travail et en appeler à l'Etat pour garantir son intégrité menacée par l'hydre libérale, ou prendre acte (pour la combattre) d'une offensive cumulative du capital consistant à fluidifier les conditions de l'exploitation et garantir la mise au travail de



tous. Même si les deux termes évoqués sont de fait liés, l'organisation de l'attaque contre l'approfondissement de la restructuration capitaliste ne saurait se satisfaire d'un endiguement pleurnichard et timoré du recul des droits ouvriers et de la défense béate du code du travail.
La bataille présente et à venir n'a pas à confier son grondement sourd aux hurlements plaintifs des pleureuses.

Le révisionnisme par le droit

La première raison à cela est que le postulat des droits-sociaux-conquis-de-haute-lutte n'est pas autre chose qu'un a priori idéologique. Pour ceux qui en font un acte de foi, il procède fondamentalement d'une illusion rétrospective.
Le « mouvement social » labellisé de ces dernières années présente en effet cette spécificité de concentrer ses efforts revendicatifs sur la défense des droits existants, qu'il s'agit de préserver des coups de boutoir d'un libéralisme déchaîné, et sur la conquête de droits nouveaux, c'est-à-dire des dispositions juridiques régissant la vie sociale, et établissant pour chacun un certains nombre de prérogatives, de possibilités, de garanties. Une telle polarisation est caractéristique des limites intrinsèques des luttes actuelles, nées de la dissolution du vieux mouvement ouvrier. Ces limites ont émergé du démantèlement de la communauté-identité ouvrière et de l'échec du programmatisme (l'affirmation de la classe ouvrière appelée à prendre possession des moyens de production pour libérer le travail) pour promouvoir une communauté d'appartenance de substitution : la citoyenneté. L'Etat en assure la reproduction, à partir du moment où il s'agit d'une communauté qui lui est complètement intégrée. Rien d'étonnant dès lors que la colonisation de la mentalité revendicative actuelle par l'idéologie du droit s'accompagne d'une statolâtrie assumée comme telle. Le reflux de l'offensive prolétarienne depuis les années 1970 résonne dans la crispation sur la défense de l'existant, et notamment cet existant dont la fixation juridique a vertu de sacré. N'importe quel mouvement social se nourrit d'un héritage, assumé ou non, identifié ou non. Les droits sociaux, sur lesquels se cristallise l'héritage de nombre de mouvements, apparaissent comme les derniers oripeaux d'une identité ouvrière pour laquelle on éprouve de la nostalgie, même s'il est désormais impossible de la sauvegarder. En invoquant perpétuellement les bribes étatisées de la vieille identité ouvrière que sont ces droits, le démocratisme situe en fait moins son point d'ancrage dans la vielle classe ouvrière que dans les oripeaux de celle-ci médiatisés par l'Etat, et donc dans l'Etat lui-même.
L'illusion rétrospective qui anime l'hystérie démocratiste en faveur des droits consiste donc à établir que les droits sociaux (et politiques) qui existent aujourd'hui et qu'il s'agit de défendre ont été conquis comme tels et dans la même démarche par les luttes ouvrières du passé. Qu'à l'image des fiers militants des droits bafoués des sans-papiers, des chômeurs, des salariés, des mal-logés, les ouvriers ont subsumé leurs luttes dans la volonté d'inscrire leur droit au travail et à l'existence dans le marbre de la loi. Que la somme des victoires de la lutte des classes et des batailles de la guerre sociale depuis 200 ans n'est pas autre chose que l'édification lente, laborieuse et linéaire de codes juridiques. Elle consiste en fait à prêter aux prolétaires en lutte contre leurs conditions d'existence et de travail, voire contre leur condition et le travail eux-mêmes, l'outillage mental contemporain : celui de l'obsession citoyenne et judicialiste. Triste révisionnisme.
Sans proposer une genèse historique du droit du travail, lançons quelques réflexions. L'élaboration de droits sociaux, parmi lesquels les droits régissant l'exercice du travail salarié, est un processus qui vient sanctionner des situations matérielles concrètes. On peut par exemple penser à la formalisation juridique d'une situation de fait existant préalablement dans des branches d'industrie. Ainsi en est-il de la loi de 1906 sur le repos hebdomadaire qui sanctionne une pratique déjà largement acquise, puisque une large majorité des grandes entreprises à la fin du XIXème siècle chôment le dimanche. De la même manière la création par l'Etat d'une assurance contre les accidents du travail se contente de relayer des institutions patronales déjà en place dans les grandes entreprises, avec des caisses d'assistance alimentées par les cotisations, les subventions et les amendes ouvrières. Par ailleurs, la représentation de l'action ouvrière entièrement suspendue à la volonté de conquérir des droits se heurte à la réalité de la praxis de la classe, c'est-à-dire au caractère anti, extra ou ante juridique de nombreuses pratiques ouvrières. Parmi ces pratiques qui précèdent le droit et qui n'éprouvent pas le besoin de s'en remettre à lui pour s'exercer, figure par exemple l'auto-réduction du temps passé au travail, c'est-à-dire l'habitude d'arracher, au grand dam des patrons, du temps non-travaillé au rapport salarial : raccourcir les journées en quittant le travail lorsque celui-ci est terminé, s'offrir la « Saint Lundi » en chômant, ou effectuer la semaine en quatre jours de travail intensif… Les ouvriers, pourtant qualifiés, qui en France ou en Angleterre pratiquaient au XIXème siècle dans la quotidienneté de leur vie au travail la Saint Lundi n'ont jamais ressenti la fièvre juridique d'en faire un droit reconnu par la société et l'Etat. Dans le même ordre d'idées, en 1936, alors que les occupations d'usines ont pris fin, la résistance au travail s'est poursuivie : quand bien même les 40 heures ont été acquises, les ouvriers poursuivent leur habitude à l'absentéisme, aux retards, au ralentissement des cadences et à l'insubordination à la discipline usinière. Comme pouvait le déclarer un cadre de Renault, « dans les différents ateliers, les ouvriers ont modifié de leur propre initiative les heures de présence, se présentant une heure plus tôt ou une heure plus tard à leur travail, et le quittant en conséquence.»
La conception « judiciariste » de l'action ouvrière semble donc procéder d'une confusion, somme toute largement répandue, entre la matérialité des luttes et des conduites des prolétaires à la base, et l'arsenal revendicatif des encadrements syndicaux et politiques du « mouvement ouvrier ». Entre la multiplicité et l'extrême richesse des pratiques réelles de la classe, et les grandes campagnes syndicales et socialistes en faveur de telle avancée sociale, dont l'existence est en effet suspendue à une identification par l'Etat et le capital. A la fin du XIXème siècle, le « mouvement ouvrier » s'est justement structuré, a étendu son emprise organisationnelle et gagné en légitimité politique en même temps qu'il a commencé à se penser dans l'horizon du droit. Sa légalisation, son érection en interlocuteur et en représentant impliquent de fait de borner son action et ses pratiques à cet horizon.

« A ceux qui veulent casser l'code du travail… »

Les exigences en termes de gestion et de reproduction de la force de travail imprimées dans le droit apparaissent si l'on s'intéresse au fameux Code du travail en

voie, donc, de démolition. Le discours sur son démantèlement est d'ailleurs assez étrange. Comme si le Code du travail, nouveau texte sacré, était autre chose qu'une législation perfectible en fonction des besoins actualisés de la mise en œuvre de la force de travail. Est-ce que les aménagements législatifs en matière de répression, la facilitation de certaines procédures de police ou de justice, de façon à adapter les prérogatives policières, le jugement et l'enfermement aux exigences de l'Etat et du capital conduisent à des levées de bouclier scandalisées contre la démolition de notre vieux Code pénal ?

Né par voie législative en 1910 et enrichi par la suite, le Code du travail est par définition une codification, celle des lois ouvrières mises en place par la Troisième République à partir des années 1870-80. La question qui se posait alors était soit de dégager un espace autonome pour les droits et devoirs relatifs à l'exercice du travail salarié, au risque de fonder un « droit ouvrier » ou une « législation de classe », soit de maintenir ces droits nouveaux au sein de l'ancien Code civil, au risque de le faire éclater. Les dites « lois ouvrières » de la jeune République sont au fondement de la législation concernant l'organisation du travail (interdiction du travail des enfants et réglementation du travail de nuit), sa durée (loi de 1906 sur le repos dominical), la sécurité (mise à la charge de l'employeur l'obligation de garantir l'ouvrier contre le risque d'accident, règles d'hygiène et de sécurité dans les usines), le contrat de travail (institution d'un délai de préavis et d'un recours avec dommages-intérêts contre le licenciement abusif), etc. Alors, quid de ces droits-conquis-de-haute-lutte ? Certes, cette œuvre législative est une prise en acte par l'Etat de la croissance de la classe ouvrière et de son potentiel de lutte. Mais ce qui est en fait alors en jeu est une vaste entreprise de domestication de la classe, condition de son intégration au fonctionnement pacifié de la société capitaliste. Face à l'émergence d'un prolétariat de grande industrie guetté par la sous qualification, le capital et l'Etat se doivent d'entretenir un nouveau rapport avec la main d'œuvre industrielle : pour le capital, s'assurer la formation et la reproduction d'une force de travail régulée nécessaire aux mutations de l'appareil productif, et pour l'Etat garantir les conditions de cette formation et de cette reproduction.

La régulation juridique de la classe ouvrière par cette codification renvoie à la nécessité de fixer des règles précises admises et reconnues par ceux que l'on veut réguler. De produire un ensemble de droits et de devoirs faisant de la communauté ouvrière une entité intégrée, un acteur du jeu social, et, à travers ses représentants légaux mêlés au fonctionnement étatique, un partenaire. Cette régulation juridique fonctionne d'ailleurs de pair avec une entreprise de régulation patronale des ouvriers sur les lieux de travail (et au-delà),



à travers le renforcement de la discipline d'usine et les tentatives d'encadrement paternaliste. L'objectif est alors globalement de régulariser l'emploi industriel, ce qui implique un changement radical de modes de vie et de comportements ouvriers à l'égard du travail, considérés comme des obstacles à la fluidité du marché du travail et à la formation d'une main d'œuvre policée : stabilisation au sein d'une même unité productive en tarissant les fluctuations d'activité (limitation de la mobilité ouvrière d'une entreprise ou d'une région à l'autre), dépendance accrue au salaire (limitation des revenus de l'économie non-marchande) ou encore ancrage de la normalité salariale dans le temps de la vie ouvrière. Le code du travail inscrit donc sa nécessité dans une domination accrue du capital sur la réalité du travail ouvrier.

Droit du travail ou défaites du prolétariat ?

La mise en place du droit est certes l'expression à tel moment de l'histoire d'un rapport de force entre des groupes aux intérêts antagonistes, la formalisation d'un conflit d'intérêt matériel, par exemple entre une revendication ouvrière et la résistance patronale à cette même revendication. Mais cela ne veut pas dire que les prolétaires en lutte le sont pour conquérir de nouveaux droits. Les luttes concrètes n'ont jamais en vérité pour objet des droits. Même si une grève naît d'une revendication contre des conditions de travail vécues comme insupportables, contre telle ou telle mesure disciplinaire ou en faveur d'une augmentation salariale, ce qui est en jeu est autre chose qu'une simple reconnaissance d'un quelconque « droit à ». Le problème n'est d'ailleurs pas le fait en soi de revendiquer, mais les pratiques qui s'agencent à partir et au-delà de la revendication. Ce qui est en jeu, c'est l'exercice d'une puissance de classe et l'élaboration de solidarités offensives concrètes contre les formes du travail salarié ou le travail salarié lui-même. Même le combat pour la réduction de la durée de la journée de travail dépasse la démarche du « droit à » ou du « droit de » : l'aspiration à travailler moins, la mise en cause du surmenage et de l'enchaînement à un temps dicté par les nécessités de la production mettent en jeu autre chose qu'une reconnaissance par un tiers. D'autre part, lorsqu'il s'agit de défendre la réduction du temps passé au travail contre une mesure qui tend à la remettre en cause, ce qui est ressenti comme impossible de ne pas lâcher est moins un droit que des bribes de vie et de temps arrachées à la valorisation capitaliste.

L'irruption du droit procède en fait de la formalisation d'un statu quo, c'est-à-dire non pas de la formalisation juridique des termes mêmes de la lutte mais de son issue, de l'issue du rapport de forces. A l'image des grands accords conclus par les courtiers de la force de travail que sont les encadrements syndicaux, le patronat et l'Etat (accords Matignon en 1936, accords de Grenelle en 1968), certains des droits sociaux dont il est question, dont le sacro-saint droit du travail, sont donc conquis non par les luttes mais par leur issue, c'est-à-dire qu'ils expriment les limites de ces mêmes luttes, et leur échec. Au lieu de victoires ouvrières, l'acquisition de droits nouveaux en sanctionne davantage les défaites. Au prix du désarmement de l'offensive, il s'agit pour les ouvriers de gagner, toujours en deçà de ce qui s'est joué dans la lutte, des protections, des avantages circoncits, des aménagements dans leur exploitation, et pour le capital d'éliminer certains de ses archaïsmes pour permettre une reproduction fluidifiée de la main d'œuvre, et en tous cas de toujours préserver les règles du jeu. L'absorption de toutes les mesures que lui impose la lutte ouvrière est l'une des illustrations de la capacité intrinsèque d'autorégulation du capital. Ce que concède le capital à la classe ouvrière s'inscrit dans une démarche de neutralisation, qui cherche à dissocier les revendications politiques finales des revendications économiques, partielles et immédiates. La légalisation des syndicats (en France par exemple par la loi de 1884) est partie prenante de ce processus : elle ouvre la voie à des rapports certes conflictuels mais également contractuels, dont l'institutionnalisation minimise les débordements hors du cadre désormais fixé de la négociation. La consécration de la défaite prolétarienne par le droit trouve un de ses symptôme

dans l'édification de ce qui constitue jusqu'à aujourd'hui la quintessence d'une victoire ouvrière absolue : le droit de grève. Ici, le terme de droit prend tout son sens. Il s'agit en effet moins d'une prérogative unilatérale (j'ai le droit à faire telle chose, point barre) qu'un ensemble de règles qui commandent et ordonnancent une pratique, ici la cessation de travail. Le droit de grève apparaît donc comme une limitation contractuelle et légale de l'action de classe, et pour les syndicats qui s'y plient avec délectation, comme une autolimitation. Avec le préavis de grève, les syndicats s'imposent à eux-mêmes des règles qui, au lieu de surprendre l'ennemi et de saboter ses plans, l'avertissent à l'avance du mouvement de grève - éventuel. Le temps lui est donc laissé pour préparer les moyens de sa défense et de prendre ses dispositions pour assurer le bon fonctionnement de la production (par exemple, des mesures nécessaires pour la gestion des stocks ou pour maintenir un niveau de service suffisant).
Dans les conditions limitatives du droit, la grève devient moins une arme de lutte qu'une simple abstention de travailler limitée dans le temps et l'espace, une protestation symbolique, une démonstration pacifiée et ordonnée. Non seulement cela ne la préserve pas de la réaction policière, étant donné que l'Etat tolère ou ne tolère pas une grève pour des raisons strictement juridiques, mais en fonction du rapport de force réel qui s'exerce. Ensuite, reconnaître, respecter le droit de grève et se plier aux règles qu'il impose équivaut à reconnaître une défaite perpétuelle des prolétaires et la subordination codifiée de leur action à l'Etat. Nous laissons donc aux adorateurs du code du travail le choix d'inscrire dans les textes juridiques le droit au refus du travail, à la grève sauvage, à la destruction de machines, au sabotage, à la bastonnade des petits-chefs, à l'incendie des usines et à la défenestration des patrons...
La question qui émerge de la mise en place du CPE et du CNE, et de la lutte qui s'y oppose est donc plus celle des mutations dans la gestion et la reproduction de la main d'œuvre que celle d'un recul intolérable des acquis sociaux, même si ceci se traduit par cela. Plutôt que de pleurer sur le CDI et se lamenter sur des acquis qui de toutes façons n'en sont plus, plutôt que d'entretenir l'illusion d'un endiguement du processus de précarisation par un retour impossible au compromis fordiste, préférons attaquer le salariat et la reproduction de la classe. Pour prendre dans la guerre qui nous est faite une place qui nous ouvre la perspective d'abolir à la fois le capital et le prolétariat.

Brutes ouvrières
Avril 2006

[Version légèrement remaniée, parue dans *CPE : retour sur quelques pratiques et discours qui ont traversé le mouvement*, avril-mai 2006, pp. 2-5]



«Le corps d'Edouard Michelin, 43 ans, a été repêché le 26 mai 2006, flottant au milieu de casiers de pêche à 10 km au nord de l'île de Sein, dans le Finistère. Le PDG du groupe de pneumatiques était sorti en mer vendredi matin pour pêcher le bar de ligne dans le raz de Sein avec le président du comité des pêches d'Audierne»

Un requin s'est noyé...
... il ne fera plus la tournée des bars

Michelin c'est d'abord un esprit. De la participation de Pierre à la Cagoule fasciste en 1935-36 à la fréquentation de l'Opus Dei par François, on a de la continuité dans la famille. Et comme il faut bien vivre aussi, on a bâti sa fortune sur les milliers d'hectares dont on s'est emparé en Indochine pour y planter des hévéas (arbres à caoutchouc). Avant-guerre, ce sont ainsi pas moins de 12 000 travailleurs tonkinois sur 45 000 qui sont morts dans les plantations coloniales de grand-papa entre 1917 et 1944.

Héritier d'une longue tradition mafieuse paternaliste riche en sang et en sueur, Edouard dut rapidemment faire ses preuves. On se souvient de son arrivée fracassante à la tête de l'entreprise en juin 1999, qui avait eu le mérite de remettre les pendules à l'heure : licenciement de 10 % du petit personnel (7500 postes) suivis de 20 % de hausse du bénéfice. Les degôche qui en appelaient à l'intervention de l'Etat, alors que son boulot est précisément d'assurer la pacification sociale au service de l'exploitation, n'en étaient pas revenus.

Avant de se noyer à la fin du mois pour le plus grand bien de tous, il avait affronté une dernière grève contre les cadences infernales dans son usine de Roanne. Les piquets commencent le 4 mai, avant qu'Edouard ne la mette en lock-out le 9. Aidé par les cadres, les huissiers et surtout les gendarmes qui patrouillent en continu, le millionnaire espère ramener à la raison ses gueux qui osent relever la tête. Le blocage du stock de 40 000 pneus pour berlines de luxe continuera jusqu'au 12 mai, avant que chacun ne retourne au chagrin (et Edouard compter ses talbins).

Ce féru de théologie et de chants grégoriens, ne laisse désormais que la prière comme remède à ses inconsolables fidèles, de loin les plus nombreux. Des esclaves résignés pour conserver leur gagne-misère aux confrères qui pensent déjà à se partager le magot, 9000 d'entre eux ont suivi la messe concélébrée par le prêtre Etienne Michelin, son frère, en leur bonne ville de Clermont-Ferrand aux boutiques fermées. 3000 privilégiés en bleu de travail se sont massés dans le stade Marcel-Michelin pour suivre la cérémonie sur écran géant. Il faut dire que Michel Rollier, "cousin issu de cousins germains" d'Edouard et son successeur à la tête de la multinationale, avait eu le cœur de leur octoyer deux heures de permission (non rémunérées, faut pas confondre pneu et neuneu) pour assister à la messe.



Quant à nous, nous tenons chaleureusement à remercier le ligneur-fileyeur "La Liberté" qui l'a envoyé au fond, et qui a cette fois bien mérité son nom. Une ordure a crevé — voilà une pollution maritime qu'on ne regrettera pas.

[Tract trouvé en août à Paris]

Tirer sur une ambulance ?

On se souvient que les libertoïdes de Reflex (groupe parisien du réseau No Pasaran) avaient soutenu l'entreprise négriste de dissociation et de balance après Gênes en 2001, par la publication d'un bouquin de Samizdat dénommé *Multitudes en marche contre l'Empire*. Après leur passage à l'EHESS occupée, ils se sont fendus publiquement d'une "*Réponse à France Inter et M. Pierre-Michel Menger*" [directeur de recherches dans cette école], ayant été cités la veille par ce crétin sur cette antenne comme responsables des quelques "vols et dégradation". Cette fois, leur prose suinte non pas la dissociation formelle mais celle, plus insidueuse, de la démarquation publique, c'est-à-dire adressée au Pouvoir, afin d'isoler une partie de celles et ceux avec qui ils ont pourtant partagé une occupation ouverte. A les lire, comment être *en quelque chose* lié à ces antifascistes responsables qui montrent patte blanche quand on ne le leur demande même pas. Qu'en sera-t-il alors lorsque l'ennemi l'exigera d'eux ?

Extrait (25 mars 2006) :
«Nous ne sommes en rien liés aux vols et aux dégradations commises à l'EHESS. Ces actes peuvent avoir été commis par n'importe qui tant le va-et-vient des ces gens était régulier. Il est trop facile de donner ainsi en pâture à l'opinion publique des noms d'organisations politiques soufflés par une quelconque officine policière. Depuis le début du mouvement étudiant, les médias relayent régulièrement l'idée selon laquelle tous les individus ou organisations radicales sont synonymes de violence, de pillage, permettant ainsi d'occulter le travail et les initiatives de ces même personnes. »

Le mouvement étudiant anti-CPE en région parisienne

Ce texte ne peut parler que du mouvement qui s'est développé à partir des facs parisiennes et qui en a débordé, les auteurs ne peuvent pas pour l'instant analyser ce qui s'est passé tant en banlieue parisienne que dans les autres villes, le mouvement fut pluriel mais ses composantes se sont développées en parallèle, avec des interactions certes mais peu de communication directe. C'est d'ailleurs une des caractéristiques de ce mouvement que de s'être déployé sous des formes différentes suivant les conditions spatiales et les segments d'acteurs en lutte, ceci mériterait une analyse approfondie.. Ce texte est un brouillon, des choses sont répétées, d'autres manquent, des points doivent être approfondis.

La naissance du mouvement

Après une campagne syndicale classique qui peine à mobiliser dans les universités, quelques établissements de province sont en ébullition (Rennes, Toulouse). C'est seulement après les vacances de février que des minorités activistes décident de bloquer les facs sur la région parisienne avant même d'organiser la mobilisation. Les piquets de grève préexistent à la grève elle-même. Lors de ce mouvement, sur la région parisienne, se sont des minorités activistes qui porteront à bout de bras la « grève de facto » (les étudiants ne pouvant plus accéder aux cours) et jamais les AG ne regrouperont plus de 5% des usagers de l'université, ce qui est certes une force mais néanmoins qui n'est pas un raz de marée et pas exactement un « mouvement de masse ». Le schéma est plus ou moins le suivant : sur une fac de 30 à 40 000 usagers on trouve de 200 à 300 « activistes » qui font vivre la lutte, de 1 500 à 2 000 étudiants qui participent aux AG et aux manifestations.

Les minorités activistes :

Un mélange hétérogène d'une moitié de militants syndicalistes ou politiques de gauche et d'extrême gauche et d'une autre moitié d'électrons libres. Tous ont peu d'expérience (à part celle des ex-lycéens ayant participé activement au mouvement de l'année précédente), et la grande majorité d'entre eux tiennent à sauvegarder « l'unité du mouvement ».

Les participants aux AG :

La présence relativement massive aux AG (relativement au faible nombre de ceux qui tiennent les piquets de blocages et participent aux actions) s'accompagne d'une attitude de participation minimale, d'une présence à la limite de la passivité, une sorte de consumérisme de la lutte. On arrive à l'AG, on vote la reconduction de la grève et on rentre chez soi (si tant est que les votes sont repoussés à la fin des AG pour ne pas voir les amphis se vider dès le vote accompli). La minorité agissante, bien que sur des positions toujours plus radicales (solidarité avec les émeutiers de novembre et les sans-papiers, critique de la LEC dans son ensemble, volonté d'extension aux salariés) a besoin du soutien (même s'il n'est que passif) de la masse des étudiants pour ne pas rester seule face à la répression tant de l'administration que de l'Etat. Tout au long du mouvement, on sera en présence de deux « sujets » dépendants l'un de l'autre mais qui ne seront jamais sur la même longueur d'onde : les éléments actifs dont le discours se « radicalise » et la masse des étudiants qui se prononce clairement contre le CPE (et seulement contre le CPE) mais « délègue » la lutte aux premiers. D'un côté une forte minorité fortement investie dont le discours anticapitaliste s'affirme toujours plus et qui pratique un activisme volontariste, de l'autre une masse numériquement croissante de « l'opinion publique » seulement prête (et encore pas trop) à affirmer une position en défilant dans la rue et éventuellement en votant des motions lors des AG. Les syndicalistes de la gauche plurielle –Unef et Confédération étudiante (CE)– constituent d'ailleurs les représentants naturels de cette masse. Les militants gauchistes (un pied dans l'un, un pied dans l'autre) forment le pont entre ces deux composantes qui autrement s'ignoreraient.

Au départ cette alliance s'avère payante, les minorités activistes ont besoin du nombre et de la légitimité que cela leur confère et le mouvement d'opinion juge relativement efficace le bordel que mettent les « radicaux » (y compris les syndicalistes gauche plurielle). C'est ce besoin de complémentarité, la nécessité de l'unité entre des forces antagonistes, qui explique la forme ultra bureaucratico-démocratique que prendra la lutte dans les universités : pour la première fois dans l'histoire des luttes étudiantes, les assemblés de grévistes sont remplacées par des assemblées générales auxquelles sont conviés l'ensemble des étudiants (grévistes et non-grévistes, pro ou anti CPE). C'est cette sorte de parlement de l'université qui se prononcera sur la reconduction de la grève et des blocages mais aussi sur les modalités de la lutte. Les 200 actifs sont réellement et formellement mandatés et délégués par les 1 500 présents/passifs à l'AG pour mener la lutte en leur nom. La « grève par procuration » qui pointe son nez depuis 10 ans a finalement trouvé sa forme, la chose est entérinée et elle s'organise en tant que telle.

Deux mouvements pour le prix d'un

D'un côté il y a ceux qui veulent utiliser la couverture du « plus large mouvement d'opinion possible » (ce qui lui permet de ne pas se faire laminer par la répression et rend possible le blocage des facs) pour mener une critique du système capitaliste ; de l'autre il y a cet ectoplasme (présent partout, ne se matérialisant nulle part) qui estime, par expérience, que seules des actions spectaculaires-médiatiques sont capables de le faire perdurer même en tant que simple mouvement d'opinion. D'ailleurs la masse des étudiants ne désire pas autre chose que de faire pression sur le gouvernement pour ne le faire céder que sur cette attaque précise contre la valeur des diplômes. Les syndicats Unef et CE, en tant que représentants de cet ectoplasme n'ont aucune raison de s'inquiéter du fait que sur le terrain (dans les actions comme dans les « résolutions » proclamées) le fossé se creuse toujours davantage entre activistes néo-syndicaux et la « base » amorphe du mouvement (et donc eux-mêmes). Dans le monde de la représentation politico-médiatique ils tiennent toujours les rênes et les agitations des « radicaux » constituent avant tout pour eux une arme pour maintenir la pression. Les quelques milliers de personnes qui tiennent les piquets de blocage, organisent et participent activement aux actions n'ont jamais constitué un danger puisque maintenus dans le carcan démocratique des AG sans lequel ils seraient isolés, ils s'autorégulent eux-mêmes malgrés la teneur de leurs rodomontades. Pour ne pas se retrouver isolés face à la répression (de l'administration comme des flics et de la justice) ils s'autocondamnent à une semi-impuissance. Face à une situation où, les syndicats ayant abandonné le terrain, une palette de choix était possible, de fait ils furent peu nombreux ceux qui osèrent bousculer les limites mises en place auparavant. Les propositions de s'emparer des bâtiments universitaires pour en faire « autre chose », les actions de blocage du trafic des marchandises (et parmi celles-ci, la principale, la marchandise force de travail), les manifs sauvages dans les quartiers populaires, les descentes dans les lieux de travail... furent en fait peu nombreuses et à la limite du symbolique sur Paris. Néanmoins elles ont eu le mérite d'exister et ont été porteuses d'une vraie dynamique



[Mur de l'EHESS occupée à Paris, en mars 2006]

durant un moment. Portées par une minorité au sein de la minorité et peu compatibles avec le fonctionnement des AG souveraines pratiquant le centralisme démocratique elles n'ont pas provoqué l'ébullition, très vite sur Paris il y eut surtout des initiatives fortement centralisées et planifiées en interfac (l'action obligatoire du mardi et du jeudi). Parmi les activistes estudiantins, de plus en plus se sentent coincés dans un carcan autolimitatif et partent s'organiser ailleurs, certains se voient en groupes de potes, d'autres rejoignent l'EHESS, d'autre changent de fac ou errent de manifs en actions.

L'organisation bureaucratico-démocratique

Pour les quelques milliers (peut être 10 000 sur toute la France, en tout cas jamais plus de 3 000 sur la région parisienne) d'étudiants actifs dans la lutte, la nécessité de s'appuyer sur une forte légitimité se pose dès le départ. Dans la première phase du mouvement (son extension quantitative à l'intérieur de l'université) les deux tendances dans les A.G sont, d'une part le camps « responsable » c'est à dire les syndicalistes (gauche et extrême gauche confondues) et les néo-syndicalistes (les non-syndiqués responsables et réalistes) et de l'autre les agitateurs plus emballés par la possibilité de bordel qui s'offre que par la perspective d'un large mouvement de masse, la première tendance étant largement majoritaire. L'ultra démocratisme est érigé en principe intangible, il s'accompagne d'un bureaucratisme paralysant toute possibilité d'agitation pour les franges radicales. C'est une force d'inertie colossale voulue par l'immense majorité, aucun conflit (et donc débat réel) ne peut s'y développer (on s'affronte physiquement à sept heure du matin sur les piquets de blocage entre bloqueurs et anti-grévistes et l'après-midi on polémique entre gentlemen en AG ; on dénonce et insulte l'Unef et on partage civilement la tribune avec elle), les radicaux ou même les syndicats de droite y ont toute liberté de parole, de toute façon le consensus et l'unitarisme se chargeront de niveler le discours sur le plus petit dénominateur commun. Cette attitude qui permettra la paralysie des universités (avec des piquets ne dépassant que rarement 200 personnes sur des facs de 30 à 40 000, les anti-bloqueurs actifs n'étant que très légèrement inférieurs en nombre) et donc la possibilité même de l'existence du mouvement, deviendra rapidement un obstacle à l'organisation nécessaire à une réelle dynamique (condition également nécessaire à la vie d'un mouvement de lutte) qui signifie extension vers l'extérieur et approfondissement des raisons de la révolte.

L'auto-organisation des étudiants en tant qu'étudiants n'est qu'un corporatisme qui paralyse le mouvement La composante étudiante de la fraction active du mouvement, si elle a multiplié les appels à l'extension du mouvement vers « les salariés », « les chômeurs » ou « les sans-papiers », a tenu dans la réalité à conserver ses formes d'organisation sur son « lieu de travail » et ainsi, en fait de salariés, elle n'a pu se lier qu'avec le personnel enseignant et non-enseignant des universités. Pour les autres (chômeurs, précaires ou sans-papiers) un délégué de temps en temps à la tribune pour affirmer les « passerelles » virtuellement possibles entre des luttes qui ne feront que se côtoyer épisodiquement, et après une belle salve d'applaudissements chacun retourne à son ghetto.

Le double discours lié à la double nature du mouvement (volonté de dépassement ET volonté de préserver l'unité) enferre la minorité active dans une contradiction, d'une part la nécessité de s'organiser sur SA fac en tant que ce qu'on est dans et pour le capital (étudiant, employé ou prof) pour garantir la possibilité et la pérennités des AG (cette forme permettant d'utiliser les locaux, de sortir de l'atomisation et de fonder une identité collective) ; d'autre part la nécessité tout aussi impérieuse de ne pas se cantonner au simple retrait du CPE et d'étendre la lutte à d'autres secteurs, ce qui impliquerait d'ouvrir les assemblées pour en faire des pôles de convergence et surtout de ne plus se considérer en tant qu'étudiants. Dans les universités les plus combatives (qui correspondent aux filières offrant le moins de débouchés) l'immense majorité des usagers sont salariés, souvent à temps partiel, beaucoup viennent de la banlieue, certains sont sans-papiers… et tous ne s'expriment pourtant qu'en tant qu'étudiant. Si, individuellement, beaucoup des acteurs actifs portent des critiques qui sortent du cadre étudiant, la position collective exprimée nivelle cela au plus petit dénominateur commun. Concrètement cela signifie que les facs « occupées » et « bloquées » le sont avec accord de l'administration, d'ailleurs ce n'est qu'une partie des locaux qui est concédée pour l' « occupation » et selon des modalités et des horaires négociés consensuellement avec elle (les amphis ne sont pas pris mais quelques uns sont accordés par le président, les piquets sont tenus sous le contrôle des vigiles qui en règlent les modalités, les grévistes s'emploient à ce que soit respecté le règlement intérieur - interdiction de fumer, de graffiter et de cracher par terre, respect des horaires et même contrôle des cartes d'étudiant pour accéder à certains couloirs), les AG se déroulent parfois sous la surveillance de vigiles ou du président lui-même, voire même sous le regard de caméras de sécurité. Enfin on ne va pas rentrer dans tous les détails, le fait est que le blocage ne se fait jamais contre la direction de la fac mais est toujours considéré comme une décision démocratique prise par l'AG représentative des étudiants à laquelle l'administration serait censée être obligé de se plier. Et réciproquement, les modalités de la lutte doivent se plier au déroulement normal de l'université, en respecter les locaux, les horaires, la hiérarchie… les usagers de l'université (grévistes et non-grévistes, étudiants et profs, personnel et direction administrative) occupent démocratiquement leurs facs. C'est bien le fait de s'organiser en tant qu'étudiant, en produisant une identité commune fictive et en reproduisant la séparation d'avec « les autres » (les « faux manifestants » ?), qui cimente un corporatisme qui pose qu'une fraction des exploités –un segment de la classe– aurait des intérêts propres à défendre (pourquoi devrions-nous subir le CPE, nous qui avons des diplômes ?). Dans l'oscillation toujours présente dans la frange active du mouvement, entre le discours d'identification à l'ensemble des exploités (le CPE est une mesure entrant dans le cadre d'une précarisation généralisée) et l'organisation sur la base restreinte de la défense d'une condition d'étudiant (devant tout de même offrir quelques garanties supplémentaires par rapport au prolo lambda), c'est toujours le second terme qui l'emporte. C'est ce qui fait que les jeunes banlieusards ne peuvent être considérés que comme extérieur au mouvement (au mieux on proposera que le mouvement « tisse des liens » avec eux, ne les traite pas totalement en ennemis). Quand les syndicats, les médias et les partis politiques emploieront les vocables d' « éléments extérieurs », de « faux manifestants » ou de « faux lycéens » pour désigner ceux qui, bien que participant à la lutte, ne voulaient ou ne pouvaient pas se couler dans le moule unitaire (unis autour de la figure de l'étudiant responsable), il faut bien constater que, si cette novlangue n'a pas été particulièrement reproduite dans les AG, elle n'a guère choqué et qu'en tout cas aucune voix ne s'est élevée pour s'y opposer. À l'inverse, dans cette lutte qui, de façon schizoïde, dit se battre aussi contre la précarité généralisée, la présence des futurs patrons et cadres supérieurs –représentés par les AG des grandes écoles– n'a posé aucun problème.

Par contre l'ultradémocratisme bureaucratique empêchera toute liaison avec les lycéens de banlieue qui mènent au même moment et à quelques stations de RER de distance une lutte extrêmement massive (plusieurs dizaines de milliers hyperactifs) et dynamique. Ils développeront leurs modes d'organisation et leurs actions de manière complètement parallèle. Les banlieues parisiennes vivent au rythme local des manifs sauvages, caillassages, affrontements avec la police, actions offensives et blocages des voies de circulation sans que les étudiants parisiens n'en soient aucunement informés. Quand des lycées se trouvent dans l'abord immédiat d'une fac, des actions coordonnées sont organisées conjointement, c'est à dire qu'il y a alliance entre les deux entités (lycéens et étudiants) qui restent distinctes, mais jamais fusion. Les quelques tentatives d'AG communes (Nanterre et Tolbiac) furent un véritable bordel. Les lycéens étant évidement incapables de se couler dans le moule lénifiant et ultra-policé du mode d'organisation étudiant, il y fut mis un terme immédiatement.

**Ce que n'a pas produit
la dynamique du mouvement**

Le démocratisme est la cause de l'autolimitation du mouvement, elle en est aussi la conséquence. Nous sommes face à un cercle vicieux où l'impossibilité tant de concevoir la lutte comme la construction d'un réel rapport de force que de percevoir la dynamique de lutte comme radicalisation des conflits est produite par le consensus ambiant autant qu'elle le reproduit. Le démocratisme empêche de créer les bases matérielles d'une réelle dynamique de lutte, et l'absence de ces bases matérielles interdit de se passer du consensus démocratique. C'est bien l'absence de conflits ou même de débats entre les deux tendances internes au mouvement (affrontement de classe ou aménagement des intérêts catégoriels) qui permet d'empêcher tout dépassement. Les deux tendances se côtoient dans chaque instance et moment du mouvement, elles continuent à traverser chaque individu parti prenante, sans qu'aucune maturation ne se produise. Les syndicats ne s'y tromperont pas, ils se garderont bien de dénoncer le gauchisme et l'extrémisme de la coordination nationale. La force d'inertie de la masse étudiante, le fonctionnement extrêmement lourd des débats et l'isolement catégoriel posé en principe se révélant des moyens d'autolimitation bien plus puissants que les vieilles méthodes de magouilles politiques, les syndicats étudiants peuvent abandonner les AG aux « radicaux » en se réservant la représentation médiatique, les négociations avec le gouvernement et la diffusion capillaire du discours limité au refus du CPE. Le conflit est également éludé au sein des université entre étudiants et administration. Il est surprenant de constater qu'après deux mois d' « occupation » les « occupants » ne se sont rien approprié des locaux, le matériel reste géré par la direction qui, selon son bon vouloir, le concède aux grévistes. Rien n'est remis en cause du fonctionnement de l'institution universitaire et personne ne se permettrait de hausser la voix devant un vigile. Il faut avoir vu comment les « activistes » estudiantins s'adressent aux membres de la direction d'une université –en baissant les yeux et le ton de la voix– pour comprendre ce que signifie pour eux une occupation. Les AG se radicalisent en vase clos : produisant une compilation de revendications dans le vent, les AG et la Coordination nationale ne s'adressent qu'à ses composants par des vœux pieux. Au bout de deux mois et demi de lutte, les discours et actions des minorités actives ont influencé une bonne part des étudiants présents aux assemblées, mais faute de se traduire par un changement de pratique au quotidien (dans les occupations, dans les formes d'actions comme dans les AG) cela n'entraînera aucune dynamique. Même après la quasi éviction de l'Unef-majo et de la CE tant des AG les plus combatives que de la coord, on laissera gentiment le monopole du planning des échéances nationales et régionales au cartel des 12 syndicats cooptés par le gouvernement pour mener les négociations. La volonté d'élargissement se traduit (du début à la fin) par un appel à ce que les grands syndicats représentatifs lancent un appel à la grève générale. Le problème est que les acteurs de terrain n'ont guère le choix s'ils ne veulent pas se retrouver complètement isolés… mais en ne sortant pas de ce cercle vicieux (crainte de l'isolement/dépendance envers la gauche institutionnelle/dépossession des leviers de mobilisation/encore plus d'isolement/dépendance toujours accrue) la coord se condamne à produire des déclarations toujours plus déconnectées des pratiques réelles dans les facs (où même l'UNI participe aux AG, où les « occupations » sont concédées par l'administration, où les piquets sont parfois tenus avec les vigiles, etc.), à voter des modalités d'intervention sans rapport avec les forces réellement impliquées. Jamais les AG parisiennes (sauf celle de la Sorbonne en exil) ne se poseront la question de ce qu'elles peuvent faire à partir de leurs propres forces, jamais elles ne se demanderont comment développer un réel rapport de force. On peut dire la même chose de la Coordination nationale.



Un facteur de l'enlisement (et de la disparition soudaine) du mouvement, a été l'hégémonie de la composante étudiante sur celui-ci, et notamment sur la composante lycéenne, beaucoup plus nombreuse et active. Si le processus qui a permis cet état de fait est facile à cerner (les étudiants sont mieux structurés et dans des établissements plus centralisés, ils sont rentrés les premiers dans la lutte) en revanche, on peut s'interroger sur ce qui a empêché qu'il soit remis en cause. Pour comprendre il faudrait se pencher sur les pratiques et les modes d'organisation des lycéens, sur les coordinations départementales ou de secteur qu'ils ont mises en place… nous n'en avons qu'une faible idée à travers la lecture des journaux locaux qui rapportent des centaines d'actions, d'affrontements et manifestations, parfois de milliers de personnes…

À l'apogée du mouvement (lorsque paradoxalement la situation devient tellement contradictoire qu'elle signifie une paralysie/agonie du mouvement) on assiste à l'alliance de toutes les composantes gauchistes, néo-syndicales et agitationnistes contre les gros syndicats. Cela s'accompagne d'une certaine radicalisation du discours et des formes d'actions, d'un abandon relatif de l'unitarisme systématique et d'une critique du fonctionnement ultra-démocratique. Mais cela n'ira jamais jusqu'à la remise en cause explicite du centralisme démocratique induit par les seules instances existantes de débats, d'organisation et de décision que constituent les AG de TOUS les étudiants (et d'eux seuls), en fait ce fonctionnement a été tellement idéologisé qu'il est devenu la « marque de fabrique » de la minorité activiste qui voit dans cette pseudo horizontalité un gage de radicalité. Ce sont toujours des étudiants mobilisés en tant qu'étudiants, sur leur « lieu de travail » et tenant à préserver « leurs » locaux et « leur » auto-organisation qui tentent désespérément de dépasser une situation dans laquelle ils se sont eux-mêmes enfermés.

[Texte paru le 7 juin 2006 sur le site de la revue Meeting]

Limites du mouvementisme : les assemblées dans le bordel anti-CPE à Paris

On entend parfois les vieux militants conter nostalgiques la gloire des «mouvements» passés. Sans remonter plus loin, il y a eu des époques fastes comme la fin des années 90 (CIP en 1994, grèves de décembre 1995, mouvement des sans-papiers de 1996-97, mouvement des chômeurs fin 1997-début 1998) puis le creux pratiquement jusqu'à la mobilisation lycéenne de 2005, suivie des émeutes de novembre et du mouvement anti-CPE cette année (passons sur les journées syndicales contre la réforme des retraites de 2003). Entre temps, des modes permettent de continuer à s'agiter : expulsions, squats, prisons, nouvelles technologies (OGM, biométrie, à présent les nanos) sont par exemple les sujets de contestation, dans l'ordre ou le désordre, mêlés ou pas. De «mouvement» en «mouvement», de lutte thématique souvent chargée de racket émotionnel (urgence, rapports personnels, impuissance face au monstre) en lutte-parcellaire-faute-de-mieux, le militant pourrait ainsi presque aller jusqu'à la retraite, satisfait du devoir accompli.

Et pourtant, quelque chose ne tourne pas rond ces derniers temps sur la planète mouvementiste : beaucoup ont suivi les feux de la révolte de novembre en spectateurs, avant de constater qu'ils étaient bien démunis quant à leur contribution possible. Puis, lorsque le mouvement anti-CPE a impliqué bien plus que les étudiants, avec l'entrée en scène des lycéens et d'une frange plus ou moins nombreuse et organisée (selon les villes) d'individus énervés venus simplement en découdre ou foutre la zone, nombre de militants ont tenté d'appliquer leurs recettes traditionnelles (assemblée, tracts, occupation, cortège, appels) [1], mais avec bien peu de succès.

Ce qui leur donnait habituellement une raison d'agir, radicaliser le mouvement, mettre à l'épreuve leurs modes d'organisation et leurs mots d'ordre, se divertir certainement, engranger des forces pour la suite aussi, a semblé souvent dépassé par le mouvement réel.
Et pourtant, à l'heure où les feux de novembre se diffusaient des périphéries de Paris aux centres urbains de Lille ou Toulouse, des métropoles aux petites villes, des voitures aux commissariats, transports en commun, écoles, postes et entrepôts, les idées d'intervention près de chez soi pour participer à la fête en cours ne devaient pas manquer. Mais encore faudrait-il ne pas réserver le monopole de ces révoltes à une catégorie sociale fantasmée, forcément extérieure à soi, ni à un seul mode d'action, forcément de masse ou de communauté de non-vie. Les petits groupes mobiles ne sont inaccessibles qu'à la personne atomisée, pas à l'individu et ses compagnons. Le feu et ses cibles ne sont pas encore brevetés, ni exclusifs des autres armes classiques de la subversion (du sabotage à l'affiche, du détournement à l'agitation sur la voie publique). De même, à l'heure où le rapport de force contre le CPE se jouait *essentiellement* dans la rue, où la spontanéité présidait les manifs sauvages, où les différents blocages de l'économie n'étaient pas uniquement conditionnés par le nombre, où la prise de la rue offrait souvent des possibilités inédites, mettre l'accent sur des assemblées/occupations (assemblées étudiantes puis EHESS et suivants) a caricaturalement montré les limites des formes d'auto-organisation classiques de la frange «mouvementiste».

L'assemblée (souvent couplée à une occupation) peut en effet être aussi bien un outil supplémentaire que se donnent des individus qui s'associent dans la lutte en vue d'une pratique commune ou coordonnée, voire pour se rencontrer avant de continuer à s'éprouver dans l'action, ou à l'inverse n'être qu'une forme passe-partout de laquelle devraient surgir miraculeusement tout à la fois les affinités à partir de la simple accumulation d'individus, l'organisation des tâches à accomplir dans le mouvement (en plus du temps et de l'énergie investis dans l'occupation elle-même), voire même un discours commun, souvent a minima puisque produit par consensus.
On a ainsi pu assister parfois à ce renversement qui a fait d'une assemblée non plus un moment de confrontation/coordination de praxis, mais un organisme décisionnel : si une minorité décidée avait pu seule bloquer une université, c'est pourtant l'assemblée qui par la suite décidait au nom d'une quelconque souveraineté de laisser travailler l'administration ou de débloquer les lieux (temporairement ou définitivement), décision qu'on ne pouvait *légitimement* bafouer sous peine de fascisme aggravé. On a aussi pu assister à d'autres assemblées, dont l'unique objectif semblait être leur propre existence et leur répétition sans fin, dès lors qu'elles étaient réduites de fait à de simples échanges de points de vue déconnectés de toute volonté de pratiques.

La caricature parisienne de la forme «assemblée» a surtout été ces assemblées étudiantes ouvertes à tous... les étudiants non-bloqueurs, bureaucrates ou désireux de continuer leur train train, en présence des vigiles ou tolérées là où la présidence le voulait et à ses conditions (horaires, choix des salles/amphis pour des «questions de sécurité», non-fumeurs,...). L'assemblée y a jusqu'au bout été une fin en soi, une auto-mise en scène blasée de la légitimité, de la respectabilité citoyenne (votes, tours de parole, ordres du jour, comptes-rendus, bureau) qui occupait l'essentiel de son temps, déléguant à d'obscures commissions enjeux des luttes de pouvoir l'organisation des fameuses «actions» (les blocages ou prises de rue sauvages et statiques) auxquelles tout bon étudiant anti-CPE se devait de participer en en sachant bien peu.
C'étaient incarnées et exprimées là toute la pratique démocrate de la soumission à la dictature du nombre, du respect et de la fausse égalité des deux côtés de la barricade (bloqueurs et anti-bloqueurs, casseurs potentiels et services d'ordre syndicaux), et toute la mise en application du dispositif citoyen d'une société civile *forcément* imaginaire (sans classes, sans désirs négatifs de destruction et d'utopies révolutionnaires) qui tirerait d'une légitimité en construction —donc fragile, à préserver et élargir— son droit à exiger d'un gouvernement moins légitime le retrait du CPE. Il n'est dès lors pas surprenant que les militants des différentes chapelles du gauchisme et du syndicalisme, même rouge et noir, n'aient pu y tenter que d'étendre généralement en vain la liste des revendications, ou de se créer une base par un activisme démonstratif, rejouant aux ingénus le coup de l'opposition entre «démocratie directe» et «fausse démocratie» : derrière ce mauvais jeu de mot se cache en effet toute leur ambiguïté de bureaucrates, aspirants gestionnaires de quelque chose, du moment que ça vient de la masse, d'en bas plus ou moins à gauche.

Les brèves assemblées de l'EHESS occupée (du 20 au 24 mars) ont représenté l'autre caricature de cette forme «assemblée» comme fin en soi, cette fois non plus comme mini-parlement singeant celui de la domination, mais comme instrument creux et fétichisé, volonté d'auto-organiser ex-nihilo ce qui ne pouvait (et ne voulait ?) l'être.
L'assemblée comme outil de la lutte de classe prenait généralement corps et intérêt lorsque des individus auto-organisés en ressentaient la nécessité, en vue de se coordonner, d'échanger leurs expériences concrètes, de confronter leur praxis. C'était dans ce cas un outil qui se rajoutait aux autres, et notamment à tout le jeu des rapports informels tissés avant puis autour de l'assemblée. Cette force supplémentaire, dans une perspective anti-autoritaire, ne constituait de plus pas un agrégat supérieur aux groupes affinitaires, en ne s'exprimant pas en son nom, en n'ayant aucune possibilité de décision et en n'ayant pas pour objectif le nombre.

Il aurait pu en être ainsi de l'assemblée de l'EHESS, si des contenus s'étaient auparavant dégagés dans ce mouvement, permettant de se confronter sur des pratiques déjà existantes (ou des volontés de) et sur des bases théoriques communes au sein de la partie non-étudiante du mouvement. Mais ce n'était pas le cas, et cette assemblée/occupation n'a plus eu qu'à devenir une vaste foire où chacun venait vendre sa soupe. Esquisse de quelques possibles non advenus :



Plutôt que de radicaliser d'abord le «*CPE non, on veut un vrai CDI* » en «*ni CPE, ni CDI*», ces bases communes auraient pu ainsi être de développer une critique frontale du travail (du type «*on veut pas bosser du tout*»), couplée à d'autres modes de réappropriation que la dépouille. La dernière assemblée de l'EHESS s'est par exemple déroulée au soir des affrontements d'Invalides, justement parsemés de quelques dépouilles parfois sauvages. Or il y a plus été question de stigmatiser ces formes assez grégaires et dérisoires, en créant un espèce de sujet collectif négatif qui en serait l'auteur, que d'y opposer des réappropriations qui seraient «nôtres», conservant la bonne idée de profiter de ces moments de rupture de la normalité pour développer d'autres perspectives. Pour mémoire, il y avait par exemple eu plusieurs autoréductions de supermarchés pendant le mouvement des chômeurs, et même un essai de pillage en règle d'un *Cash Converters* à Bastille. Ce fut aussi le cas cette fois-ci à Toulouse par exemple.
De même, plutôt que d'avaliser le «*bloquons l'économie*» avec son corps nu lorsqu'il était déjà dans l'air et que nous y participions (occupation des gares par exemple), un contenu commun aurait pu être de développer une critique du capitalisme et d'un de ses points faibles qui est la circulation des marchandises, en la couplant à d'autres formes d'attaques (comme le sabotage ou la destruction, et visant plus large que la seule circulation routière/ferroviaire).
Enfin, si différents groupes affinitaires et informels avaient ressenti le besoin de se coordonner afin de dépasser des limites vécues les jours précédents, c'est un tout autre projet de faire émerger un *moment* organisationnel à partir de ce besoin commun, que de créer une assemblée ouverte aux vagues «gens en lutte» nommés «*hétérogénéité*» en vue de «*s'agencer et s'organiser*». On peut citer de mémoire quelques questions qui revenaient alors au cours de discussions informelles, et auraient pu constituer un autre point de départ : comment sortir du spectacle rituel des frites type Sorbonne au profit par exemple de balades sauvages ravageuses au cours ou à la fin de manif (comme à Nation le 18 mars), quelles initiatives développer pour ne pas attendre les manifs des mardis et jeudis, comment développer une mobilité géographique qui dépasse le cadre étroit de Paris et s'y mêler à un antagoniste plus ouvert (d'autant que certains compagnons vivent en périphérie).

Ces quelques points ne sont pas posés là pour refaire l'histoire. Si ces tendances et possibles esquissés n'ont pu se dégager comme bases d'une assemblée, c'est pour souligner que les limites de l'assemblée d'occupation de l'EHESS ont finalement été celles de ses initiateurs à la perspective mouvementiste, qui y entérinaient logiquement les limites du mouvement lui-même. Car à défaut de contenu autonome au sein de ce dernier (voire en dehors : n'étant pas étudiants pour la plupart, et se foutant du CPE comme beaucoup) et de désirs d'expériences nouvelles à partager dans l'espace public, l'assemblée de l'EHESS ne pouvait qu'être cette coquille vide où des individus cohabitent sans n'avoir rien d'autre à faire ensemble qu'à mimer un semblant de radicalisme verbal collectif ou à se juxtaposer dans un grand squat. A l'heure où se dégageaient des ruptures de la normalité toujours plus prometteuses, mais où la seule communauté de lutte de la partie non-étudiante ne se trouvait que dans les affrontements et les blocages de rue, une assemblée se donnant pour objectifs «*d'inventer des formes de luttes adaptées à la situation*» en s'adressant justement à l'hétérogénéité ne pouvait que se heurter à ses propres limites : l'absence de perspectives et les moyens de les mettre en œuvre.

S'il est une force de l'individu, au sein de cette société qui présente la double caractéristique d'atomiser et de massifier à la fois (les personnes sont toujours plus séparées les unes des autres et vivent en même temps toujours plus des vies identiquement normalisées), c'est sa capacité à développer une autonomie basée sur ses propres désirs et affinités. La capacité à partager ces désirs avec d'autres individus, liée à une connaissance et une confiance réciproques, peut, avec un minimum de volonté partagée, créer et mettre en œuvre des projets offensifs. Et lorsqu'un mécontentement gronde, qu'un mouvement social éclate, ces groupes affinitaires peuvent décider d'y participer, sur leurs propres bases et objectifs.
Les affrontements liés à la foule, au sentiment collectif éphémère de puissance, notamment au début devant la Sorbonne et aux alentours ou plus tard lors de la balade de Bastille à Montmartre, nous ont enthousiasmés et lancés dans la bataille, pour ceux qui étaient encore réticents à ce mouvement longtemps spécifiquement étudiant. La répétition de ces affrontements, toujours plus spectaculaires et verrouillés, plaidait cependant selon nous assez rapidement pour non seulement multiplier les possibilités de mener avec plus d'agilité nos activités antagoniques existantes avant le mouvement, mais aussi pour amplifier autrement la rupture de la normalité, indispensable base pour apprendre de nouvelles manières d'être ensemble et de lutter, d'entrevoir un monde totalement différent et de construire les bases des révoltes futures.
Or ce double mouvement —augmenter nos possibilités habituelles, perturber aussi autrement la normalité— n'est justement effectif qu'en conservant notre autonomie au sein du mouvement, s'en s'y diluer. Le problème posé par le mouvementisme, par ceux qui veulent radicaliser le mouvement en s'y organisant ou simplement être là où ça speede *le plus*, est que notre rapport n'est plus dialectique, fonction de notre analyse de ce qui se passe et de nos perspectives, mais que nous nous lions à la masse, avec ses forces (comme certains affrontements ouverts ou balades de plusieurs heures) et ses faiblesses (comme sa capacité à être menée dans des pièges à flics ou à se retourner contre nos pratiques).
Un tract distribué lors de la reprise à Jussieu rappelait ingénument que cette fac de sciences est comme les autres blindée de labos de recherche, tandis que d'autres nous ont fait remarquer que le toit de l'EHESS abrite une gigantesque antenne de téléphonie mobile qui a fait l'objet d'une tentative de sabotage, ou que des profs de cette école pleuraient sur les recherches perdues avec leurs disques durs. Ces simples cas de nuisances auxquelles la main avait plus aisément accès au cours de ce mouvement offrent un banal exemple de comment une perspective révolutionnaire peut développer à la fois son autonomie dans un mouvement, et tenter de dépasser ses limites (le énième contrat précaire, le rituel d'affrontements toujours mieux gérés par la police) en reliant ce qui est généralement séparé, ici une critique pratique de la techno-science par le sabotage ou le vol, à l'intérieur d'un mouvement concentré sur la précarité et pratiquant surtout des occupations de l'espace urbain.

Ce qui fut généralement intéressant dans les mouvements sociaux de ces dernières décennies a rarement été leurs intentions (défensives), mais bien plutôt la perturbation de la normalité du quotidien qu'ils ont engendrée. Nous pouvons alors choisir de répéter à l'infini des pratiques qui s'insèrent dans leurs limites initiales, en essayant de les radicaliser et en se contentant de suivre l'odeur des gaz lacrymogènes portés par d'autres, ou bien au contraire sortir enfin de cette logique pour affirmer notre propre praxis en dialectique avec ces mouvements, ce qui signifie d'un côté élargir et intensifier collectivement cette perturbation sur nos bases, et d'un autre affirmer individuellement nos désirs, rages et attaques en profitant de son existence.

un Gérard

1. Nous parlons ici à partir de l'expérience parisienne, certes un peu particulière par le nombre d'agités et la diversité des possibilités.

Encore faudrait-il qu’il y ait une lutte !

Le 11 octobre 2005, huit familles ivoiriennes du passage du Gazomètre à Montreuil se sont faites expulser de l’immeuble où elles vivaient depuis cinq ans, après avoir réglé pendant deux ans un loyer de la main à la main à un marchand de sommeil. Un jeune ivoirien sans titre de séjour est arrêté. Les familles à la rue occupent alors avec des voisins et amis le centre social Lounès Matoub. Le cabinet du maire, Brard l’expulseur «communiste» musclé des Roms qui a aussi fait démolir le foyer africain Nouvelle France, propose trois nuits d’hôtel dispersées en Ile-de-France. Le refus des familles entraîne l’intervention des CRS qui frappent dans le tas et coursent en ratonnant une manifestation spontanée rue de Paris. Les habitants du Gazomètre improvisent alors un campement place de la République. Le 14 octobre, elles lèveront le camp contre 35 nuits d’hôtel payées. S’est alors monté un «comité de soutien», composé d’habitants du quartier mais aussi d’associations et de syndicats, en vue de faire avancer la situation des expulsés.

Le texte ci-contre, écrit par un camarade du coin, revient sur les mécanismes d’enlisement et de pourriture des tentatives de luttes, qui ne sont pas propres à Montreuil et à sa gestion municipale associativo-mafieuse.



Si de nombreuses personnes ont exprimé leur solidarité avec les (ex)habitants de la rue du Gazomètre ce n’est pas par pur humanisme. Une grande partie de ceux qui vivent dans le bas-Montreuil savent pertinemment que l’expulsion de pauvres du quartier s’inscrit dans un projet déjà bien entamé qui, à brève échéance, signifie des conditions toujours plus invivables pour les prolétaires. La politique de l’extension de Paris vers la proche banlieue (on appelle déjà le bas-Montreuil le 21e arrondissement), l’installation des sièges d’entreprise voulue par la mairie, impliquent de donner à notre environnement un “visage présentable”, conforme aux critères en vigueur dans le monde du *management*. Cela signifie l’hygiénisation du quartier (clôture des squares, grilles et digicodes qui transforment les cités en couloirs de prison, occupation policière... et bientôt, fermeture des sandwicheries à minuit) et la déportation des pauvres et des immigrés pour que les bobos puissent se sentir en “sécurité”. Nous parlons là d’un processus qui est déjà largement entamé, tous les habitants ont déjà eu à subir l’augmentation vertigineuse des loyers (le même prix dans le bas-Montreuil et le bas-Bagnolet qu’à Paris, c’est-à-dire pas moins de 750 euros pour le plus minable des F2) et on ne compte plus les chantiers en cours avec leurs projets de résidences et immeubles de bureaux tout de verre et d’acier.

C’est pour cette raison que nous avons été si nombreux à nous opposer à l’expulsion du centre Lounès-Matoub par les CRS et la police... nous étions là, non pas en “soutien” (par pur humanisme), mais en solidarité parce que nous sommes concernés et que nous savons bien que l’expulsion des 8 familles du Gazomètre n’est que l’un des épisodes de notre expulsion programmée à tous et que si nous ne résistons pas à ce moment nous n’aurons plus qu’à retourner à notre isolement en attendant qu’on vienne nous chercher un à un. Il y avait là une bonne occasion de se rencontrer, de se compter, de discuter... c’est d’ailleurs ce que nous avons fait. Nous avons résisté quand les flics racistes et arrogants ont frappé certains d’entre nous, nous ne nous sommes pas contentés de nous offusquer de ce “dysfonctionnement” de notre belle démocratie car nous subissons cette violence au quotidien. Il y avait là une occasion de contrer la terreur que “nos” dirigeants nous imposent en permanence et, malgré le fait que c’est principalement nous qui avons pris les coups, nous leur avons au moins signifié qu’il n’est pas évident qu’ils pourront toujours se croire tout permis. Par la suite nous nous sommes emparés du square pour y passer une soirée ensemble, pour y faire ce que NOUS y avions décidé, cette fois ce fut la projection d’un film mais nous pourrions y faire bien d’autres choses collectives si nous le décidions.

Une manifestation s’est organisée sans qu’il y ait eu besoin de rien de plus que d’imprimer un tract et de faire appel aux bonnes volontés pour le distribuer. Sans service d’ordre, sans porte-parole, sans aucune négociation, sans autorisation, sans “responsable”. Parce que nous nous sommes retrouvés ensemble, nous avons pu constituer une force, remettre (un petit peu) en cause la normalité, la passivité, l’indifférence. Cela nous l’avons fait dans nos têtes et dans nos actes, c’est cela qu’on appelle être en lutte. C’est de cela que la mairie, l’Etat et les patrons ont peur, et c’est normal. Ce qui est moins normal c’est la panique qui s’empare des “militants” associatifs, syndicaux et politiques devant ce qui échappe à leur petit train-train. Comment ça ! nous pourrions décider par nous-mêmes, comme ça, sans qu’ils puissent jouer leur rôle d’organisateur ou de médiateur ? Pour eux il y a toujours quelqu’un d’autre qui détient la légitimité pour ce faire : le responsable, le comité, les familles expulsées[1], la délégation partie en négociation... Tous ces “militants” ont un rôle à tenir : se substituer aux gens en lutte, ramener les formes et les contenus de la protestation à quelque chose de compatible avec les nécessités des pouvoirs en place.

Aujourd’hui les “militants”, petits cadres associatifs, politiques ou syndicaux se sont constitués en “comité de soutien”, ce comité se réunit régulièrement afin d’assurer le suivi des négociations. 50 personnes réunies dans une salle de la bourse du travail. Voilà, c’est fait, la lutte est enterrée, plus de rencontre entre les habitants, plus de bordel, plus d’initiatives, plus de débats. Il ne reste plus qu’à assurer l’accompagnement des “familles” dans les méandres du labyrinthe bureaucratique.

A la limite nous pourrions concéder que cette tâche est nécessaire, qu'il faut par la négociation et sans user d'un quelconque rapport de force jouer sur la "mauvaise conscience" des membres de l'appareil bureaucratique... nous n'y croyons pas, mais après tout si quelqu'un veut s'en charger, pourquoi pas si nous continuons parallèlement à faire vivre un rapport de forces. Mais ce n'est pas ça que les "petits cadres" ont proposé, ce qu'ils imposent c'est que la forme "comité de soutien" (n'œuvrant que dans les limites légalistes de ce qui est compatible avec les intérêts des pouvoirs en place, pour une solution "humaine" à des problèmes individuels, au cas par cas) se substitue au processus d'auto-organisation des habitants s'emparant de leurs problèmes collectivement. Leur néo-syndicalisme pleurnichard (les pauvres victimes) n'est en outre absolument pas conséquent : il faudrait qu'ils nous expliquent comment ils comptent obtenir la moindre avancée sur les dossiers spécifiques des familles de la rue du Gazomètre en restant dans le cadre étroit des négociations policées avec la mairie, la préfecture ou le conseil général alors que ce qui caractérise la majorité des expulsés en question est justement qu'ils font partie (selon la légalité qu'ils tiennent tellement à respecter) de cette catégorie de prolétaires pour qui la démocratie a prévu des camps de rétention, le travail au noir, des charters et l'absence de droits sociaux. Déjà on a pu constater que le cas des célibataires est quasiment passé à la trappe (ce qui est la suite logique du discours de différenciation soit-disant humanitaire sur les "pauvres enfants qui dorment dehors", les "je parle en tant que mère de famille" et toutes les simagrées démagogiques et victimistes). Nous n'oublions pas qu'il a fallu que les "extrémistes" s'énervent lors des réunions pour que les cas des sans-papiers arrêtés soient pris en compte. Il faudrait également que ces "petits cadres" nous expliquent pourquoi il faudrait orienter l'activité du collectif vers l'obtention de nouvelles promesses alors que jusqu'à présent ni la mairie, ni la préfecture n'ont tenu aucune de celles qu'ils avaient faites. Nous savons tous que dans peu de temps (au plus tard le 14 novembre) rien n'aura été résolu.

Néanmoins une occasion a été manquée, nous étions sortis de notre isolement et de nos petites boîtes où le système nous a parqués... et nous savons que cela ne se fait pas si facilement. Mais nous avons expérimenté que c'est toujours possible, que nous ne sommes pas tels des moutons qu'on mène à l'abattoir, des locataires que l'on déplace au gré des fluctuations du marché de l'immobilier, des "citoyens" sujets de monsieur le maire qui décide pour nous de comment nous devons cohabiter, des "usagers" d'un espace public que les gestionnaires nous concèdent parcimonieusement à heures fixes pour garantir la bonne marche du commerce. Il nous reste un peu de patience pour attendre la prochaine occasion de nous assembler et agir collectivement, et recommencer de plus belle en nous inscrivant dans la durée. Malheureusement, cela ne se fera pas en partant de ce "comité de soutien" qui mène en bateau aussi bien les familles expulsées que la potentialité qui a émergé sur la place de la République. Nous connaissons déjà les "résultats du long et dur travail d'accompagnement des familles dans leurs démarches" :

• le découragement à force de prendre des vessies pour des lanternes en voulant arracher à toutes forces des promesses qui de toute façon ne régleraient en rien la question ;
• la division à force de faire systématiquement de la différenciation entre les familles et les célibataires, entre les expulsés et les "soutiens" (et bientôt, c'est la suite logique du "cas par cas", entre les situations négociables et celles que les gouvernants auront décrétées "non présentables") ;
• la paralysie de l'enfermement dans le discours idéologique responsable (non-violence, légalisme, victimisme, respect des hiérarchies et racisme à rebours).

Nous avons constaté que dans ce comité, si l'on trouve intolérable que quelqu'un puisse hausser la voix lorsqu'il s'adresse à un de nos gouvernants, on manie l'insulte et la calomnie avec aisance lorsqu'elles s'adressent à ceux dont on pense (peut-être à tort) qu'ils ne peuvent pas se venger. Profitons-en pour faire une petite mise au point : ce qui nous semble puant là-dedans ce n'est pas que l'on se fasse insulter (on a l'habitude), non, c'est que ce sont les mêmes qui nous insultent et que l'on a vus faire des courbettes devant le représentant du gouvernement génocidaire ivoirien ou cirer les pompes de l'adjointe au maire co-responsable de la mise en détention d'au moins deux sans-papiers, des blessures graves et légères de nombreux camarades et d'avoir déclenché une ratonnade policière dans les rues de Montreuil durant plus de trois heures. (à titre d'information, depuis qu'elle nous à fait massacrer, Mme Attia passe ses journées au café de la place dont elle a fait son fief, au grand dam d'une bonne majorité des habitués mais aussi en s'attirant la sympathie de bon nombre des cadres associatifs, ce qui nous fait vomir).

Nous savons que dans ce comité il y a une forte tendance à ménager la mairie pour des raisons de calculs politiciens, pour des intérêts électoraux ou financiers (les subventions distribuées généreusement) et tout simplement pour des raisons de "carrière personnelle" (comment peut-on, à Montreuil, avoir des activités associatives si on est en guerre avec la mairie qui contrôle tout ?). Nous avons pu constater que, dans ce comité, sont présents des relais de la mairie : la FSU et leur proposition de "comité de suivi" qui est en fait une idée suggérée par Brard, la CGT et son tract grossièrement mensonger affirmant que c'est à l'initiative de la préfecture que l'évacuation du centre Lounès-Matoub aurait eu lieu et que le relogement serait exclusivement du ressort de l'Etat. Mais nous ne disons pas pour autant que parmi les militants il n'y a que des crapules froides et calculatrices, en revanche force est de constater que les habitudes bureaucratiques, le rôle qu'ils se sont eux-mêmes attribué, leur irrationnelle foi dans les instances démocratiques et leur culte du respect formel des règles (quelle qu'elles soient) en ont fait les fossoyeurs de la lutte.

Parce que la volonté des "petits cadres" et l'aliénation propre aux classes moyennes (les aspirants bobos) se sont unies pour qu'il n'y ait pas de lutte mais seulement une "protestation citoyenne" visant à la gestion humanitaire d'un problème particulier et isolé en partenariat avec les instances régulièrement élues, nous n'avons rien à faire dans cette instance de pacification sociale.

C'est ensemble que les gens concernés détermineront les modalités de leur lutte. Et "ensemble" ne signifie en rien l'unanimisme des grenouillages politiciens qui est en fait l'alignement sur la position la plus conciliatrice.

24 septembre 2005,
Quelques futurs expulsés du bas-Montreuil en résistance

1. Entendons-nous bien, nous ne dénions pas aux «personnes directement concernées» le pouvoir de décision sur ce qui les concerne (d'ailleurs qui arriverait à leur imposer ce dont elles ne veulent pas ?), mais cela ne leur donne aucune «légitimité» pour décider si chacun d'entre nous doit se laisser matraquer sans réagir, ni tolérer la présence de l'ambassadeur génocidaire ivoirien, ni même à quelle heure doit se passer la manif ou que sais-je encore.

Nouvelles de la guerre sociale

• 3 juillet, Marseille
(presse) La permanence UMP de Renaud Muselier, premier adjoint au maire de Marseille, a été presque entièrement détruite par un incendie criminel dans la nuit de dimanche à lundi, a-t-on constaté hier. “ *D’après les témoins, deux jeunes gens en deux-roues se sont arrêtés devant le bâtiment vers 2 h 30 du matin*, explique Renaud Muselier. *Ils ont cassé la vitre de mon bureau et ont jeté des cocktails Molotov.* ” Le feu a presque entièrement détruit le local, faisant s’écrouler une partie du toit. Seule la salle de réunion, au fond du bâtiment, a été relativement épargnée. Ancienne permanence du maire Jean-Claude Gaudin, le local de la rue Sainte-Cécile (5e) était aussi le siège de la fédération UMP des Bouches-du-Rhône.

• 3 juillet, Aulnay-sous-Bois
L ’interpellation mouvementée d’un homme à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) dans la nuit de lundi 3 à mardi 4 juillet a donné lieu à des scènes de violences urbaines.
Selon une source policière, un policier a été blessé à l’arcade sourcilière, alors qu’il tentait d’interpeller un homme réfugié dans un hall d’immeuble du quartier de Mitry-Ambourget de la cité des Mille-Mille à Aulnay. D’après cette même source policière cet homme roulait à grande vitesse au volant d’une Clio en brûlant des feux et a été pris en chasse par un véhicule de police à La Courneuve vers deux heures du matin. Arrivé à la cité des Mille-mille, l’homme aurait foncé sur un véhicule de police placé en travers de la route pour lui faire barrage. Les policiers n’auraient eu que le temps de se jeter au sol avant que la Clio ne percute leur voiture.
Toujours selon la source policière, un quart d’heure après l’interpellation du chauffard, des violences urbaines ont secoué la ville. Une boulangerie a été entièrement détruite par une voiture bélier incendiée.La préfecture a indiqué qu’une auto-école avait été sérieusement dégradée, ainsi que la façade d’une agence du Crédit lyonnais.

• Juillet, ravages anonymes d’OGM
(presse)
—Une parcelle de maïs OGM de la société Monsanto France a été fauchée par des inconnus dans la nuit de mercredi à jeudi 29 juin à Montech (Tarn-et-Garonne), annonce la société dans un communiqué en annonçant qu’elle allait porter plainte.
—Suite à une destruction partielle de son champ de maïs transgénique situé sur la commune d’Antoingt (Puy-de-Dôme), survenue dans la nuit de dimanche à lundi 3 juillet, la société Biogemma, filiale du semencier Limagrain, a déposé plainte lundi matin auprès de la gendarmerie, a-t-on appris auprès de Biogemma. Les recherches de ce champ de maïs transgénique de 6.500m^2, unique dans le Puy-de-Dôme, portent sur la précocité de la floraison et la tolérance du maïs à la sécheresse.
—Après les parcelles de Montech et Léojac (Tarn-et-Garonne) ces derniers jours, un nouveau champ de maïs transgénique de Monsanto a été récemment fauché à Beaumont-sur-Lèze (Haute-Garonne), annonce mercredi la société qui dit avoir déposé plainte. Il s’agissait de deux essais du programme de recherche sur du maïs biotechnologique qui ont été “partiellement détruits (...), très probablement au cours du week-end des 1er et 2 juillet derniers”.

• 4 août, Marseille
(presse) La permanence du député-maire des 15e et 16e arrondissements de Marseille, le communiste Frédéric Dutoit, a été endommagée par un début d’incendie volontaire, a-t-on appris samedi auprès de la police et des pompiers. Vendredi vers 18H00, les marins-pompiers sont intervenus sur un léger sinistre, qui serait parti de la boîte aux lettres du local, situé dans le quartier populaire de la Belle de Mai. Les flammes naissantes ont été bloquées par le rideau métallique mais ont entraîné l’éclatement d’une baie vitrée.

• 5 août, Cluses
(presse) Un conseiller municipal (FN) de Scionzier (Haute-Savoie) a été blessé d’un coup de couteau dans le dos peu après une altercation avec un jeune à qui il reprochait d’uriner sur la vitrine d’un bistro à Cluses, selon la gendarmerie. Après avoir été soigné pour une entaille de cinq centimètres dans le dos, l’élu, Jean-Paul Frison-Roche, a pu sortir dimanche matin de l’hôpital. Son agresseur, qui a réussi à prendre la fuite, était toujours recherché. Les faits se sont déroulés samedi matin vers 06h30 à Cluses (Haute-Savoie).

• 11 août, Montigny-lès-Metz
(presse) Une école maternelle de Montigny-lès-Metz (Moselle) a été endommagée par un incendie d’origine criminelle dans la soirée de dimanche, d’après la mairie et la préfecture de Moselle. Le feu a démarré dans un local technique de l’école maternelle Marc Sangnier dimanche soir vers 21h00, ont indiqué les pompiers. Ce local a été détruit, tout comme le hall de l’établissement, et quatre salles de classe ont été “très endommagées”, a ajouté une source policière.

• 23 août, Pessac
(presse) Le commissariat de Pessac victime d’un coup de feu. Dans la nuit de lundi à mardi, une balle a traversé la vitre du poste de police pour se ficher dans un mur. Personne n’a été atteint. Une enquête réalisée par le parquet de Bordeaux est en cours afin de déterminer l’origine du tir et la nature de l’arme. Le syndicat Synergie officiers rappelle que ce commissariat n’avait pas de vitres blindées comme le préconisent les normes de sécurité.


[Permanence marseillaise du PC, 4 août 2006]


[Permanence marseillaise de l’UMP, 3 juillet 2006]

• 3 septembre, Fontenay-sous-Bois
(presse) La permanence du député-maire UMP Patrick Beaudouin à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) a été vandalisée dans la nuit de samedi à dimanche pour la troisième fois depuis novembre 2005, d’après la mairie.
Des coups, visiblement de barres métalliques, ont été portés contre les vitres de la permanence, qui ont résisté mais portent des traces d’impact, selon M. Beaudouin.

• 4 septembre, Savigny-le-Temple
(presse) Deux incendies criminels se sont déclarés dans la nuit de dimanche à lundi à la mairie et dans un centre social de Savigny-le-Temple (77). Des traces de produits incendiaires ont été relevées, la mairie est partiellement détruite, de nombreux dossiers partis en fumée.

OGM : l'invasion continue, la résistance aussi

A l'heure où les «Faucheurs volontaires» continuent leur cirque citoyen en faisant parfois mine de radicaliser leurs actions (c'est-à-dire de faucher sans la présence directe des caméras et des gendarmes, voire même de nuit), les destructions anonymes de ceux qui refusent les OGM mais aussi le monde qui les produit et ne souhaitent pas simplement l'aménager avec le concours de l'Etat se sont poursuivies cet été. Nous publions ci-contre le texte des *Taupes en colère*, qui ont revendiqué les fauchages de maïs OGM du 29 juin 2006, sur les communes de Montech et de Léojac (Tarn-et-Garonne).

Les multirécidivistes Monsanto, Pioneer et Biogemma recommencent à nous envahir avec leurs chimères transgéniques qui ne présentent aucun intérêt, excepté pour ceux qui les produisent et les commercialisent et dont le but est de rendre irréversible la pollution génétique pour supprimer toute opposition à la mainmise définitive des multinationales de l'agrochimie sur l'agriculture.

Dans le Tarn et Garonne fin juin ont été mises hors d'état de nuire une parcelle de maïs NK 603 à Montech et une autre à Léojac ainsi qu'une parcelle de maïs MON 88017 et de maïs MON 88017 X MON 810, toutes de Monsanto.

Les promoteurs des OGM ont obtenu cette année de nouvelles autorisations d'essais et de mises en grande culture commerciale de la part de leurs laquais gouvernementaux et commissaires européens, toujours serviles et prompts à nous infliger les dernières trouvailles nuisibles des scientistes asservis à l'économie et au productivisme industriel.

Extirpons cette engeance jusqu'à la racine avant qu'ils n'achèvent de saccager la terre, l'eau, le climat… et ce qu'il nous reste de liberté, face à cette artificialisation accélérée de la vie qui nous est imposée, accompagnée de tout un appareillage de contrôle de plus en plus totalitaire : relance du nucléaire, nanotechnologies, biométrie, vidéo surveillance…

Nous n'avons aucune réelle possibilité de choix quand à l'avenir face aux fanatiques de ce progrès destructeur de la base même d'une possible vie libre, même si certains s'illusionnent encore sur la démocratie représentative alors qu'ils n'ont aucun contrôle sur les élus. Et Monsanto de s'étonner par voie de presse que nous ne respections pas les lois !

Nous n'avons aucune raison de tenir compte de lois stupides votées par des imbéciles qui ne respectent ni les humains ni la nature mais seulement la logique du profit et du pouvoir.

De ce monde nous ne voulons pas, soulevons-nous contre tous ses souteneurs, contre ceux qui par une fausse contestation partielle et réformiste ne font que renforcer l'ennemi en participant à faire accepter l'inacceptable. Quand on refuse les OGM et le monde qui les produit on ne négocie pas de seuil de contamination, de double filière et autres mirages.

Résistance et autonomie.

Les taupes en colère

Attaque contre le laboratoire d'enfouissement de déchets à Bure

Le 27 juillet 2006, dans le cadre d'une semaine d'agitation citoyenne à Bure (Meuse) contre ce laboratoire d'enfouissement de déchets nucléaires appartenant à l'ANDRA, Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, avait lieu une manifestation jusque devant les grilles bien gardées du site. Là se sont produits quelques brefs affrontements et une tentative d'incendie, à l'issue desquels quatre jeunes sont arrêtés puis incarcérés (deux jours de garde-à-vue, puis trois de préventive avant comparution immédiate).

Le 1er août, le tribunal les condamnait à 6 mois avec sursis pour l'un, 10 mois pour les trois autres plus une interdiction de se rendre dans les départements de la Meuse et de la Haute-Marne pendant deux ans. Les 6 gendarmes blessés recevront 500 euros chacun, tandis que le vigile embauché le matin même réclame 15 000 euros pour son entorse (jugement le 13 novembre contre Blanche, Mickaël et Thyl). Enfin, l'Andra souhaite 10 000 euros pour de la peinture brûlée sur un bout de grille et quelques lampadaires court-circuités.

Les associations organisatrices de cette semaine de "festival", parce que désormais on cache sa volonté que rien ne se passe d'intéressant sous l'aspect festif, dans leur logique citoyenne qui ne les oppose pas à l'Etat mais en fait des interlocuteurs "responsables", capables de "discuter" voire "négocier" (même si l'Etat en l'occurrence refuse, ce qu'elles déplorent bien entendu) et sont avant tout là pour "organiser" l'opposition fictive, se sont donc fendues d'un communiqué au préfet avant le procès pour exprimer leur avis *.

A l'intérieur d'une lutte, la position est habituellement la solidarité sur ses propres bases ou de fermer sa gueule : les comptes se réglant entre soi une fois les camarades dehors. Or il se trouve que ces crapules associatives, sous prétexte de soutien, ont pondu leur dissociation habituelle en bonne et due forme, destinée à la fois à isoler les inculpés et conserver leur pouvoir ridicule de médier toute conflictualité offensive potentielle :

"*Nos organisations n'appellent pas, et n'appelleront jamais à la violence, de quelque ordre qu'elle soit, pour lutter contre l'agression caractérisée que représente le laboratoire de Bure. Sans les excuser, nous comprenons cependant que certaines personnes, notamment au sein de la jeunesse, puissent, gagnées par l'exaspération, se livrer à des actes réputés répréhensibles (...)*".

Lorsqu'elles n'appellent pas à des auto-dénonciations collectives comme c'est arrivé plusieurs fois sur des fauchages OGM, ces relais du pouvoir n'hésitent ni à balancer, ni à isoler tout opposant conséquent. Rien de surprenant, tellement leur fonction est claire depuis des années.

Il nous reste, à l'aune de cette histoire et de toutes les autres, à leur faire comprendre qu'on ne crache pas impunément sur des camarades. Et à développer tout le potentiel subversif des luttes, sans médiation ni autorités.

* signé par les collectifs Bure-Stop (CDR 55, CEDRA 52, CACENDR 54, BZL), Meuse nature environnement, l'AEMHM (association des élus meusiens et haut-marnais opposés à l'enfouissement), la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement.

LES MANŒUVRES ÉVIDENTES ET OCCULTES DE LA RÉPRESSION
(Les mille et une tentatives de Storari)

Le 10 juin 2006, le procureur de Trento, Storari, a demandé l'arrestation de Juan, un compagnon anarchiste de Rovereto. Il est accusé de l'incendie du 26 février 2005 contre l'entreprise *Trentino Servizi*, revendiquée alors en solidarité avec un prisonnier mapuche chilien. Pour l'occasion, le parquet développe la thèse d'une association subversive à Rovereto contre Juan et divers inconnus (opération nommée " 1001 "), qui seraient responsables de diverses attaques contre des banques, des motos de carabiniers, des relais de téléphones portables, etc. accomplis ces dernières années à Rovereto.
Un juge ayant repoussé sa demande, l'appel avait lieu le 7 juillet. Entre temps, la nuit du 27 au 28 juin, Juan était arrêté en compagnie de trois autres personnes suite à un contrôle d'identité mouvementé (voir ci-contre). Le 1er juillet, il a pris 9 mois de prison et été incarcéré (avec Mike qui a pris 10 mois). Le 7 juillet, le tribunal de réexamen a levé l'accusation d'association subversive (270bis) pour l'incendie de février 2005, et a maintenu contre le seul Juan celle de " dégâts à finalité de terrorisme ", délit qui prévoit jusqu'à 4 années de prison. Mike et Juan ont été transférés ce jour-là de la prison de Rovereto à celle de Vicenza. Par ailleurs, les éléments du dossier 1001 ont fait apparaître un énorme déploiement de moyens contre les anarchistes de Rovereto dans toute la ville : filatures, micros dans les véhicules et les maisons, caméras miniatures cachées dans les cabines téléphoniques ou près d'objectifs " sensibles ", voires cachées en face des domiciles dans des boîtiers Italia Telecom, etc.

Le duo ROS [service d'investigation des carabiniers]-Storari nous la refait. Le 10 juin dernier, le procureur de Trento a demandé l'incarcération d'un anarchiste de Rovereto, l'accusant d'avoir accompli une action incendiaire et de faire partie, avec divers inconnus, d'une " association subversive à finalité terroriste et de subversion de l'ordre démocratique " (l'immanquable article 270bis). Comme le juge des libertés a repoussé sa demande, une audience suite à l'appel du procureur se déroulera vendredi 7 juillet auprès du tribunal de réexamen de Trento.

La base de cette nouvelle opération –nommée " Mille un "- est le théorème habituel que le ROS cherche à construire depuis des années. Réchauffant la vieille soupe du procureur romain Marini, ce que ces serviteurs zélés de l'Etat voudraient démontrer est que la réalité anarchiste –roveretaine dans ce cas- " est structurée de manière composite et compartimentée, selon le schéma du double niveau (l'un évident, et l'autre occulte et pratiquement illégal) ". Avec l'habituel et maladroit copier-coller sur les " groupes d'affinité ", les " noyaux de base ", l' " organisation informelle ", etc., et après avoir cité de nombreuses initiatives publiques (assemblées, rassemblements, manifestations, etc.) et quelques dizaines d'actions incendiaires et autres attaques (contre des banques, des relais, des multinationales, des véhicules de carabiniers, etc.), voici l'amère conclusion du duo : " Alors que les personnes qui participent au niveau public sont connues, celles qui se sont rendues responsables des activités violentes nous sont restés inconnues ". Et ceci malgré les moyens employés (filatures, micros dans les voitures et les maisons, caméras cachées, etc.).

Donc ? C'est simple : vu qu'on ne réussit pas à individualiser les auteurs de pratiques déterminées, on cherche à frapper ceux qui les défendent publiquement. Alors voilà que rapporter les actions directes sur des tracts et des journaux, ou à en affirmer le sens et la justesse, revient à " les revendiquer ", c'est-à-dire à les avoir commises en tant qu' " organisation ". Voici alors que les " anarchistes roveretains " deviennent un " sigle, presque une raison sociale ". Ce n'est qu'ainsi qu'on peut préparer une " association subversive " pour chacun.

En même temps, les ROS et le procureur cherchent à attribuer une action à un compagnon mais, ne pouvant soutenir qu'il ait accompli seul toutes les actions citées dans l'ordonnance, ils souhaitent aussi lui faire endosser un 270bis " avec des personnes pour le moment non identifiées ".
C'est avec de telles méthodes inquisitoriales que de nombreux compagnons ont été et sont encore attaqués dans la moitié de l'Italie.

Face à ces tentatives répressives, nous rappelons comme toujours notre solidarité à tous ceux qui attaquent le pouvoir sous tous ses aspects ainsi que notre désir –oh oui, si évident- de subvertir un monde qui est en train de nous porter au collapsus écologique et social.

Anarchistes de Rovereto et Trento
6 juillet 2006



Dans la nuit du 27 au 28 juin, quatre anarchistes sont arrêtés à Rovereto. Ils sont inculpés de “résistance, violence, menaces, insultes aux forces armées, dégâts sérieux et blessures”. Les compagnons ont en effet refusé de présenter leurs papiers d’identité lors d’un énième contrôle des carabiniers. On connaît leur procédé : d’abord ils t’appellent par ton nom, ensuite ils te demandent tes papiers. Lorsque les carabiniers ont tenté d’emmener les compagnons au commissariat, ils ont résisté, ce qui a nécessité l’arrivée de neuf patrouilles. Les carabiniers ont frappé un compagnon au visage avec sa torche et se sont lâchés à coups de poings et pieds. Dans la bagarre qui a explosé alors, six policiers ont fini aux urgences et un de leur véhicule a été endommagé.

Le 30 juin en comparution immédiate, Mike a été condamné à 10 mois de prison, Juan à 9 mois, Evelin à 5 mois et Daniela à 4 mois, tous pour “résistance, violence à personne assermentée et blessures graves” (Mike en plus pour dégâts). Daniela et Evelin ont été relâchées, bénéficiant de la conditionnelle, tandis que Mike et Juan purgent leurs peines à Vicenza, puis Udine depuis fin août.

Déclaration de Mike et Juan

Nous n’avons pas transgressé vos lois par hasard mais par choix, un choix qui reflète notre cœur et la conscience que nous avons tatouée dessus. Répondre spontanément “ non ” à la demande de montrer nos papiers est pour nous un moyen de reconfirmer notre refus de toute autorité, et de rappeler toutes ces personnes qui n’ont pas, contrairement à nous, la possibilité de choisir, mais qui doivent fuir sans cesse pour échapper à l’emprisonnement.

Nous voulons rappeler :

- Patrick, contraint de falsifier ses propres papiers pour pouvoir rester près de sa mère
- Ali, contraint de quitter l’Italie ces jours-ci suite à un décret d’expulsion
- Ali, qui a subi l’infâme chantage de devoir choisir entre quitter l’Italie ou rester en prison
- le jeune homme qui s’est jeté dans les eaux glacées du fleuve Adige en janvier pour fuir un contrôle des carabiniers de Trento, et dont on n’a plus rien su
- ceux qui, fuyant un contrôle, meurent en tombant d’un train ou d’un balcon comme c’est arrivé à Gênes et à Turin
- toutes les personnes enfermées, affamées et torturées dans les centres de rétention en Italie et dans tous les lagers du monde
- toutes les personnes jugées dans ces tribunaux parce qu’ils n’ont pas un morceau de papier, qui pour nous ne vaut certainement pas une vie
- nous voulons enfin rappeler tous les morts sans nom pour lesquels nous accusons le racisme et l’indifférence de cette société.

Nous sommes convaincus qu’un élargissement de cette pratique (de refuser de montrer ses papiers) peut aider ceux qui n’ont pas de papiers, ceux qui sont frappés par un décret d’expulsion ou ceux qui ont reçu une interdiction de séjour dans une ville à se sentir moins seuls. Et pour cela, nous demeurons “ incapables de tout repentir ”* face à vos accusations, vos peines et vos prisons.

prison de Rovereto, 30 juin 2006
Mike et Juan

* *Insuscettibili di ravvedimento* (incapables de tout repentir) : formule utilisée par les services de renseignement fascistes pour signifier que les suspects étaient définitivement “ irrécupérables ” pour eux.

Encore une fois…

«J’ai essayé de ne pas faire de calculs d’étudiant en commerce, de comptable, à l’intérieur desquels enfermer ou diminuer les élans généreux de mon cœur, mes affects, les sentiments, les tensions. Je les ai au contraire laissés se manifester comme je le désirais et le sentais à ce moment-là»
Un compagnon enfermé à Sollicciano

… les anarchistes sont accusés de “ terrorisme ”. Cette fois, le procureur s’appelle Storari, cette fois, après Rome, Cagliari, Lecce et Pise, ils essaient aussi à Rovereto.
Cette fois encore, des actions visant des symboles précis qui maintiennent en vie ce système sont marquées par l’infamie du mot “ terroriste ”. Cette fois encore nous ne les condamnons pas, au contraire. Nous saluons une fois de plus avec joie des attaques portées là où se perpétue une logique d’exploitation de l’homme sur l’homme, de l’homme sur les animaux et de destruction de la Terre.

Chaque jour, des millions de personnes sont enfermées, torturées et massacrées dans les prisons, les lagers et les centres de rétention. Tous les jours, nombre de personnes tombent malade à cause de la pollution, qu’elle soit causée par les usines, les centrales nucléaires, les antennes ou les expérimentations génétiques. Tous les jours, des hommes, des femmes et des enfants meurent sous les bombardements des “ missions de paix ”. Tous les jours des fleuves, des vallées, des mers et des montagnes sont détruits au nom du profit. Chaque jour, toujours plus de personnes sont espionnées jusque dans leurs moments les plus intimes au nom d’un contrôle social toujours plus absolu. Chaque jour, dans l’obscurité des casernes et des prisons, ils tentent de faire plier en les frappant ceux qui refusent de courber l’échine face à tout cela.

ÇA C’EST L’ETAT, ÇA C’EST LE TERRORISME

Les différents politiciens, les divers Storari, soutenus par les patrons, les forces de l’ordre et la presse avec tous ses vautours, défendent et perpétuent cet état de fait.

Pour nous, toute personne qui fait des dégâts à ceux qui déportent, attaque les prisons, s’en prend aux casernes, met le doigt sur les partis responsables des différentes lois infâmes, détruit les banques et l’argent, fait tomber un relais, construit des barricades pour empêcher le saccage de l’environnement, résiste avec tous les moyens qu’il pense nécessaire, accomplit un ACTE DE LIBERTÉ.

Chassant à coups de pied toute forme de victimisme, nous refusons de nous dire coupables, et encore moins innocents, et nous laissons aux merdes qui siègent dans les palais de celle qui se fait appeler “ Justice ” le fait de se creuser le ciboulot sur de fantomatiques associations plus ou moins visibles.

Encore une fois, nous hurlons :
LES TERRORISTES CE SONT LES ETATS
Encore une fois :
SOLIDARITÉ AVEC TOUS LES PRISONNIERS
Encore une fois :
ACTION DIRECTE

prison de Vicenza,
18 juillet 2006
deux canailles punk-hc, Juan et Mike

<u>Pour leur écrire</u> :
Daniele (Mike) Benedetti/Juan Antonio Sorroche Fernandez — via Paluzza 77 — 33028 Tolmezzo-Udine

Les procédures en cours

• **Opération "COR"**

Le 7 juillet 2006 est tombé à Florence le verdict contre les 11 compagnons de Pise et alentours. Cinq d'entre eux (Beppe, Federico, Alice, Gioacchino, Francesco Cecco) sont totalement acquittés. Par contre, William Frediani est condamné à 6 ans de prison, Francesco Gioia à 5 ans et 2 mois, Costantino Ragusa à 5 ans, Alessio Perondi à 3 ans et huit mois, Leo et Betta à 3 ans et six mois. Ils sont en plus condamnés à payer solidairement 200 000 euros pour les dégâts occasionnés par les actions revendiquées par les COR (Cellules d'Offensive Révolutionnaire), soit une vingtaine d'attaques de juillet 2003 à juillet 2004 contre des sièges de syndicats, des bureaux d'élus, des agences d'interim et une entreprise de construction d'une caserne de carabiniers.
Pour la première fois, un tribunal a accepté de rentrer dans le sale jeu des keufs et a reconnu une «association subversive» (270bis) contre des compagnons. L'appel ne sera pas avant un an.
Rappelons en outre qu'une seconde vague de perquisitions/arrestations a touché les compagnons de Pise autour de leur journal *Terra Selvaggia* **le 4 mai 2006** (concernant le sabotage d'un pylône en septembre 2005 et l'attaque contre une agence Adecco en août 2005). Costantino et Betta, déjà frappés par le jugement contre les COR, sont incarcérés ainsi que trois autres personnes :

Federico Bonamici — via Nuova 179 — Poggio Reale — 800 143, Napoli

Giuseppe Bonamici — nuova Casa S. Michele — stada statale 50 — 15040, Alessandria

Costantino Ragusa — Casa Circondariale — via Prati Nuovi 7 — 27058 Voghera (PV)

Silvia Guerini — carcere «la dozza» — via del gomito 2 — 40127 Bologna

Benedetta Galante — contrada capodimonte — 82100 Benevento (NA)

• **Opération "Nottetempo"**

Des audiences se sont déroulées les 7 et 21 juillet. A cette occasion, la cour a enfin ccordé le placement en résidence surveillée pour Salvatore Signore, qui sort donc après 14 mois de détention préventive. Elle a aussi levé la résidence surveillée de Marina et levé l'interdiction de quitter la ville d'Annalisa. Cristian, Saverio (et à présent Salvatore) se trouvent toujours incarcérés en résidence surveillée. La prochaine audience a été fixée au 21 septembre.

<u>On peut leur écrire</u> :

Salvatore Signore
via XXI Aprile 29
73042 Casarano (LE)

Cristian Paladini
via Don Carlo Gnocchi 4
73100 Lecce

Saverio Pellegrino
via monteverdi 3
73032 Andrano (Lecce)

Pour le détail de ces farces judiciaires, voir *Un été italien. Textes sur la répression anti-anarchiste*, par Quelques complices sans patrie, janvier 2005, 32 p. et nos derniers numéros.

Trop tard, messieurs, trop tard

Depuis le dernier numéro de *Tempi di guerra* sont passés six longs mois. Des mois au cours desquels la réalité s'est chargée d'illustrer plusieurs liens entre les expulsions et le monde qui les produit. Des mois au cours desquels, de Londres à Bagdad, de la Nouvelle-Orléans à Turin, de Clichy-sous-Bois à Athènes, le rapport entre l'état de guerre permanente, le racisme et la répression sont apparus avec une évidence brutale. Des mois, enfin, qui ont envoyé brûler les ultimes illusions d'intégration démocratique des pauvres dans cette société.

Les bombes londoniennes de juillet [2005], après celles de Madrid en 2004, ont porté en Europe un morceau d'Irak et de Palestine, renvoyant à une métropole occidentale une partie de cette violence indiscriminée que nous pensions avoir confinée dans quelque pays loin de notre normalité quotidienne. Vu que les gouvernants ne peuvent certes pas mettre en discussion le «meilleur des mondes possibles», la réponse a été une plus grande répression du dissensus, préparée et justifiée par une propagande dans laquelle on confond volontiers le rebelle et le kamikaze, l'étranger et le «terroriste». Ce délire du contrôle et de la «sécurité» a produit en Italie le «paquet Pisanu [du nom de l'alors ministre de l'Intérieur de Berlusconi]», c'est-à-dire le décret-loi du 27 juillet 2005. A une restriction globale des libertés individuelles (de déplacement, de communication, d'association) s'est ajoutée une annonce qui révèle plutôt bien l'époque dans laquelle nous sommes entrés : les Jeux Olympiques [d'hiver à Turin en février 2006] seront en même temps un événement médiatique, de grandes affaires et une gigantesque expérimentation policière. Le Divertissement et le Gendarme sont désormais ouvertement deux faces de la même réalité. Les Jeux de Turin seront surveillés par environ 10 000 agents. Les menaces ? Les «terroristes islamiques», les anarchistes, les ennemis entêtés du Progrès et de ses trains à grande nocivité. En somme, l'ennemi se cache partout grâce à ses métamorphoses insidieuses



[Tract distribué à Turin aux passagers des trams en 2005]

(l'étranger qui ressemble un peu à l'anarchiste, l'anarchiste qui se déguise en habitant du Val Susa...). Tentant de nous accoutumer à la guerre et aux catastrophes, les dirigeants se sont inventés les «exercices antiterroristes» avec de fausses bombes, des kamikazes, des figurants blessés et, par dessus tout, la population dans le rôle de cobaye. Ce n'est pas un hasard si le personnel de la Croix-Rouge participe à ces exercices. Des services fournis aux armées lors de les opérations militaires à la gestion de nombreux lagers en Italie, de sa présence en France sur les avions qui déportent les sans-papiers à la main d'œuvre prêtée à ces expérimentations humaines organisées par le Ministère de la Peur, les gens de la Croix-Rouge en uniforme nous préviennent que l'ignoble oxymore de la «guerre humanitaire» sera à partir de maintenant à prendre au pied de la lettre. La guerre est aussi ici, comme le démontrent les massacres d'immigrés au large des côtes italiennes, les rafles dans les quartiers, les incarcérations de ceux qui se rebellent. Une guerre qui mobilise à ses côtés ceux qui sont prêts à nommer «centre d'accueil» un camp entouré de barbelés, et à se comporter en conséquence. Une guerre planétaire qui affronte désormais aussi comme une urgence militaire les prétendues catastrophes naturelles. L'armée mobilisée à la Nouvelle-Orléans pour empêcher les pauvres de s'échapper ou de piller les supermarchés n'est-elle pas l'image fugace mais efficace des programmes sociaux les plus avancés que les gouvernements réservent aux exploités ? Pourtant, le blindage des villes et la militarisation des quartiers populaires ont une limite : les êtres humains et leurs réactions imprévisibles.

Le voile de l'Histoire, parfois se déchire. Clichy-sous-Bois (banlieue de Paris), 28 octobre 2005. Un contrôle normal des gendarmes. Une fuite normale de deux jeunes, Zyad et Bouna, pour éviter une nuit normale de coups à la caserne. Les jeunes, 15 et 17 ans, fils d'ouvriers immigrés, sont morts foudroyés par le transformateur dans lequel ils s'étaient cachés. L'information se propage dans le quartier, un quartier normal de banlieue avec 40 % de chômeurs et 50 % des habitants qui ont moins de 25 ans. Mais cette fois, la réaction n'est pas normale (ou peut-être est-ce la réaction de gens normaux et non pas normalisés) : l'émeute. Une émeute qui s'en prend aux commissariats dans lesquels trop de gens ont été tabassés; les autobus dans lesquels trop de gens ont été descendus par la police parce qu'ils étaient sans billet brûlent; les voitures sont incendiées, selon une modalité caractéristique des révoltes des banlieues, un message adressé aux autres. Cette fois le message est reçu haut et fort, alimenté par les déclarations racistes et imbéciles du ministre de l'Intérieur. Pendant près de trois semaines intenses, plus de cent villes sont réchauffées par les flammes d'une révolte toujours plus confiante en elle. Les flammes gagnent également la Belgique, la Hollande, Berlin et Athènes. Les dirigeants et leurs experts inventent toutes les causes du monde pour expliquer l'émeute, à part les vraies. On parle d'abord de raisons ethniques et religieuses, mais les images d'autorités islamiques qui courent avec la police pour contenir la révolte informent même les aveugles que ces jeunes n'ont aucune confiance dans les *bubars* (comme on appelle, en argot de banlieue, les «bourgeois barbus» de l'Islam). On parle ensuite de compétition entre bandes pour des questions de racket. Mais les enragés s'affrontent avec la flicaille et pas entre eux, alors que les zones des grands trafics de drogue sont les moins contaminées par l'émeute, à partir du moment où les affaires –légales ou illégales, il n'y a pas de différence– ont besoin d'ordre et de tranquillité. On s'insurge, enfin, contre la haine («nous ne portons pas la haine, mais la révolte» répond un jeune à un journaliste du Monde). Alors que les spécialistes parlent de tout à part du retour de la question sociale, le gouvernement introduit le couvre-feu –exactement comme contre les arabes en 1955, au cours de la guerre d'Algérie– et l'interdiction de se réunir à plus de trois dans les rues ou les cours d'immeuble, organise des arrestations de masse –plus de 2500– et menace d'expulsion ceux qui, bien qu'étant nés en France, ont des parents immigrés. Certains, à présent, pleurent sur les coupes dans les subventions pour les associations de quartier et pour les «médiateurs culturels», figure sans laquelle il ne reste, en cas de conflit, que la police; d'autres rêvent à un urbanisme plus humain et à une intégration plus efficace, ou bien à une belle société civile avec ses multitudes laborieuses. Trop tard, messieurs, trop tard.

Et de notre côté ? Une modeste affiche en solidarité avec la «racaille» française finit sur le bureau de Pisanu et les colonnes de la Repubblica. Le Grand Flic, en effet, n'est pas tranquille, même si en Italie la réponse solidaire avec les incendies d'Outre-Alpes se limite à quelques petits épisodes. Pendant ce temps, à la Nouvelle-Orléans, la police abat de sang froid un noir de plus. En sommes, six mois de guerre militaire et de guerre sociale.

Mois au cours desquels nous avons vu croître la conscience que les centres de rétention (Cpt) et les expulsions sont des maillons importants de la chaîne de la domination, parce que la guerre, la répression du dissensus et le racisme sont des aspects indissociables. Des manifestations contre les frontières aux actions de perturbation au cours des «exercices antiterrorisme», des sabotages aux attaques contre ceux qui s'enrichissent sur les déportations aux tentatives de s'organiser contre les rafles, de la solidarité avec les immigrés en lutte aux pratiques contre les dispositifs de surveillance, quelque chose est en train de bouger.

Que les exploités reconnaissent leurs frères partout dans le monde. Que ceux qui se battent pour un monde sans cages ni papiers n'oublient pas les femmes et les hommes qui, pour avoir lutté, sont maintenant aux mains de l'ennemi.

[Traduit de *Tempi di guerra*, bulletin de correspondance des luttes contre les expulsions et leur monde, n°6, janvier 2006, pp.1-2. http://digilander.libero.it/tempidiguerra]

Brèves du désordre italiennes

Le site italien anarcotico.net s'est autodissout cet été, obligeant les compagnons à re-développer un peu plus de rapports directs. C'était aussi la source principale des brèves du désordre pour l'extérieur. De notre côté, nous avons traduit du dernier numéro de *Terra Selvaggia* des brèves du début de l'année qui viennent compléter celles publiées dans nos deux numéros précédents.

2 janvier, Pietrasanta (LU) : incendie d'un relais de téléphones portables des entreprises Tim, Wind et H3g (les antennes de ces deux dernières sont totalement hors d'usage), via 1 Maggio.

7 janvier, Santo Stefano (La Spezia) : les voitures de la police municipale sont taggées de slogans hostiles aux forces armées.

10 janvier, Pietrasanta (LU) : un distributeur de billets de la Banca Nazionale del Lavoro est incendié.

12 janvier, Chivasso (TO) : un chantier du Tav est saboté à hauteur de Montegiove. Trois poteaux d'éclairage à peine installés sont déracinés avec une pelle mécanique.

23 janvier, Pietrasanta (LU) : une vitrine d'un Benetton tombe. «*Un cri solidaire et explosif envoie en morceaux, avec une de ses vitrines, l'arrogance de la multinationale Benetton à exploiter et saccager impunément le peuple Mapuche et son territoire*» précise la revendication.

18 février, Querceta (LU) : la structure métallique d'un relais de téléphonie

Les luttes contre les lignes TGV (TAV en italien) n'ont bien sûr pas commencé l'automne 2005 contre la Lyon-Turin en Val Susa, où les négocations citoyennes avec le mouvement vont bon train depuis le retour de la gauche aux affaires. Depuis 1993 au Pays Basque espagnol se réunissent des assemblées contre les 443 km de lignes TGV, lutte couplée plus récemment à l'opposition à la construction de lignes à très haute tension (THT). En Italie, la lutte du Val Susa a semblé donner un élan à une partie de la population, et l'on a vu en 2006 se multiplier des collectifs locaux refusant les projets européens de TAV, jusqu'au Frioul.

Nous publions ci-dessous deux tracts des collectifs du Trentino et Alto Adige, qui se mobilisent contre la ligne Munich-Vérone et ses 200 kilomètres de tunnels à travers la montagne.

A tout le mouvement NO TAV

Vendredi 30 juin, à 12h45 à Innsbruck en Autriche et Aica (un village italien à 7 km de Bressanone, au nord de Bolzano), les dévastateurs de l'environnement et leurs administrateurs donneront un coup de pioche symbolique afin d'accélérer l'arrivée des financements européens destinés à la galerie exploratrice, base de l'euro-tunnel du Brennero : 56 kilomètres de tunnel entre Innsbruck et Fortezza, soit un bout de la ligne à grande vitesse/à grande capacité Munich-Vérone. Ce «coup de pioche» sera retransmis par vidéoconférence à Di Pietro et aux ministres autrichiens réunis sur le Brennero depuis le matin.

Cette inauguration (encore symbolique) des chantiers du TAV ne peut passer sans contestations. Personne ne veut de ces travaux à Aica, qui transformeraient une vallée splendide en une énorme décharge et mettraient en danger ses nappes phréatiques. Il revient à ceux qui s'opposent au TAV Munich-Vérone —qui avec ses 200 km de tunnel dans les montagnes représente un désastre écologique annoncé— de montrer leur solidarité active avec les habitants d'Aica. D'autant plus qu'après le démarrage de la galerie exploratrice, il sera plus difficile d'arrêter l'euro-tunnel, et en conséquence les travaux du TAV de Fortezza à plus bas.

Une claire opposition d'en bas contre ces prémisses de chantier donnerait plus de force à tout le mouvement NO TAV, faisant descendre les politiciens et les affairistes du piédestal de leur mépris pour la terre et les populations. Ainsi, nous invitons tous les NO TAV à venir à Aica. Pour ceux qui ne peuvent se joindre à nous, nous proposons de donner un caractère Non au tunnel du Brennero, NO TAV ! à la journée du 30 juin (avec des tracts, rassemblements, banderoles, etc.).

Spazio aperto «no inceneritore no Tav» — Trento
No Tav Bolzano

Quand la tempête de la protestation éteint la flamme olympique

Le passage de la flamme olympique, juste avant les Jeux d'hiver de Turin, a déclenché des hostilités à travers toute l'Italie pendant plus de deux mois. De la simple contestation (des gens qui crient des slogans hostiles) aux tracts, banderoles, rassemblements/manifestations jusqu'aux barrages routiers ou blocages de rues, le but était souvent de parvenir à stopper la flamme, voire à l'éteindre ou la voler. Au-delà de la mouvance altermondialiste qui râlait contre Coca-Cola (le grand sponsor des JO), de nombreuses personnes en ont profité pour réaffirmer leur opposition au Tav Lyon-Paris, au Pont qui doit relier la Sicile à l'Italie ou à des nuisances locales comme les incinérateurs.

8 décembre, Rome. La police expulse le rassemblement, actions piazza della repubblica et au Colisée.
9 décembre, Ciampino. Contestations.
12 décembre, Siena. Contestations et brève tentative de bloquer la route
13 décembre, Cecina. Banderoles de protestation.
14 décembre, Florence. Des contestataires réussissent à envahir l'estrade «olympique» de la cérémonie, banderoles sur le Ponte vecchio.
14 décembre, Empoli. Œufs et pétards contre le camion de Coca-Cola.
15 décembre, Livourne. Rassemblement d'une trentatine de personnes et tracts.
16 décembre, Pise. Contestations et quelques matraquages.
16 décembre, San Giuliano Terme. Contestation.
17 décembre, Terni. Contestation «Non au Tav, non à l'incinérateur».
18 décembre, Gênes. Un barrage routier oblige le porteur de la flamme à s'arrêter et à l'éteindre pour continuer... en voiture.
20 décembre, Nuoro. Banderoles.
21 décembre, Ragusa. Des anarchistes réussissent à accrocher une banderole «*Non au Tav, non au Pont*» sur l'estrade et sont violemment chassés par les CRS et la Digos.
22 décembre, Agrigento. Tracts.
24 décembre, Palerme. Contestations, tracts, et une énorme banderole «*Nous voulons des Jeux sans frontières : non au Pont, non aux Cpt, non au Tav, non à Coca-Cola*».
29 décembre, Cosenza. La protestation réussit à bloquer la flamme olympique.
30 décembre, Potenza. Banderoles, pancartes.
31 décembre, Portici. Peu de manifestants, mais bruyants.
31 décembre, Ercolano. Contestation et tensions avec les keufs.
31 décembre, Torre del Greco. Tracts.
4 janvier, Casarano. Tentative de bloquer la flamme.
5 janvier, Bari. Protestations Piazza Ferrarese.
6 janvier, Campobasso. Rassemblement puis manifestation piazza Vittorio Emanuele.
7 janvier, Termoli. Tracts et objets contre les voitures Coca-Cola et Fiat de la caravane.
11 janvier, Città di Castello. Contestations et tracts.
12 janvier, Rimini. Rassemblement.
13 janvier, Bologne. Le porte-



Un petit pas contre le Tav Munich-Vérone

VENDREDI 30 JUIN s'est déroulé à Aica (une fraction de la commune de Naz-Sciaves, près de Fortezza) l'inauguration symbolique des chantiers de la galerie de service du tunnel du Brennero : en réalité, un tractopelle a bougé un peu de terre, rien de plus. En somme, un mouvement de politiciens et affairistes pour faire démarrer la machine des financements européens. Mais à Aica, vendredi, il n'y avait pas seulement les dévastateurs de l'environnement et leurs administrateurs. A 11 heures, sur la place du village, un groupe d'habitants des communes de Naz-Sciaves et de Bressanone ont donné vie à un rassemblement, avec les No Tav arrivés en bus de Rovereto, Trento et Bolzano. A leur côté, des opposants aux nuisances environnementales du Veneto, du Piémont, de la Lombardie et de l'Emilie Romagne. La bannière No Tav a été hissée sur la hampe de la place, à côté du tilleul centenaire. Après plusieurs interventions en allemand [le dialecte des habitants de l'Alto Adige est germanique] et en italien pour expliquer la portée réelle du projet de tunnel (des chantiers gigantesques, des décharges, le bruit, les poussières, l'assèchement des nappes phréatiques, etc.) et pour réitérer la nécessité d'une opposition d'en bas, les personnes présentes sont parties en manifestation spontanée en direction du lieu de l'inauguration, bloquant pendant une demi-heure de marche la route nationale (chose qui ne s'était jamais vue à Aica). Avec des drapeaux No Tav, des banderoles et des pancartes bilingues, des slogans et des sirènes, le cortège est parvenu au déploiement de policiers et carabiniers protégant le chantier qui n'existe pas encore. Là, se sont succédés des interventions, des slogans et le son des sirènes. Les manifestants (une centaine) sont ensuite retournés sur la place d'Aica en manifestation.

Il ne s'est certes pas agi d'un moment conclusif, mais bien d'un premier petit pas vers une opposition au Tunnel (et au TAV dont il fait partie) qui unira les habitants du Trentino, du Sud-Tyrol et de l'Autriche. (...)

Spazio aperto «no inceneritore no tav» — Trento

mobile Vodafone est dynamitée. «*Pas de trêve dans la guerre contre cette société qui répand quotidiennement pollution, dévastations environnementales, empoisonnement et mort*», précise la revendication.

3 mars, Pietrasanta (LU) : un bureau de la Banca Nazionale del Lavoro est attaqué.

11 mars, San Pietro in Palazzi (Livorno) : trois véhicules militaires Astra sont incendiés, un bus du 3e Régiment de Cavalerie Savoia de Grosseto, un du 187e Régiment Folgore de Livourne, et un du Centre d'entraînement des parachutistes de Pise.

12 mars, Milan : une voiture de la police est incendiée dans la zone Bovisa. Peu après est parvenu au 113 un appel qui disait «*la voiture n'est qu'un début*».

12 mars, Rome : cocktail molotov contre l'immeuble occupé par des fascistes et nommé «casa d'Italia».

21 mars, Forte dei Marmi (LU) : une agence de la Deutsche Bank est ravagée par un incendie. «*Contre le monde des patrons de la Terre, du profit et de l'argent, nous sommes avec tous les hommes et les femmes de courage qui partout, à l'intérieur et l'extérieur des prisons, luttent pour détruire l'existant*», précise le communiqué.

25 mars, Naples : au cours d'une tournée électorale, le camping car d'Alleanza Nazionale est assailli par un groupe de personnes armées de bâtons qui lui font de gros dégâts. Les fascistes se sont bien gardés d'en sortir.

29 mars, Pietrasanta (LU) : des bureaux de Forza Italia sont attaqués.

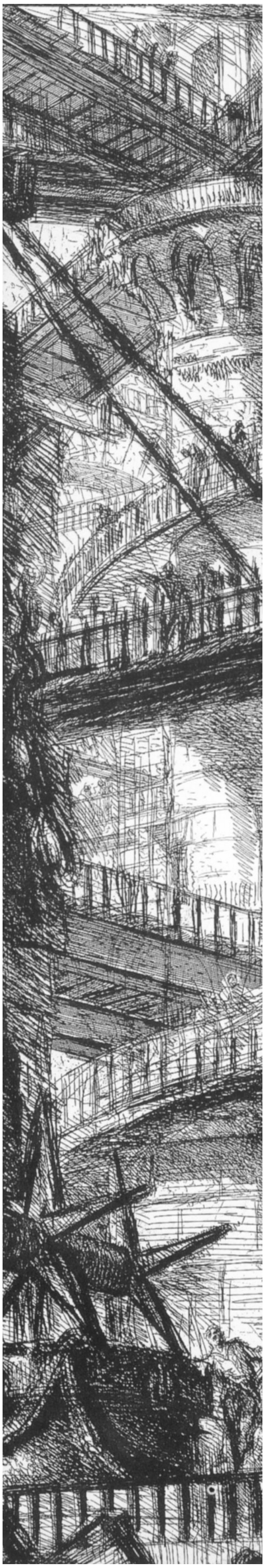
30 mars, Belvedere (CS) : un relais de téléphonie mobile UMTS est totalement détruit par un incendie.

[Traduit de *Terra Selvaggia* n°19, avril 2006, p.3]

flamme parcoure la vile escorté par de nombreux CRS qui matraques les manifestants.
13 janvier, Ravenna. Tracts.
13 janvier, Modena. La flamme est bloquée via Emilia.
14 janvier, Parme. La police matraque les contestataires qui attendaient la flamme piazza Garibaldi, pour dénoncer le Tav.
15 janvier, Cremona. Un blocage de la rue d'une cinquantaine de compagnons est chargé par la police.
15 janvier, Mantova. Banderoles, tracts et slogans.
16 janvier, Ferrara. Tracts et banderoles, rassemblement composé d'anarchistes, d'étudiants et de syndicalistes.
16 janvier, Vérone. Près de l'église S. Giorgio, la flamme est bloquée 40 minutes.
17 janvier, Vicenza. Des activistes [sic] ralentissent la flamme.
17 janvier, Padoue. Une demi-heure de bloccage à hauteur de via Ugo Bassi.
18 janvier, Trieste. La ville est blindée, la flamme est soufflée.
22 janvier, Conegliano. Blocage routier pendant un quart d'heure.
23 janvier, Trento. Des anarchistes réussissent à dérober la flamme au porteur et à courir une soixantaine de mètres, protestant contre la guerre en Irak et le Tav [voir *Cette Semaine* n°88, p.25].
25 janvier, Bolzano. Une banderole «Boycot de Torcia-Cola».
28 janvier, Lecco. La flamme est «accueillie» piazza XX settembre par des protestataires.
29 janvier, Milan. La flamme est bloquée plusieurs fois, viale Bezzi et via Rospigliosi.
29 janvier, Bergame. Contestations lors de la cérémonie, échauffourées avec la police et finalement le parcours est dévié et ne passe pas par la ville.
30 janvier, Como. Rassemblement contre les JO, contre le TAV et en solidarité avec des réfugiés soudanais du coin plusieurs fois expulsés de leur maison.
31 janvier, Pavie. Manifestation.
31 janvier, Biella. Manifestation, et une voiture du comité organisateur des JO tente de renverser plusieurs d'entre eux.
1er février, Alba. Banderole et tracts.
1er février, Asti. Contestations.
3 février, Cuneo. La flamme est bloquée 40 minutes, grâce à un câble d'acier tendu sur un pont de la ville par des compagnons.
5 février, Susa. Le convoi olympique est totalement bloqué par les manifestants, et les organisateurs décident de sauter l'étape pour se rendre directement à Bardonecchia.
8 février, Stupinigi. Contestations.
8 février, S. Mauro Torinese. Rassemblement a Ponte Vitorio.
8 février, Avigliana. Le parcours de la flamme est détourné, suite à la présence de plusieurs centaines de manifestants anti-Tav.
9 février, Turin. Rassemblement.
10 février, Turin. Rassemblement et contestations via Bologna. Une chaîne de 18 mètres de long liée à des banderoles anti-Tav est confisquée à la dernière minute par les flics.

[Traduit de *Senza Gabbie* n°0, printemps 2006, pp.4-6]

Pour celles et ceux qui ne sont pas au courant



De la lutte contre le parking et la spéculation urbaine... l'étrange et incroyable histoire d'une avenue nommée Eladio Perlado.

Une ville du nom de Burgos...

Burgos est une petite ville au nord de la Castille, où se déroule l'un des plus intenses processus de spéculation urbaine de toute l'Espagne. Antique "capitale de la croisade" franquiste, sa structure urbaine a changé à pas de géant depuis le milieu des années 70. Ce processus a en grande partie été favorisé par l'implacable activité des grandes entreprises de construction qui dominent la ville, s'intéressant plus à leur profit à court terme qu'aux besoins réels des habitants.
Ce processus spéculatif prend des dimensions d'autant plus spectaculaires qu'il s'agit d'une ville relativement petite plongeant ses racines dans des dynamiques et des attitudes mentales caractéristiques de la période de l'après-franquisme, et d'une vision de cacique de la restructuration de la ville. Cette conception est empreinte d'une hiérarchisation territoriale marquée et d'une volonté constante de mettre les habitants sous la coupe des entités immobilières. Les gestionnaires des administrations locales y participent aussi, ce qui a, en plus d'une occasion, donné lieu à des scandales éclatants, comme celui du "cas du bâtiment", qui s'est soldé par l'éviction du maire de Burgos d'alors, José Maria Pena et par la mise en détention de l'actuel magnat de l'immobilier et des médias, Miguel Mendez Pozo.
Burgos est connue pour son froid sibérien, pour le caractère parfois bourru de ses habitants, pour ses boudins, pour des guerriers plus légendaires qu'historiques comme le Cid et aussi, puisqu'il faut tout dire, pour l'accident du travail qui, le 13 janvier 2005 a coûté la vie à 10 ouvriers qui travaillaient pour l'entreprise de construction Arranz Acinas, sous-traitante de la Mairie de Burgos.

... et un quartier du nom de Gamonal

Gamonal est l'un des quartiers les plus populaires de Burgos et tire son nom d'une sorte de plante que l'on appelle "gamon", apparemment abondante dans la zone.
L'ancien village *Gamonal del Rio Pico* a définitivement été absorbé par la ville de Burgos pour devenir l'un des quartiers qui allaient accueillir l'important exode rural du milieu des années 70. Ainsi, les personnes qui arrivèrent successivement commencèrent à travailler dans les usines situées dans le nouveau pôle industriel à côté. Il a donc fallu créer des logements pour tous ces nouveaux arrivants, et ils ont été construits à toute vitesse et avec d'infimes moyens.
Tout ceci n'a fait qu'accroître le problème de surpopulation qui pèse actuellement sur ce quartier et la ville. Les chiffres parlent d'eux mêmes : la ville de Burgos compte environ 175 000 habitants et 80 000 d'entre eux s'entasseraient à Gamonal dans une structure urbaine chaotique, caractéristique de l'après-franquisme, fruit du processus spéculatif dont nous avons parlé et source de conflits comme celui que nous allons raconter. (1)

Le conflit du parking de l' Avenue Eladio Perlado

Le parking souterrain que la Mairie de Burgos avait projeté de construire dans l'Avenue Eladio Perlado a dès le début provoqué une forte réaction de rejet dans le quartier de Gamonal, puisque les habitants l'ont perçu comme une agression évidente. Sa localisation était incompatible avec ce type d'avenue débordant de hauts bâtiments, et sous laquelle coulerait une rivière souterraine. Ajoutons à cela qu'un autre des parkings souterrains réalisés par la mairie dans une zone voisine avait provoqué des dégâts dans les immeubles à proximité, qui avaient fini par se fissurer.
Une autre des raisons qui, dès le début, a provoqué l'indignation des habitants de Gamonal, est que la réalisation des travaux a été confiée à l'entreprise de construction Arranz-Acinas qui, comme nous l'avons déjà dit, était mêlée à l'accident du travail qui avait fait 10 morts parmi les ouvriers. Il semble que dans le lieu où les travailleurs se changeaient étaient également entreposés des machines et du matériel inflammable et que cette combinaison s'est avérée mortelle. Cependant, l'entreprise continue de désigner les travailleurs eux-mêmes comme responsables de l'accident.

Dans l'obstination des politiciens locaux à répéter la version de l'entreprise "modèle"

(sous contrat avec la mairie elle-même), les gens du quartier ont perçu la collusion se manifestant une fois de plus entre politiciens et constructeurs qui visaient à faire avaler au quartier une nouvelle décision imposée par les caciques...
Une voix anonyme a d'ailleurs eu l'audace de résumer cela par l'habituelle litanie "*des faveurs que les politiciens doivent aux entreprises du bâtiment*" etc.
Le parking a également été perçu comme une simple affaire de spéculation.
Les habitants d'Eladio Perlado se sont lassés de répéter à la mairie que les parkings voisins étaient à moitié vides et qu'il ne valait donc pas la peine d'en construire un autre, ainsi que de demander pourquoi elle s'obstinait à ne pas vouloir faire marche arrière et qui gouvernait réellement la ville de Burgos, les politiciens qui prétendaient les représenter ou leurs amis spéculateurs ?
Longue a été la liste des questions qui sont restées sans réponses...
Mis à part tout cela, ce qui a probablement déclenché le conflit a été l'attitude de cacique qu'a adoptée la Mairie, tentant d'imposer le parking à ses supposés usagers à tout prix et par tous les moyens. Elle n'a cessé de faire savoir de manière arrogante que sa décision était irrévocable et que toutes les protestations étaient le fait d' "*une poignée d'agitateurs politisés*". Les faits allaient démontrer a posteriori que celles et ceux qui protestaient étaient bien plus que cela.

La mobilisation : contre le parking et contre la spéculation

Les mobilisations contre le parking de l'Avenue Eladio Perlado vont commencer à partir de mars 2005. Pratiquement toutes les semaines, chaque lundi, des manifestations commencent à arpenter l'Avenue, rassemblant de nombreux voisins, non seulement les personnes directement affectées par la construction du parking, mais aussi d'autres habitants du quartier venus soutenir la lutte contre la spéculation. Les médias locaux n'ont pratiquement pas rendu compte de ces mobilisations, ou alors de façon très dépréciative, ce qui a donné un avant-goût de la manière dont ces médias allaient par la suite déformer les faits.

Cette manipulation médiatique s'est de nouveau manifestée en juin 2005, lorsque les habitants ont décidé de faire parvenir leurs plaintes aux oreilles mêmes du maire qui inaugurait un parc à Gamonal, et du président du Conseil de quartier qui, ne représentant que lui même, a dû quitter Gamonal sous escorte policière. Les médias n'ont bien sûr parlé que du côté officiel de la barricade, le côté des politiques qui les gèrent et des entrepreneurs qui sont leurs propriétaires.
La lutte a été rythmée par de nombreuses assemblées de quartier. On peut entre autre citer celle de fin juin 2005, au cours de laquelle un couple d'agents de la Brigade d'Information de la police nationale [les RG] ont été reconnus et invités à quitter la salle aux cris de *Dehors! dehors!*... S'en est suivie une véritable campagne d'intimidation de la part de la Sous-Délégation gouvernementale, signalant et criminalisant les habitants du quartier "*politiquement incorrects et de mauvaise compagnie*".
A la venue de l'été, la mairie avait promis de ne pas commencer les travaux pendant la période estivale, mais personne ni à Eladio Perlado, ni à Gamonal ne se fiait à la parole de ces messieurs, d'autant plus qu'un groupe d'habitants avait déjà été expulsé, plutôt mal, du conseil municipal où avait été approuvée la construction du parking. La rudesse avec laquelle la police reçut les habitants du parc de Virgen Manzano (2) le 11 août, annonçait également, mais à moindre échelle, ce qui allait se passer une semaine plus tard à Eladio Perlado.

Le 18 août

Le 18 août, à l'aube et sans préavis, les travaux ont commencé dans l'avenue Eladio Perlado. Un habitant au sommeil léger a alerté le quartier et immédiatement sont arrivés divers effectifs de la police locale pour escorter les ouvriers venus poser les grilles délimitant le chantier du parking. Une soixantaine d'habitants sont descendus dans la rue avec des sifflets, des sirènes, des casseroles et des porte-voix et ont tenté d'empêcher le début des travaux en se mettant devant les camions.
La police a commencé à charger durement des vieux, des enfants, tabassant tout ce qui passait par là. Ce même matin ont eu lieu les premières arrestations et un nombre indéterminé de personnes est passé par l'hôpital.



L'après-midi, une assemblée de quartier s'est réunie dans la cour d'un collège voisin et la tension était perceptible tout autour. Les grilles avaient été posées et la police locale protégeait le périmètre du futur chantier. Après 30 minutes de cette assemblée très nombreuse où furent exposés les faits de la matinée, il a été décidé de partir en manifestation jusqu'à l'avenue et là, sans y réfléchir à deux fois, les gens ont commencé à secouer les grilles qui sont tombées sous le regard atone des policiers locaux. Après trois minutes de confusion, ceux-ci menaceront de charger, mais se verront dépassés par la situation.
Pourtant, à la tombée de la nuit et avec l'arrivée de renforts, ils commenceront à charger de manière indiscriminée, ce à quoi les habitants répondront en lançant ce qui leur tombe sous la main, non seulement dans la rue, mais aussi des fenêtres d'où tombe une pluie de poêles, de bouteilles, de sacs d'ordures, de patates, d'oranges et même une lunette de WC. L'avenue devient un champ de bataille, la baraque de chantier installée par l'entreprise brûle. Les balles en caoutchouc volent, l'une d'elles touche à moins de 5 mètres un jeune en pleine tête, il perd conscience. Les containers servent à faire une barricade enflammée pour freiner l'avancée des flics (3) qui iront jusqu'à briser les vitres du portail de l'avenue pour y pénétrer comme de véritables troupes d'occupation (même si l'un d'entre eux habite le quartier depuis toujours).
Les travaux dont le début était prévu pour la matinée du 18 août 2005 vont prendre fin cette même nuit. L'action collective de centaines d'habitants a pour résultat qu'au cours des mois suivants, l'emplacement du parking sera revu.
Cette nuit historique dans la ville de Burgos, se soldera par l'arrestation arbitraire de huit personnes qui, outre les vexations et les coups, doivent aujourd'hui faire face à un procès dans lequel la Mairie de Burgos réclame des condamnations hallucinantes.

La manipulation médiatique

"*Les moyens de communication sont les armes de la démocratie, comme les pistolets sont celles de la dictature*"
dicton anonyme et récurrent

Après les matraques, les balles en caoutchouc et les charges indiscriminées, les spéculateurs et politiciens ont employé une de leurs armes favorites : la manipulation médiatique. Tous les médias locaux se sont largement fait écho de la nouvelle, mais leur version des faits est très différente de ce qui s'est réellement passé le 18 août à Gamonal.
Si les journaux ont commencé par lancer l'hypothèse farfelue de l'arrivée de "*membres de la Kalle borroka*" venus participer aux affrontements, le maire Juan Carlos Aparicio, revenu à toute vitesse de ses vacances en Turquie, a signalé dans une conférence de presse convoquée en dernière minute que tout était l'œuvre d'un petit groupe de "radicaux anti-système" qui s'étaient coordonnés par internet.
Par ailleurs, quand l'hypothèse de la Kalle Borroka commença à perdre du poids, la Sous-délégation gouvernementale désigna des "*groupes anarchistes radicaux et/ou d'extrême-gauche*". Ces différentes versions étaient destinées à occulter l'évidence : que des centaines et des centaines d'habitants avaient participé à la révolte contre le parking et la spéculation urbaine et que les personnes détenues arbitrairement cette nuit là –dont certaines ont dû être hospitalisées plusieurs jours– étaient toutes du quartier.
Dès le lendemain après-midi, le vendredi 19, une nouvelle assemblée a été convoquée pour informer de la situation et le point de vue suivant y était exposé de manière collective et réitérée : il était hors de question de laisser les détenus seuls, on serait à leurs cotés "*qu'ils soient du quartier ou pas*". C'est sans aucun doute extrêmement important et courageux à l'heure où ces compagnons doivent affronter leur procès.

De la lutte contre le parking à la solidarité avec tous les détenus mis en cause

A) La lutte et ses fruits

En janvier 2006, la Mairie de Burgos rendra public le fait qu'elle revient sur la réalisation d'un parking souterrain de l'avenue Eladio Perlado. Ne pouvant s'opposer à l'imposante mobilisation des habitants –rappelons à ce propos que l'un des slogans des manifestations suivantes était "*s'ils reviennent les poser, nous les casserons à nouveau*"–, la mairie décide de reculer et revoit ses prétentions, non sans avoir auparavant élaboré minutieusement la vengeance particulière esquissée depuis des mois.

B) Acharnement et persécutions de la mairie

Peu après le 18 août, quelques habitants ont commencé à recevoir des convocations de justice surprenantes dans la mesure où aucun d'entre eux n'avait été ni arrêté ni identifié cette nuit là. Ces convocations étaient clairement une tentative de criminaliser et de punir ces habitants considérés par les médias municipaux comme les meneurs. Une dénonciation arrivera même 8 mois après, ce qui s'accompagne de nombreuses autres irrégularités. Toutes les convocations mentionnent les mêmes chefs d'accusations : "*trouble à l'ordre public et incitation à détruire des grilles*". Inutile de dire que les habitants les considèrent comme fausses et comme le fruit d'une vengeance municipale a posteriori.
Fin mai 2006, la Mairie rendra public au moyen d'une intense campagne de criminalisation dans les médias locaux, l'accusation à l'encontre des huit


[Burgos, le 18 août 2005]

voisins détenus arbitrairement la nuit du 18 août. La mairie réclame de 7 à 8 ans de prison pour chacun des accusés en plus de 13 200 euros de dommages et intérêts.
La presse locale a volontairement publié des bouts de l'acte d'accusation. En lisant entre les lignes, on comprend que la Mairie persiste dans son hypothèse initiale et qu'en affirmant qu' "*un groupe d'une vingtaine de jeunes ont démoli les grilles et ont envahi l'avenue Vitoria pour bloquer la circulation...*", elle essaie d'isoler les habitants incarcérés en alimentant le fantasme de "*personnes étrangères au quartier*", ou la recette magique de la Kalle borroka et/ou de groupes anti-système qui sert toujours à tout. Pourtant, les choses se compliquent beaucoup plus, quand même les images publiées par la presse locale ne correspondent pas à ce que mentionne l'acte d'accusation, puisque l'on peut y voir parfaitement que celles et ceux qui résistent au début des travaux du parking ne sont pas seulement un "groupe de jeunes" et encore moins "une vingtaine".
Pleins de rancune du fait que tout un quartier ose défier leur volonté sacrée, les politiciens et les spéculateurs mettent en marche leur vengeance judiciaire. Par le lynchage juridique et médiatique de quelques personnes prises au hasard, ils prétendent donner une leçon au quartier tout entier.
C'est pour cela qu'ils réclament de lourdes peines sous forme d'années de prison ou de sommes d'argent astronomiques. Mais comme on dit, le tir a fait long feu, car les gens de Gamonal ont compris que le procès qui va bientôt commencer prétend non seulement juger une série de personnes concrètes, mais aussi la révolte d'un quartier entier contre la spéculation urbaine et contre les caciques locaux. C'est ce que ces derniers ne pourront jamais tolérer.

De quien es la calle ? (A qui est la rue ?)

C'est le titre d'un documentaire où l'on trouve les moments les plus significatifs de la lutte contre le parking, y compris des interviews des gens qui ont vécu le conflit à la première personne, ainsi que des contributions musicales comme celle d'un groupe de hip-hop qui a fait la bande sonore pour les images fortes du 18 août.
Parmi les multiples avatars qu'a connu ce documentaire, signalons la volonté constante de censure des médias locaux. Alors qu'il devait être diffusé dans la *Casa de Cultura* de Gamonal (lieu public qui a accueilli les assemblées), Monsieur Eduardo Francès , à la fois conseiller pour la culture et pour la police, a interdit la projection pour de prétendues raisons de rénovation du bâtiment. Cette manœuvre visant à empêcher la diffusion de ce documentaire a été vaine, puisque le 20 décembre, après un rassemblement de protestation devant cet édifice, les gens sont allés le voir sur une place voisine et la température sous 0° n'a pas diminué d'une once notre chaleur combative.
Signalons encore que le documentaire a été projeté dans d'autres endroits qui subissent des processus spéculatifs similaires comme le quartier de Cabañal à Valence, le "Furat de la Vergogna" à Barcelone, le quartier d'Aluche à Madrid, comme à Alicante, Granda, Zaragoza etc...

La lutte continue inexorablement... ... un projet spéculatif du nom de "Master Plan"

Le conflit et la lutte que nous venons de relater ne sont qu'un début, ou plutôt une étape des luttes à venir dans cette ville. Heureusement (ou malheureusement pour certains), la mobilisation contre la spéculation reste active à Burgos, d'autant plus qu'approche à grands pas un nouveau projet spéculatif que l'on appelle "Master Plan".
Ce projet, comme d'habitude porté par les grandes entreprises de construction et les principales caisses d'épargne de la ville, met à profit l'une des revendications historiques des habitants de Burgos : la mise en souterrain de la ligne de chemin de fer qui sépare la ville en deux. Cependant, projet ne prévoit pas la mise en souterrain mais une déviation et surtout le remplacement de l'ancienne ligne de chemin de fer par une route à quatre voies qui détruira en outre les nombreux espaces verts de la ville.

Pour finir ...

Nous voulions avec cet article rendre compte du déroulement d'un conflit contre la spéculation urbaine, un conflit de quartier qui restera dans l'histoire de Burgos et qui a démontré que la force de l'union et de l'action collective sont capables de faire face au plus grand des concurrents, quel qu'il soit, quel que soit son nom. Cela restera dans la mémoire collective et cela peut être une référence de poids face aux nouvelles luttes qui s'annoncent, que ce soit à Gamonal, dans d'autres quartiers de Burgos ou n'importe où ailleurs.

Gamonal, juin 2006

Observatoire Métropolitain contre la Spéculation Urbaine
http://www.klinamen.org/noalparking/

Notes
1) Le quartier de Gamonal a vécu d'autres conflits. En 1977, après l'annonce de la mairie d'une augmentation de 5 des anciennes pesetas du prix du ticket de bus, les habitants du quartier se sont mis en colère : ils ont renversé un bus puis y ont mis le feu au milieu de la rue Vitoria, l'une des principales artères de la ville qui traverse le quartier... le temps passe, les luttes continuent.
2) Autre partie de la ville où la construction d'un parking souterrain par la mairie qui n'a pu être empêchée.
3) Au cours des charges de la police, plusieurs armes de service ont été perdues. Suite à une réunion du Conseil de Sécurité Locale (Mairie, Sous-Délégation du Gouvernement et Officiers de Police), il a été convenu de passer cela sous silence.
4) Le documentaire "*De quien es la calle ?*" peut être commandé en DVD à l'adresse suivante : apoyoencausados@klinamen.org

[Traduit de l'espagnol. Publié le 8 juin 2006 par *Palabras de guerra*]

Sur le “prisonnierisme”

Le texte ci-contre est sorti en décembre 2002, au moment où la lutte espagnole contre les FIES trouvait sa résonnance maximale hors des murs, surtout dans les cercles militants.

Les compagnons y dénoncent et analysent les travers du «prisonnierisme» (presismo en espagnol) : la mythification du prisonnier en tant que tel ou pour ses illégalismes qui l’ont conduit dedans, la légèreté à qualifier les prisonniers de compagnons et d’anarchistes pour à la fois gonfler la lutte et son propre rôle à l’extérieur, le développement d’une démarche de soutien/assistanat et non complicité/affinité, le sens de la solidarité qui signifie beaucoup de papier et peu d’attaques.

Bien entendu, ces critiques parleront plus aux quelques compagnons anarchistes qu’aux divers militants et camarades généralement investis sur ce thème en France, et plus généralement à tous ceux/celles qui ont affronté la question anticarcérale comme lutte parcellaire qu’aux autres.
Enfin, il ne faut pas oublier non plus le contexte espagnol de l’époque qui a vu se multiplier les groupes anarchistes ou libertaires (et les publications) appuyant la lutte interne contre les FIES, développant un milieu spécifique qui n’a pas existé ici ces dernières années (y compris lors de la tentative avortée autour du réseau de l’Envolée), milieu qui concentre les critiques.

Nous avons jugé utile de le publier malgré ces limites parce que les questions qui y sont posées concernent plus largement toute lutte parcellaire et le milieu qui se crée autour, parce que certaines de ses réflexions correspondent à des discussions/débats que nous avons pu avoir (sur l’illégalisme, sur les façons d’affronter la taule), et enfin parce qu’ayant participé ici à la lutte contre les FIES et suivi régulièrement dans cette publication la situation des compagnons incarcérés, il nous semblait intéressant de publier cette fois un bilan qui a pu être tiré de l’intérieur du mouvement contre ces «prisons dans la prison».

Ces dernières années, dans nos milieux, nous n’avons pas arrêté de parler de prisonniers en lutte, de grève de la faim, de rebelles sociaux, de revendications (l’abolition du FIES et les trois autres, que vous ne connaissez que trop bien)…

Partant du fait qu’il y a eu une réelle lutte dans tout ça, nous voudrions faire une critique (plus corrosive que constructive) de ce que nous appelons le “ phénomène prisonnieriste ”. Cela, afin d’essayer de discerner le peu de lutte et de communication réelle du folklore et du “ simulacre de lutte ”. Et surtout, nous voudrions décerner une mention spéciale à cette lutte qui aujourd’hui s’est transformée en grande partie en phénomène prisonnieriste.

Qu’entendons-nous par “ phénomène prisonnieriste ” ?

Pour remettre en contexte, bien que celui-ci soit probablement plus que connu, nous allons faire un bref résumé de ce qu’il s’est passé. Avant 1999, il n’y avait que quelques personnes et/ou groupes qui maintenaient un contact (à travers des correspondances et des visites) avec des prisonniers, et ce fut partir de la première grève de la faim indéfinie (et collective) que le milieu libertaire (anti-autoritaire et anti-répressif) découvrit la situation dans les prisons.

Il est clair qu’à partir de ce moment, les groupes de soutien aux prisonniers, les publications pleines de communiqués et d’adresses de “compagnons prisonniers”,… ont poussé comme des champignons. Dans bien des villes, des actions en soutien aux prisonniers et en solidarité avec leurs revendications se sont mises sur pied. La devise était : leur lutte est notre lutte ! Et c’était bien,… tant qu’il y avait de la lutte, évidemment.

Il y eut aussi différentes rencontres “anticarcérales” au cours desquelles on a pu divaguer à loisir sur notre rôle dans cette lutte ainsi que sur le comment pouvoir l’étendre. Tout cela en restait à une déclaration de principes bien intentionnée, mais abstraite : diffusion, coordination et futures caisses de résistance.

La coordination obtenue a toujours été minimale, le stricte nécessaire pour que toute cette histoire ne tombe pas à l’eau. Et ce que nous avons appelé coordination s’est avéré, au final, n’être rien d’autre que l’effort d’un nombre limité de personnes qui, curieusement, sont celles qui se sont le moins mises en avant dans ce grand cirque de la reconnaissance tellement présent dans cette lutte.

Et pour ce qui est de ces fameuses “ caisses de résistance ”… Le thème a été discuté, spéculé, insinué, mais nous aurions du garder en tête que ce genre de choses ne doit pas se discuter, mais se FAIRE.

Ce qui a été obtenu par contre, c’est l’extension-diffusion de la pseudo-lutte, mais tout cela ne fut que quantitatif (nous n’avons pu apprécier aucune avancée qualitative). Il y eut beaucoup de gens qui ont commencé à entretenir une correspondance avec les compagnons (et les “moins compagnons”) prisonniers de l’Etat oppresseur et capitaliste tant haï. Et nombreux furent aussi les prisonniers qui firent de même avec les “nouveaux compagnons de la rue”. Ils se transformèrent tous en “chèrEs amiEs” et se dirent “Salut compagnonNE”… et ensuite ?

Nous disons “pseudo-lutte”, parce que nous pensons qu’écrire deux douzaines de cartes par mois et aller en taule pour rendre visite à untel ne peut être considéré comme une lutte ou un affrontement (nous ne disons pas qu’il faut cesser de le faire, mais juste qu’il ne faut pas prétendre que cela est le plus subversif ou le plus révolutionnaire que nous puissions faire).

Au-delà de ça, beaucoup semblent oublier qu’il s’agit ici d’une “lutte” parcellaire. Ce n’est pas pour autant qu’il faudrait la reléguer au second plan, mais nous voudrions juste rappeler que tant qu’il y aura un Etat-capital, il y aura des prisons (même si elles varient ou se transforment), tant qu’il y aura



de l'obsession-aliénation, il y aura des prisonnierEs (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs).

Dans les années 80 il y eut l'insoumission, au cours des années 90 ce fut le mouvement squat, et à présent c'est le prisonnierisme. On dirait qu'à chaque moment nous nous laissons attraper par "la lutte en cours" comme s'il s'agissait d'une mode. Comme si nous n'étions pas capables de pratiquer notre résistance-attaque sur tous les fronts.

A ce moment, les collectifs, groupes et individuEs anarchistes n'ont pas su élaborer une stratégie de lutte anti-carcérale correspondant aux pratiques anarchistes. Nous nous sommes laissés porter par les formes qui plus tard laisseront place au phénomène prisonnieriste.

Quand nous parlons du prisonnierisme, nous ne nous référons pas à la lutte anti-carcérale portant une optique révolutionnaire et s'articulant sur une pratique tant réelle que radicale, mais plutôt à toutes ces pratiques —qui sont déjà des habitudes pour beaucoup— et qui consistent à "soutenir les prisonnierEs" en les considérant de façon abstraite. C'est-à-dire que le prisonnierisme est cette chose dans laquelle la lutte contre les prisons s'est retrouvée réduite et dénuée de toute vertu.

Quelques unes des caractéristiques de ce soutien prisonnieriste qui attirent le plus notre attention sont les suivantes :

Idéalisation, quasi mythification, des " compagnonNEs prisonnierEs "

Outre le fait que nous n'utilisons que peu de critères pour considérer quelqu'unE comme unE compagnonNE sans même la-le connaître (serait-ce que les compagnonNEs ne représentent pas grand-chose à nos yeux ou que nous ayons déjà vidé ce terme de sa substance ?), nous avons observé une idéalisation progressive de ceux qui dans prisons protestent contre les conditions imposées par l'Institution Exterminatrice. Toute personne dont le nom se trouve en fin d'un communiqué est déjà en lutte. Toute personne qui passe un jour sans manger ou sans sortir en promenade l'est aussi. De cette manière, avec nos envies imparables de nous élargir, nous avons confectionné des listes extensives de "prisonnierEs en lutte". Listes relevant plus de la fiction que de l'extension, car lorsque nous avons tenté de les vérifier, nous avons découvert plus de ratures que de noms.

Cette attitude de recruter des adeptes à notre cause et à les idéaliser est l'héritage de la séduisante loi du nombre et de la culture de masse. Pour les marxistes classiques et les néo-marxistes (mais aussi pour bien des anarchistes), la classe ouvrière ou le prolétariat était cette entité presque mystique qui, indépendamment de ce qu'elle faisait ou de comment elle le faisait, était révolutionnaire en soi et par essence. De la même manière pour les prisonnieristes, le-la prisonnierE —et les "compagnonNEs prisonnierEs" en particulier— sont sinon révolutionnaires, pour le moins rebelles par définition.

Evidemment, en prison il y a quelques compagnons anarchistes (et autres révolutionnaires). Il y a aussi des rebelles, des personnes en lutte, des braqueurs… mais ceux qui y sont ne le sont pas tous, et ceux qui le sont n'y sont pas tous.

Ces confusions nous ont mené jusqu'à gonfler impudemment (que l'intention fusse des meilleures ou la pire, ce fut fait) les chiffres des grévistes participant à la dernière grève de la faim collective. Et, si nous poussons le bouchon un peu plus loin : où sont ces "irréductibles combattantEs" une fois misEs en " liberté " ? Que font-ils-elles ? De quelle manière poursuivent-elles-ils la lutte et comment se solidarisent-ils-elles avec leurs "frères et sœurs prionnierEs" ? Tant de beaux mots qui s'envolent à la première brise…

Jusqu'à quel point est-ce rebelle ou révolutionnaire de braquer-voler-exproprier pour "vivre" à toute vitesse (c'est cela qu'on appelle tous la Vie) ? OK, d'accord, ils-elles ne se vendent pas pour un sale travail, elles-ils ne se prostituent pas huit heures par jour, ni même quatre. Ils-elles peuvent même conserver la haine envers l'Etat (parce qu'associée à la prison), mais… la haine envers le capital, ça c'est déjà autre chose. Parlez leur d'abolir ce maudit argent, mais alors tâchez aussi de leur expliquer comment ils pourront toujours avoir cette belle voiture, ces beaux vêtements et ces bonnes fêtes si vous ne voulez pas qu'ils vous envoient rapidement chier.

Le fait d'attaquer à la propriété privée peut vouloir dire, de manière consciente ou inconsciente, que l'on est contre l'inégalité sociale, mais nous ne pouvons nous réfugier dans l'illusion et croire que c'est toujours le cas. Il peut aussi s'agir d'attaquer la propriété privée parce qu'on n'est pas d'accord avec sa distribution actuelle (on voudrait donc une plus grande part du gâteau), et non pour chasser la propriété, ni même l'inégalité.

Penser à obtenir l'argent nécessaire pour "monter sa petite affaire et vivre de ses bénéfices" ne veut rien dire d'autre que l'acceptation ou la soumission aux idées capitalistes. En



ce qui nous concerne, il est clair que nos compagnonNES, prisonnierEs ou pas, sont rebelles et anticapitalistes, de fait ou en puissance, et non des bourgeois en puissance (même s'ils braquent à la place de travailler). Ceux-là, nous les considérons sans aucun doute comme nos ennemis, aussi tristes et pénibles qu'aient pu être leurs vies avant et après leur passage en prison.

Nous avons tellement envie d'être plus nombreux, que nous voyons des anarchistes là où il n'y en a pas. On est anarchiste ou révolutionnaire par conviction, non par convenance. Aussi simple et évident que cela puisse paraître, des amiEs et compagnonNEs se trouvant à l'intérieur des prisons ont du nous le rappeler des dizaines de fois. Nous nous sommes équipés d'une baguette magique trompeuse qui, par simple proximité ou contact, distribue l'étiquette "anarchiste" comme s'il s'agissait d'un simple adjectif. Comme l'on vit que l'appellation était légère et que les "masses anarchistes à l'intérieur des taules" n'étaient soutenues de nulle part, on décida d'utiliser un nouveau terme plus générique et facile à octroyer. C'est ainsi qu'apparurent les "masses de rebelles sociaux" qui peuplent aujourd'hui les prisons...

Idéalisation, quasi mythification, de ceux qui soutiennent les "compagnonNEs prisonnierEs"

Nous n'avons pas seulement placé ces prisonnierEs sur un piédestal, mais nous nous y sommes aussi réservé une place. Aujourd'hui, pour être quelque chose ou quelqu'un dans le mouvement prisonnieriste, tu dois être en correspondance avec au moins 3 des prisonnierEs les plus connuEs et admiréEs (et pouvoir être ou devenir leur copain-copine), être à l'affût de toujours plus d'information et ne pas envoyer moins de X cartes par semaine (nous ne mettons pas de chiffres parce que celui-ci dépend de la renommée du ou de la destinataire en question, certaines cartes peuvent compter pour deux, voire pour trois).

De cette manière, tu pourras participer sans problèmes au petit jeu prisonnieriste (que ce soit à travers des réunions ou des lettres avec d'autres "points de soutien") et surfer sur les pages prisonnieristes sans avoir à craindre de ne pas comprendre de quoi ils parlent. Tout le monde sait qui est unEtelLE, dans quel prison il-elle se trouve et de quelle prison elle-il vient. Petit à petit nous découvrirons qui a une correspondance avec qui, qui peut se blairer et qui ne peut pas, et par la sorte, "en tissant des liens de solidarité", la grande et heureuse famille prisonnieriste se construit. Si nous ne sommes pas frères ou sœurs, nous serons cousins-cousines, même de manière éloignée s'il le faut.

Et donc, les individus "solidaires avec les prisonnierEs" se constituent en une catégorie différenciée (voire même supérieure pour certains) de révolutionnaires. Il n'est pas difficile de rencontrer des personnes affirmant que "la lutte anti-carcérale" est la lutte principale et indispensable parce que la prison est la forme la plus claire d'oppression de la part de l'Etat. Nous nous refusons à établir toute hiérarchie entre les luttes parce que le système de domination ne repose pas sur un seul pilier. Ce n'est qu'à travers un affrontement global-intégral que nous aurons des possibilités d'en finir avec ce qui nous prive de la liberté que nous désirons.

En fragmentant les luttes, en nous spécialisant dans une de celles-ci et en perdant de vue notre propre nombril, nous n'arriverons pas très loin. Ils ne sont pas rare ceux et celles qui ont totalement oublié les autres fronts, les ignorant de manière consciente ou inconsciente. Il y a ceux et celles qui n'attendent plus la révolution parce qu'ils la FONT, et puis celles et ceux qui ne l'attendent plus ni ne la font parce qu'ils ne savent plus ce qu'ils veulent au-delà de l'abolition du FIES, la libération des malades en phase terminale, la fin de la dispersion… Que feront-ils-elles si un jour les murs tombent parce que l'Etat n'a plus besoin de prisons pour maintenir le contrôle ?

Il n'y a pas de liberté en prison, mais il n'y en a pas non plus dehors, de telle sorte que nous la conquiererons entièrement ou nous n'aurons même pas fait tomber un seul mur.

Groupes – anarchistes ?- de soutien aux prisonniers

Anarchie ou, plutôt, assistanat ?
C'est certainement le point le plus sérieux et le plus triste à la fois parce qu'il met en évidence le manque de critère des anarchistes pour mener jusqu'au bout une lutte cohérente avec une théorie, mais surtout avec une pratique qui nous soit propre et réelle.

Vous connaissez l'histoire de quelques anarchistes qui commencèrent en pensant qu'elles-ils pourraient lutter pour la LIBERTE coude à coude avec leurs "frères et sœurs prisonnierEs" et qui se retrouvèrent à envoyer des courses, des cartes de téléphone, des mandats et à diffuser des communiqués ? Cela fut leur lutte et continue à être celle de beaucoup.

Nous nous sommes consacrés à l'édition de bulletins, de revues… qui, bien loin d'être des moyens de communication entre des personnes et d'être utilisés au moins comme une arme qui attaque et transgresse les murs (peu importe lesquels), n'ont su être que des récits personnels qui n'apportent rien et ne nuisent que très peu. Et dans le pire des cas, ils ont servi comme pages de contact entre les gens de l'intérieur vers l'extérieur et de l'extérieur vers l'intérieur.

La prison est une institution, et en tant que telle a des figures publiques qui la représentent et des visages moins publics qui la soutiennent. Elle a des édifices et des infrastructures. Elle a tellement de facettes sur lesquelles les anarchistes pourraient faire sentir leur rage.

Nous ne sommes ni chrétiens, ni bouddhistes, ni prisonnieristes. Nous ne voulons pas soutenir ni assister les prisonnierEs, nous voulons simplement qu'ils-elles cessent d'exister tant en dehors qu'à l'intérieur des prisons.

A propos des cercles familiaux et des amiEs...

Nous avons déjà dit que nous nous opposions aux prisons depuis une perspective qui nous est propre. Celle-ci n'est pas la même que celle des associations pour les Droits de l'Homme ni que celle des diverses coordinations ou autres ONGs.

CertainEs affirment que ce que nous devrions faire serait de nous réunir avec les familles des prisonnierEs et de créer un "réseau social" peut-être similaire à ce qui a pu exister au temps de la COPEL. On dit aussi que nous pourrions recueillir des fonds pour aider les familles des prisonnierEs qui en ont besoin.

Et pourtant non, nous ne ferons rien de tout cela, parce que nous sommes inévitablement du côté de ceux qui affrontent cet état des choses (prison incluse), qu'ils soient amiEs ou pas avec prisonnierEs, qu'ils aient de la famille à l'intérieur ou non. Notre cercle, notre groupe, nos gens sont ceux qui désirent faire la route avec nous depuis le début jusqu'à la fin, et non ceux qui resteront à la moitié du chemin lorsqu'ils seront parvenus à adoucir et à démocratiser la prison, ou quand leur enfant-frère-sœur-amiE sera sortiE du régime d'isolement, qu'il-elle sera dans une prison plus proche ou encore libéréE.

Nous ne voulons pas non plus à nos côtés ceux et celles qui ne désirent pas la prison pour les leurs, mais qui ne se posent pas de questions pour les autres (ou qui considèrent que ceux qui devraient être à l'intérieur sont les terroristes, sans même faire référence précisément à l'Etat-capital).

Et à propos des " familles ", en tant qu'anarchistes, n'étions-nous pas pour la destruction de la famille comme institution oppressive, limitante et imposée ? Ou remettons-nous cela comme une étape suivant la fin de la prison ?

Communication réelle ou fictive ?

Un autre aspect curieux du prisonnierisme est son concept de la communication. Pour les prisonnieristes, connaître ou être en contact avec quelqu'unE équivaudrait à s'écrire de temps en temps une page avec quatre (ou quatre cents) lignes pour ne rien se dire du tout, sans partager autre chose que les phrases typiques provenant probablement de lettres type qui ont du être distribuées au début de cette "lutte". Ecrire par obligation n'apporte rien du tout, ni à celle-celui qui écrit ni à celui-celle qui reçoit. Ce qu'il faudrait renforcer, ce sont les rapports réels, ceux qui au-delà des présentations et de l'échange d'idées pourraient se transformer en complicité, compagnonnage et/ou amitié. Il y a tant de choses que nous



pouvons nous apporter les unEs aux autres et desquelles notre lutte pourrait sortir plus forte.

Au-delà de ça, se trouve ce qui n'appartient déjà plus à la communication : le commérage généralisé. Il n'y a pas grand-chose à dire qui ne soit déjà connu. Ces ragots n'ont rien à envier aux séries télévisées à l'eau de rose. Comme nous l'avons déjà dit, nous finissons toutes et tous par savoir qui est amiE avec qui, qui ne peut se supporter, qui est le-la copain-copine de qui,… Est-ce que cela fait aussi partie de la "lutte prisonnieriste" ?

Démythifions le-la prisonnierE dans sa condition de reclusE, parce que cette condition n'est rien d'autre qu'une imposition de l'Etat. Avant d'être unE prisonnierE, c'est justement un INDIVIDU qui aura en tant que tel ses idées et ses inquiétudes, sur la base desquelles nous établirons ou pas nos affinités et nos complicités.

Démythifions la "lutte anti-carcérale ". La plupart du temps, elle ne dépasse pas le simple soutien et elle répond plus à un sentiment caritatif envers celui-celle qu'elle considère comme faible ou sans défense, qu'à un désir réel d'en terminer avec l'institution pénitentiaire et avec l'état des choses qui la rend nécessaire.

Vive l'anarchie !!!

Quelques ex-prisonnieristes (des deux côtés du mur),
décembre 2002

Le 3 mai 2006, la police tente d'expulser huit vendeurs de fleurs ambulants du marché de San Salvador Atenco (Etat de Mexico), provoquant le réaction de la population, qui séquestrera plusieurs anti-émeutes au cours de longs affrontements. Le lendemain, la répression se déchaînera (tabassages, viols, arrestations de masses), provoquant l'indignation militante.

Nous avons souhaité revenir sur la lutte victorieuse d'Atenco contre la construction d'un aéroport international en 2001-2002. Elle explique à la fois la capacité de réaction des habitants et l'enjeu policier dans le fait de les mater.

Chronologie de la lutte d'Atenco contre l'aéroport

mai 2001 : le président Vicente Fox annonce la construction d'un nouvel aéroport international, le choix se situant entre un emplacement dans l'Etat de Mexico et celui d'Hidalgo.

8 octobre 2001 : première manifestation à Mexico des paysans d'Atenco pour refuser l'expropriation de leurs terres.

22 octobre 2001 : le Secrétaire d'Etat aux transports et communications annonce le choix d'un site à 20 kilomètres au nord-est de la capitale Mexico. La plupart des 4 550 hectares de terres communautaires expropriées (à 6 pesos, soit 0,60 euros le m^2) par décret présidentiel, sur 5800 hectares en tout, se trouvent à San Salvador Atenco, région de Texcoco.

2 novembre 2001 : les paysans de la zone refusent de vendre leurs terres et commencent la bataille —ceux d'Atenco perdraient 80 % de leurs terres cultivables. Création du "Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra" (Front des peuples en défense de la terre, FPDT), qui finira par regrouper 13 communautés.

14 novembre 2001 : grande manifestation d'Atenco à Mexico. De nombreuses forces policières tentent d'empêcher les paysans armés de machettes de pénétrer dans la capitale. Ils sont enfoncés après une rude bataille, et la manif se finit comme prévu sur la grande place de Mexico.

30 novembre 2001 : "victoire" juridique avec la suspension provisoire judiciaire du décret d'expropriation.

Au pied du volcan : Atenco
(Des machettes contre un aéroport)

Ils ne vont pas se moquer de nous une nouvelle fois, nous n'accepterons pas cette nouvelle invasion déguisée en progrès et en modernité.

Des paysans d'Atenco

Le District fédéral (agglomération de Mexico) n'échappe pas à l'onde de choc. Dans sa course au développement, l'immense métropole dévore le reste, et le confort des uns sonne le glas des autres... Il y a six ans, Tepoztlán, une petite bourgade du Morelos située à moins de 60 kilomètres de Mexico, avait tenu tête au monstre en empêchant la construction d'un golf. Dans le cas du municipe d'Atenco l'enjeu est de taille : les paysans de la vallée de l'Anáhuac (région de la lagune de Texcoco sur laquelle s'est implantée la ville de Mexico) se battent contre le projet d'un aéroport qui va détruire leur vie : leurs traditions communautaires, mais aussi tout un fragile équilibre écologique déjà bien menacé par la métropole : «Il ne peut exister de meilleures raisons d'utilité publique que la protection de nos cultures traditionnelles, de nos territoires et de nos ressources naturelles. » «La terre est notre liberté, nous ne sommes pas riches mais en perdant la terre nous perdons notre liberté. » Fox pensait les endormir en jouant les camelots de foire : «Ils ont touché le gros lot», disait-il dans son émission radiophonique à propos des paysans d'Atenco, expropriés par le projet... «Que le monsieur aux bottes [Fox s'était fait remarquer par ses bottes de vaquero*] vienne vivre chez nous et nous, nous irons dans son ranch... Qu'il cesse de se moquer de nous parce que nous existons et nous allons le lui montrer jusqu'aux ultimes conséquences... »*

Bien le bonjour du Mexique,
À la suite de deux manifestations vers la capitale, de plusieurs jours de mobilisation et plus d'un mois de combats, les paysans de San Salvador Atenco ont obtenu la suspension en appel du décret d'expropriation de leurs terres. Cela ne signifie pas qu'ils ont obtenu satisfaction, mais ils ont remporté la première bataille: «Nous voulons qu'ils laissent en paix notre terre, nous la voulons pour toute la vie. »

Revenons quelques jours en arrière.
Le 14 novembre, après avoir marché plus de dix heures, les paysans de San Salvador Atenco, de Panoaya, d'Acuexcomac, d'El Salado ont fini par arriver au Zócalo, la place centrale de Mexico. Au cours de leur marche, ils se sont affrontés aux forces de l'ordre qui ont voulu leur interdire le passage.
Gabriela raconte : « Nous ne connaissons pas les rues de la capitale, et les autorités nous ont déviés vers l'avenue Francisco-Morazán. Ce fut un piège car ici se tenaient les forces de l'ordre, les *granaderos*, qui ont agressé les chevaux des douze paysans portant les étendards. Les hommes se sont mis en colère et la bagarre a commencé. L'intention du gouvernement du DF (District fédéral, au main du PRD, parti d'opposition de gauche) était de nous interdire l'accès du Zócalo.
« Les machettes sont des instruments de travail, elles sont là aussi pour dire à Fox qu'il s'est trompé avec son décret, que nous n'allons pas nous rendre. S'ils cherchent des ennuis, ils vont en avoir ! Nous sommes venus vous dire que ce n'est pas un jeu et que notre exigence est juste. Nous sommes animés d'un esprit combatif, mais nous ne sommes pas violents, c'est la police qui nous a provoqués. »
Étaient présents à ce meeting les membres des organisations paysannes écologistes du Guerrero [...], de Coyuca et Petatlán. Ils ont parlé de la défense de leurs forêts et de leurs terres. Il y avait aussi des représentants d'Emiliano Zapata Vive, association des paysans de Tepeaca, près de Puebla. Ils défendent depuis quelque temps déjà leurs terres contre le projet Milenium, lié au Plan Puebla-Panamá, exactement dans les mêmes termes que les paysans d'Atenco. Ils ont sollicité le concours des habitants du DE pour défendre leurs parcelles.
« Ils veulent des coups, il va y avoir des coups, ils ne nous font pas peur. Nous, les paysans, nous sommes des combattants, nous sommes sur le pied de guerre, nous sommes la dignité rebelle. »
À la suite de ces affrontements, plusieurs paysans ont reçu des mandats d'arrêt, mais la police ne se risque pas à venir les chercher dans leurs villages. Des leaders ont reçu des menaces et les partis politiques semblent se liguer contre eux. Pourtant ce projet d'aéroport international, qui est d'ailleurs un projet entièrement privé, paraît



absurde. Il signifie l'abandon de l'aéroport actuel, qui a coûté pas mal d'argent aux Mexicains, alors qu'il est possible de l'agrandir en occupant un terrain voisin de plus de 1500 hectares appartenant à l'État. Le prix d'achat dérisoire, sept pesos le mètre carré, que l'on offre aux paysans d'Atenco pour l'expropriation de leurs terres, et toute la spéculation qui se profile à l'horizon, expliquent peut-être l'entêtement des politiques à faire lâcher prise aux paysans :
« Les machettes font mauvais effet, on peut rediscuter du prix du terrain, de toute façon vos terres ne valent rien, elles sont salées, c'est une bonne occasion pour vous de les vendre, il n'est pas question, bien entendu, de remettre en cause le projet...
– Le sang des ancêtres ne se vend pas », répondent les paysans.
Les jours qui suivent sont des jours de lutte.

« Si le gouvernement veut des morts, nous sommes disposés à lui donner nos morts, mais lui laisser nos terres, jamais ! Et même morts, nos âmes reviendront réclamer nos terres. »
Cette fois-ci, les gens d'Atenco sont partis avec leurs machettes pour Tocuila en passant par les communautés voisines.
« Aucun parti ne manipule notre mouvement, notre mouvement prend sa source dans le peuple ; en chaque femme et en chaque homme d'Atenco vit Zapata. »
« Cet aéroport apportera seulement la mort avec la disparition de nos villages et de notre culture. Nous sommes bien décidés à résister, nous ne voulons aucune négociation au sujet du prix d'achat de notre terre. Notre position est claire, nous ne nous laisserons pas dépouiller. »
Un autre jour, le secrétaire général du gouvernement de l'État de Mexico, dont le gouverneur actuel, Montiel, est du PRI [ne pas confondre l'État de Mexico et la capitale, Mexico, ou District fédéral, dont le gouverneur est Lopez Obrador, du PRD], s'est aventuré sur les lieux : mal lui en a pris. II a dû fuir à toute vitesse. Je précise qu'Atenco et les autres villages touchés par le décret d'expropriation font partie de l'État de Mexico, qui entoure le District fédéral. « Si vous voulez vous rendre à Atenco, allez-y, mais nous n'allons pas vous accompagner, ce sera à vos risques et périls. » Et devant le souhait manifesté par le secrétaire général d'aller sur les terres :
«Pourquoi ? Vous voulez voir les vaches ? À quoi bon courir ainsi les champs puisqu'ils ne sont pas à vendre ? »
Entre-temps ceux d'Atenco ont eu vent de la venue du représentant de Montiel :
« Nous l'attendons ici, à San Salvador Atenco ; nous verrons s'il va venir, s'il a assez de couilles pour venir jusque chez nous. »
Peu à peu, les paysans commencent à bloquer les sorties du village de Nexquipayac, où se trouve l'infortuné secrétaire, qui a tout juste le temps de sauter dans sa voiture pour s'échapper par une voie latérale.
Je signale que pendant toute cette période les représentants de l'État fédéral, du ministère de l'Agriculture par exemple ou du ministère des Transports, petits fonctionnaires qui travaillent dans la région, ont eu chaud, chaud, chaud, en particulier un fonctionnaire du bureau des affaires agricoles qui cherchait à faire du zèle et à diviser la population ; il a été jeté hors de la région avec perte et fracas. Il n'a pas été réellement brutalisé, il a été simplement jeté à l'arrière d'une camionnette et évacué.
Les cultivateurs font des rondes sur les terres communales tandis que dans les environs, à l'écart, on peut observer de lourdes machines prêtes à entrer en action.

8 décembre 2001 : les participants au Conseil National Indigène provenant de quatre villages de Morelos se joignent à la résistance menée par les paysans de San Salvador Atenco et Texcoco contre la construction du nouvel aéroport.

13 décembre 2001 : le Président du Mexique, Vicente Fox, ratifie la construction de l'aéroport à Texcoco.

18 décembre 2001 : le secrétaire général du gouvernement de l'Etat de Mexico, Manuel Cadena Morales, annonce le déplacement d'ici un mois et demi de 171 familles installées irrégulièrement sur la zone de construction de l'aéroport. Chaque famille recevra 60 000 pesos.

22 décembre 2001 : les paysans d'Atenco, Chimalhuacan et Texcoco ont vent d'une possible occupation par l'armée nationale des terres expropriées. Les habitants déclarent ne pas être disposés à ce que les forces armées occupent leurs terres.

27 décembre 2001 : des paysans d'Atenco, soutenus par les comités du FZLN et des étudiants de l'UNAM, commencent à monter des barricades avec des sacs pleins de sables et de terre aux principaux accès d'au moins 10 communautés pour empêcher la venue des flics ou des machines.

28 décembre 2001 : le gouverneur de l'état, Arturo Montiel, affirme qu'il ne permettra pas qu' «Atenco devienne un village sans loi».

29 décembre 2001 : des paysans d'Acuexcomac, commune de San Salvador d'Atenco, empêchent le passage d'une pelleteuse de la commission des eaux de l'Etat de Mexico.

30 décembre : les paysans en résistance déclarent dans un manifeste «*San Salvador d'Atenco commune en rébellion*», ne reconnaissant ni les autorités municipales, ni les régionales, ni les fédérales car «*elles ne représentent pas les intérêts du peuple*». Ils se déclarent aussi «en alerte rouge» face aux menaces du gouvernement fédéral de débuter les travaux en janvier 2002.

3 janvier 2002 : première manifestation de l'année. Les paysans marchent de leurs villages jusque devant la sous-commission de justice de l'Etat de Texcoco pour protester contre ses arguties juridiques.

5 janvier 2002 : le sous-procureur de justice de l'Etat de Texcoco venu sur place s'enfuit sur son cheval. Il n'a pas tenu sa parole de retirer définitivement les agents qui intimident les opposants.

6 janvier 2002 : le maire de Texcoco écarte l'hypothèse d'une «explosion sociale» à

Atenco et le procureur de Mexico invite les habitants à abandonner «leurs attitudes agressives».

17 janvier 2002 : des habitants de San Salvador d'Atenco demandent la disparition des pouvoirs municipaux, étant donné qu'ils ne fonctionnent déjà plus depuis trois mois.

20 janvier 2002 : dans une assemblée d'environ 300 personnes, les paysans décident de faire des gardes nocturnes pour éviter tout acte rendant l'expropriation effective.

25 janvier 2002 : tandis que le maire de Tezoyuca dénonce la prise illégale de terrains proches de San Salvador d'Atenco par des agences immobilières, les habitants de Nexquipayac montent des barricades pour protéger leurs terres.

28 janvier 2002 : des proches du président municipal et des villageois favorables à l'aéroport agressent des paysans contre ; des hommes armés sont aussi signalés.

30 janvier 2002 : le directeur du service d'autoroutes et connexions de l'Etat de Mexico annonce pour juin/juillet le début de travaux pour quatre autoroutes destinées à desservir le nouvel aéroport international.

6 février 2002 : marche commune étudiants/paysans en commémoration du second anniversaire de l'intervention de la Police Fédérale Préventive (PFP, unité d'élite) à l'université.

10 février 2002 : divers débats sont organisés et le carnaval d'Atenco a pour thème la défense des terres.

11 juillet 2002 : pendant qu'ils se rendent à Teotihuacán pour occuper les terrains du gouverneur de l'Etat de Mexico, Arturo Montiel Rojas, les paysans sont attaqués à Santa Catarina par les forces de police et se défendent (30 blessés, 19 arrêtés).

12 juillet 2002 : pour demander la libération des arrêtés, les paysans se rendent au palais de justice de Texcoco dans les bureaux du sous-procureur d'où ils le ramènent de force dans leurs villages avec 6 fonctionnaires (ses assesseurs et un policier), comme monnaie d'échange. Pendant ce temps, l'autoroute fédérale Texcoco-Lechería est bloquée en quatre points, les terres d'Atenco occupées, barricadées jour et nuit. Ils menacent aussi de faire exploser des camions-citernes de pétrole.

15 juillet 2002 : après deux jours de vaine traque militaire pour retrouver les otages, les 7 crapules sont libérées en échange



« Le gouvernement va mettre en marche toute sa machine répressive pour voir si nous allons résister. Nous allons faire entendre aux puissants que la culture, la tradition et la terre ne s'achètent pas. » Et ils aiguisent leurs machettes pour la prochaine manifestation. Les femmes se préparent aussi en suivant des cours intensifs de premiers secours afin de soigner leurs compagnons en cas d'un nouvel affrontement avec les *granaderos*.
Mercredi, 28 novembre. Pour la seconde fois les paysans de Texcoco marchent sur la capitale, prêts à en découdre si les forces de l'ordre s'opposent à leur passage. C'est en brandissant leurs machettes et en courant qu'ils arrivent, à la tombée de la nuit, sur le Zócalo :
«*Tierra, si ! Aviones, no !*», crient-ils en chœur. Ils sont partis à l'aube quand des dizaines de pétards ont éclaté pour annoncer à la population le début de la manifestation. Comme de coutume, ils sont passés par l'église d'El Divino Salvador pour recevoir la bénédiction du curé, qui leur a recommandé de ne pas se montrer violents et de ne pas se servir des machettes. Les gens sont remontés contre leur curé, qu'ils soupçonnent d'être un indic. Il a été accusé publiquement, au cours de la manifestation, d'avoir tenu informés les gens du gouvernement de ce qui se tramait dans le coin. Tout au long du parcours et à leur arrivée à la capitale, les 1500 résistants ont été accueillis par des applaudissements et ont reçu le soutien chaleureux de milliers d'habitants, dont beaucoup se sont joints à eux.

« Nous avons conscience de ce que nous faisons, nous ne sommes pas des gens irrationnels, notre lutte se fonde sur notre droit à la terre que nos parents nous ont laissée, et nous allons la défendre jusqu'au bout. Le prix n'importe pas, nous n'allons pas la vendre. » Le 1er décembre, les paysans d'Atenco, qui sont les plus touchés par le décret d'expropriation, ont vu leur appel à cette décision accepté par le tribunal. Les voilà engagés sur la voie d'une procédure qui risque d'être longue. Le gouvernement va-t-il en profiter pour chercher à les diviser, en achetant ceux qui sont à vendre, en menaçant ceux qui ne le sont pas, ou va-t-il accepter sa défaite ?

Déjà en début d'année, Fox et son cabinet d'hommes d'affaires avaient cherché à exproprier des paysans au bénéfice d'une chaîne de télévision privée. Les paysans avaient résisté, je ne sais pas comment s'est conclue l'histoire car je suis parti en France entre-temps. Ce sont là des coups de sonde d'un gouvernement qui a une notion particulière du bien public. Chaîne de télévision Azteca, aéroport international privé, Plan Puebla-Panamá. Affaires à suivre.

G. L.
Oaxaca, le 3 décembre 2001

Post-scriptum. Cela faisait plusieurs semaines, le 5 janvier 2002, que les paysans de Acuexcomax, Atenco et Francisco I. Madero avaient barricadé l'accès de leurs villages. Bien entendu, les *judas*, police judiciaire, avaient cerné les villages et installé des barrages malgré un jugement favorable aux paysans qui suspend provisoirement tant l'expropriation des terres que les poursuites à l'encontre des opposants. Ce samedi-là, c'est le sous-procureur de Texcoco qui a rendu visite aux paysans en colère pour les convaincre que, s'il avait manqué à sa parole de retirer les *judas* de l'endroit, c'était pour les protéger des « groupes subversifs en gestation ». Le brillant exposé du fonctionnaire a provoqué une belle émotion dans le public, et le sous-procureur n'a dû son salut qu'au cheval sur lequel il a sauté pour fuir et éviter le lynchage promis aux menteurs !

[Tiré de *Hommes de maïs, cœurs de braise. Cultures indiennes en rébellion au Mexique*, ed. L'insomniaque, juillet 2002, pp. 117-122. Précisons en passant que malgré quelques analyses pertinentes et une empathie réelle, nous ne souscrivons pas au ton général de l'ouvrage, et de celui de Georges Lapierre en particulier, qui se montre d'un indigénisme acritique en particulier manifeste dans le chapitre concernant "*une police et une justice communautaire* (...), *premier et petit pas vers l'autonomie indienne dans cet Etat* (du Guerrero)"]

Impossible

Voilà le cri des impotents, le hurlement des réactionnaires. Ainsi s'exprime le bourgeois, lorsqu'on lui décrit la société future : impossible, impossible, impossible !

Clamez que personne n'a le droit de prendre la part de la richesse que produit le travailleur ; dites que la terre est un bien naturel qui doit appartenir à tout être humain ; dites que les policiers, les soldats, les chefs et les bureaucrates ne sont rien d'autre que des sangsues, qui vivent sans rien produire d'utile qui puisse contribuer à rendre plus agréable l'existence ; dites que les milliers d'êtres humains qui pourrissent dans les prisons ne sont rien d'autre que des victimes de la mauvaise organisation sociale, et on vous traitera de blasphémateurs, de bandits, de criminels et d'autres choses du même genre.

Et pourtant, ce que nous disons est la vérité ; nous en sommes convaincus et nous dirigeons nos coups, directement, au cœur de la vieille société. Nous ne nous contentons pas de l'attaquer superficiellement : nous allons au fond du problème.

Ce qui paraît impossible, c'est que les travailleurs aient vécu si longtemps sans se rendre compte qu'ils étaient des esclaves. Ce qui paraît impossible, c'est que les travailleurs n'aient pas encore brisé ce joug.

Mais ce n'est pas leur faute, du moins pas totalement : les coupables sont les politiciens qui endorment les prolétaires avec l'espoir d'un avenir de rêve, conquis par la seule vertu du vote populaire.

Mais le temps a démontré que s'il y a quelque chose de vraiment impossible, c'est de conquérir la liberté économique au moyen de bulletin de vote. Parcourez la liste des nations dans lesquelles le peuple a droit au vote et enquêtez sur les conditions économiques dans lesquelles vivent leurs habitants. Vous verrez que le vote n'a eu aucune influence sur l'amélioration des dites conditions. Au contraire, chaque année la misère est plus aiguë partout, chaque année le chômage augmente, chaque année augmente également, dans une proportion effarante, la population pénitentiaire ; chaque année augmente le nombre de femmes dans les maisons publiques ; chaque année augmente le nombre de suicides ; chaque année, la lutte pour l'existence se fait plus dure et plus tragique. L'humanité est de plus en plus malheureuse, malgré le vote, malgré les gouvernements représentatifs, malgré la démocratie. Donc, il est vraiment impossible que l'humanité soit heureuse par le seul fait de pouvoir voter.

Le Parti Libéral Mexicain est pleinement convaincu de la fourberie des mesures prises ou des réformes politiques. Comme notre Parti n'est pas composé de politiciens, ni de chasseurs d'emplois, mais de prolétaires qui n'ont d'autre ambition que celle d'être débarrassés de l'esclavage du salaire, maintenant que l'occasion lui est donnée, il fonce droit au but : l'émancipation économique de la classe ouvrière par le moyen de l'expropriation de la terre et des machines.

S'il n'avait pas ce but, le Parti Libéral Mexicain, serait un parti comme les autres. En avant !

Ricardo Flores Magón
Regeneración, 15 avril 1911



[Paysans d'Atenco en juillet 2002]

de celle des incarcérés et de l'ouverture de négociation sur les expropriations.

24 juillet 2002 : les négociations entamées avec l'Etat fédéral sont rompues suite à la mort de José Enrique Espinoza Juárez (un délégué du mouvement), décédé des coups reçus le 11 juillet. L'Etat était monté jusqu'à 54 pesos au m² (sept fois plus que prévu initialement), essuyant toujours un refus clair et net : "*L`argent est éphémère la terre reste*".

1er août 2002 : le président Vicente Fox annonce que le projet d'aéroport n'est peut-être pas nécessaire. Clairement à cause de l'opposition des paysans, et aussi pour accélérer le tempo en changeant de site, face à l'urgence économique de désaturer l'aéroport actuel avant 2007.

8 août 2002 : le gouverneur de l'Etat de Mexico annonce officiellement la suspension du décret d'expropriation.

Depuis, sous l'égide du FPDT, Atenco s'est organisée en commune autonome avec deux représentants par village, bien entendu non reconnue par les autorités. Elles n'ont pas non plus suspendu leurs mandats d'arrestation pour "séquestration" contre 14 paysans. Les élections municipales de mars 2003 seront boycottées, des urnes détruites et des bureaux de vote démolis, notamment pour demander l'annulation des mandats d'arrestation.

Les nouvelles élections du 12 octobre 2003 provoqueront les 29/30 novembre une baston générale lors de l'investiture du maire PRI (20 blessés).

Solidarité avec la révolte d'Atenco

Le 3 mai 2006, la police tente d'expulser huit vendeurs de fleurs ambulants du marché de San Salvador Atenco (Etat de Mexico). Cela faisait plusieurs semaines que les autorités de gauche du PRD –celui d'Obrador, le candidat malheureux de l'élection présidentielle de juillet– voulaient chasser ces vendeurs originaires de Texcoco.

Aidés par le Front communal en défense de la terre (FPDT, créé suite à la mobilisation victorieuse de 2001 contre l'aéroport) et de gens du marché, les vendeurs se réfugient dans une maison vite cernée et envahie. En réaction aux arrestations, la foule en colère dresse une barricade en barrant la route Texcoco-Lecheria. Au cours de l'affrontement de plusieurs heures (machettes, molotovs et bâtons contre matraques, lacrymos et armes à feu) avec les nombreuses forces de police, Javier Cortes Santiago, 14 ans, est tué. Les révoltés parviennent à ne pas céder de terrain et capturent même plusieurs anti-émeutes, exigeant en échange de leur libération celle des personnes arrêtées le matin-même. L'un d'eux est défoncé par des enragés, en direct des éditions spéciales des journaux télévisés qui filment la scène depuis un hélicoptère. Ce détail des affrontements servira amplement à justifier la répression du lendemain.

Le 4 mai à 6h30, les différents corps de police, dont l'effectif se monte à au moins 4000 membres, envahissent les quartiers populaires et arrêtent toutes les personnes, saccagent les cabanes, s'acharnent sur les habitants, pillent tout ce qu'ils peuvent, violent 30 des 47 femmes arrêtées. Près de 200 personnes sont convoyées sous les coups pendant près de 5 heures d'affilée jusqu'aux prisons.

17 personnes ont été acquittées de toute charge les jours suivants et 154 libérées sous contrôle judiciaire. 29 restent incarcérées dans des prisons de haute sécurité, accusées de la séquestration des keufs, d'attaques à l'explosif contre des voies de communication ou de blessures graves.

Pour les prisonnierEs d'Atenco et touTEs les prisonnierEs "politiques" et "sociaux" du monde. Pour la destruction des prisons ! Pour l'extension de la guerre sociale !

Il n'y a pas de raison de mentir. Nous n'allons pas cacher les sentiments de plaisir et de joie que provoque en nous la révolte des oppriméEs et excluEs. Le plaisir que procure la splendeur du feu antagoniste, la joie au vol indomptable des cocktails molotov, la jouissance à la vue des machettes insurrectionnelles au vent, le charme du bourdonnement joyeux des pierres qui claquent contre les boucliers et les casques des laquais gardiens de l'Etat-Capital.

Nous n'allons pas dire que nous avons été indignéEs de voir les bâtons, les poings et les bottes des oppriméEs et excluEs frapper les corps inertes de ceux qui les répriment. Non ! La colère déchaînée des oppriméEs et excluEs a empli nos cœurs de joie.

Nous n'allons pas non plus cacher notre satisfaction que les discours d'encadrement des leaders aient été débordés et que les appels réitérés à la "sagesse" et à ne pas "céder à la provocation" de ces patriarches parasites des organisations clientélistes que l'on appelle par euphémisme "organisations sociales" aient été dépassés.

Sans doute, le message d'Atenco est clair, même pour celles et ceux qui refusent de l'écouter ou celles et ceux qui rêvent de tirer profit des événements : l'insurrection peut s'étendre comme le feu dans la prairie.

La révolte redevient un outil, l'arme incomparable des oppriméEs et des excluEs, à la surprise amorphe des maquilleurs de la société du spectacle, des spécialistes en occultation et camouflage de la réalité, des vendeurs d'illusions et d'espoirs. Une fois de plus, les montreurs de marionnettes n'ont pas réussi à manipuler à temps les fils cachés pour freiner les désirs insurrectionnels des oppriméEs et des excluEs. L'extension de la lutte et sa puissance ont démontré que la révolte n'appartient pas au passé et que l'on peut sortir de la résignation, de l'aliénation et de l'espérance d'un "paradis promis" pour devenir le pire cauchemar du pouvoir, la joyeuse dynamite qui, ici et maintenant, fait exploser l'Etat-Capital.

Cependant, nous ne nous faisons pas d'illusions. Nous connaissons les divisions que l'Etat-Capital a imposées aux oppriméEs et excluEs et les limites que cela représente à l'heure d'étendre la lutte et de la mener vers l'insurrection généralisée. C'est pour cela que beaucoup d'oppriméEs et excluEs ne se sont pas identifiés avec la révolte d'Atenco, qu'ils n'ont pas ressenti une rage collective et ne se sont pas reconnus dans la joie du feu antagoniste. Au contraire, ils ont rejoint la peur de l'ordre bourgeois et se sont unis à l'hystérie médiatique, réclamant la "fermeté" contre leurs frères et sœurs d'oppression.

Mais cela ne nie en rien la capacité de confrontation séditieuse et la potentialité insurrectionnelle des oppriméEs et excluEs obligés de se défendre face aux attaques incessantes de l'Etat-Capital.

La révolte d'Atenco a sans doute affirmé le rejet de l'Etat-Capital, de ses représentants et gardiens. Néanmoins, cette affirmation nous amène à une nécessaire réflexion sur le déroulement de la confrontation. Pour forger, individuellement et collectivement, l'insurrection révolutionnaire au sein de la guerre sociale, il est indispensable d'analyser le mouvement réel, ses limites et les intérêts en conflit.

Les vendeurs de fleurs ambulants d'Atenco n'ont pas commencé à se révolter contre l'Etat-Capital en ayant conscience de leur condition d'oppriméEs et d'excluEs, ni avec l'intention de propager la confrontation pour en faire une insurrection généralisée. Ils et elles se sont révoltés en "petits commerçants", en "citoyens" en colère pour la défense de leurs "droits", du "droit au travail", du "droit à la subsistance" du "droit à la survie", contre la menace d'expulsion émanant de la municipalité aux mains de ces chiens du PRD (centre-gauche). Et c'est là, au delà de la répression, que nous voyons les limites de la révolte, dans les propres limites



[Lynchage d'un keuf à Atenco le 3 mai 2006]

des oppriméEs et excluEs. Malgré cela, les oppriméEs et excluEs d'Atenco, contraints par l'attaque des forces répressives ont dépassé les suppliques pétitionnaires et le discours citoyen de "revendications" et "protestations" pour se lancer à bride abattue dans la confrontation antagoniste.

Définitivement, cela fait apparaître une différence qualitative de taille avec le reste des protestations citoyennes, syndicalistes, étudiantes, indigénistes, partidaires, etc. auxquelles nous avons assisté ces dernières années.

Dépasser la supplique pétitionnaire et le discours citoyen de "revendications" et "condamnations" et reconnaître le caractère antagonique et autonome de nos intérêts d'oppriméEs et excluEs face à l'Etat-Capital, c'est faire le premier pas dans le sens de l'extension de la lutte. Nous connaissons pourtant le rôle de frein que jouent les "organisations clientélistes de masse", les groupuscules partidaires d'avant-garde et autres bandes léninistes (y compris les réformistes armés) à la gauche du Capital, ainsi que leur mission de récupération qui s'efforce de canaliser l'antagonisme social en de longues et fastidieuses marches moutonnières qui "exigent" de manière pacifique la satisfaction de revendications partielles. Cela apporte de l'eau à leur moulin, dans la mesure où elles mènent l'antagonisme social vers la construction d'un nouvel Etat, d'une nouvelle exploitation, d'une nouvelle oppression et non vers la destruction de l'Etat, l'abolition définitive de l'exploitation et la fin de l'oppression.

Nous pensons que nous, oppriméEs et excluEs, nous sommes dans l'obligation d'exproprier tout ce que se sont approprié les oppresseurs et exploiteurs et qu'il nous faut détruire tout ce qui nous opprime et nous exploite : le travail, la marchandise, l'accumulation et les moyens de production. Pour cela, nous appelons à frapper là où ça fait mal, à abandonner la mort pour commencer la joie, à vivre l'anarchie. Faute de quoi nous nous rendons complices du spectacle et participons au maintien de cette société mortifère comme le policier, le bourreau, le bureaucrate ou le leader syndical.

L'Etat-Capital s'est perpétué grâce au monopole de la violence. Que ce soit par la violence des armes ou par la violence quotidienne du mode de production et du travail salarié. Le terrorisme qu'exerce l'Etat-Capital pour que règne en maître la "paix sociale", avec l'aide des moyens télématiques d'aliénation et du consensus démocratique de la "société civile", est manifeste dans tous les coins de la planète. A Atenco, il ne s'est pas fait attendre non plus. La répression a frappé de toutes ses forces et a enfermé dans ses oubliettes plus de 200 personnes en lutte.

Les prisons et centres de "réadaptation et rééducation sociale" ont historiquement été destinés à enfermer et châtier celles et ceux qui affrontent l'oppression et l'exploitation et n'acceptent pas les règles du jeu qu'impose l'Etat-Capital. Actuellement, les prisons de la classe dominante internationale débordent de prisonnierEs "sociaux" et "politiques". Des millions d'oppriméEs dans le monde sont enferméEs dans des conditions inhumaines pour avoir enfreint les règles. Des milliers de prisonnierEs "politiques" survivent dans des cachots de sécurité maximale ou dans des régimes d'isolement pour s'être confrontés de manière consciente au système d'oppression.

Juste pour confirmer ce qui vient d'être dit, prenons l'exemple des Etats-Unis avec plus de deux millions de prisonnierEs répartis sur toute leur superficie ou celui de l'Etat espagnol qui compte plus de 50 000 détenuEs.

Au Mexique, 215 000 prisonnierEs s'entassent dans 446 "centres pénitentiaires" (1), sans compter celles et ceux qui sont en préventive, en conditionnelle, ou celles et ceux qui sont détenus dans des centres de détention pour mineurEs, ou les immigréEs (d'Amérique Centrale ou du Sud, d'Haïti, d'Afrique ou d'Asie) enfermés dans les centres de détention de l'Institut National de l'Immigration.

L'Etat-Capital, au travers de ses constitutions et codes pénaux, civils ou juridiques, (ratifiés par le vote et le consensus démocratique) a imposé aux oppriméEs et excluEs un système punitif incluant le châtiment corporel, la privation de liberté, la peine de mort (selon les Etats), et qui s'acharne particulièrement sur ce qu'on appelle les prisonnierEs "politiques".

Au jour d'aujourd'hui, nous constatons cet acharnement dans la chair de nos compagnonNEs anarchistes détenus au cours de leur combat contre l'Etat-Capital (2).

Ainsi se confirme l'acharnement de l'Etat-Capital, au travers de ses centres de privation de liberté et de ses régimes d'extermination contre les combattantEs sociaux partout dans le monde, comme au Chili où Patricia Tronco et d'autres prisonnierEs Mapuche en grève de la faim préfèrent mourir plutôt que de rester otages de la classe dominante.

Nous retrouvons également cet acharnement dirigé contre les oppriméEs et excluEs d'Atenco emprisonnés, humiliés, violées et sauvagement tabassés par l'ennemi. Nous ferons donc le nécessaire pour les sortir des oubliettes de la bourgeoisie, sans tenir compte du fait que certainEs d'entre eux (beaucoup même) continuent à fonder de vains espoirs sur des recours légaux, des "droits", des constitutions "plus humaines" et à croire aux miettes que l'Etat octroie aux obéissants.

Nous voyons bien que les prisons font partie des armes les plus puissantes de l'Etat-Capital dans la guerre quotidienne qu'il livre aux oppriméEs et excluEs pour imposer la domination de sa paix sociale, indispensable au bon fonctionnement de la société du spectacle.

Dans ce contexte, le durcissement de la répression ne nous surprend et ne nous étonne pas, pas plus que la persécution du moindre embryon de révolte et d'antagonisme social. La répression et la dissuasion par la terreur sont inhérentes à l'Etat, d'où la longue liste de punitions, tortures et vexations destinées à toutes celles et ceux qui ne baissent pas la tête devant l'Etat-Capital.

Pour cela, notre appel à la solidarité avec les prisonnierEs d'Atenco et avec touTEs les prisonnierEs du monde ne se limite pas à quémander leur "liberté", ni à clamer leur "innocence", pas plus qu'à faire l'apologie de leurs organisations et/ou des différentes tendances idéologiques qui se réclament d'eux, se disputant leur représentation et leur défense. NON ! Notre appel est un appel à étendre la guerre sociale, un appel à laisser tomber le pacifisme réformiste, les marches moutonnières et les feuilles des pétitions.

En soutenant les luttes pour les prisonnierEs, nous assumons comme objectif la démolition de toutes les prisons avec l'insurrection comme manière de faire sauter et de réduire en miettes toutes les institutions de cette société mortifère. Comme c'est dit dans la contribution au débat de l'Internationale Anti-autoritaire Insurrectionnaliste [de 1996] et dans quelques déclarations pour les compagnonNEs prisonnierEs : « (...) *Nous luttons pour la destruction de toutes les prisons. Pour nous, rebelles et anarchistes, il ne s'agit pas d'un slogan vide de sens et de contenu ou d'une chose sur laquelle il faut théoriser. Si nous le pouvions, nous dynamiterions tous les murs sans hésiter et sans nous préoccuper des inquiétudes des bien-pensants et de leurs brebis* ». Anarchistes insurrectionnalistes, nous savons que nous devons détruire totalement l'Etat-Capital et pour cette raison nous invitons et incitons à déborder le discours réformiste qui mendie la "liberté" et réclame la "justice" et exhortons à l'attaque frontale contre tout ce qui nous opprime.

Vive la splendeur du feu antagoniste, la joie du vol indoptable des cocktails molotov, la jouissance des machettes insurrectionnelles au vent, le charme du bourdonnement joyeux des pierres rebondissant sur les boucliers et les casques des laquais gardiens de l'Etat-Capital.

Coordinadora Insurreccional Anarquista (CIA)
Mexico, Planète Terre, le 15 mai 2006

1) En 1998, avec 116 000 prisonniers dans 442 centres de détention, la surpopulation était de 16 %. A présent, avec 215 000 incarcérés et quatre prisons supplémentaires, à combien se monte-t-il ?
2) Ndt : Suit une liste de noms d'anarchistes incarcérés dans différents pays (Etats-Unis, Espagne, Italie, Suisse, Allemagne).

[Traduit de l'espagnol. Publié le 20 mai 2006 sur klinamen.org]



Gagne qui gagne, rien ne change ! Et revoilà le cirque électoral !

Le 2 juillet avaient lieu les élections mexicaines, qui ont vu la victoire du candidat conservateur (avec des fraudes, et alors ?), au grand dam d'Obrador, le candidat de gauche du PRD, qui a demandé un recomptage des voix. Rappelons que c'est son parti qui est bien malgré lui à l'origine de la révolte d'Atenco. Les zapatistes, quant à eux, en ont profité pour lancer leur cirque alternatif de l'Autre Campagne, revendiquant à travers des marches une autre Constitution. Le texte mexicain ci-dessous invite à la fois à rompre avec les slogans creux d'abstention déconnectés de toute perspective de lutte et avec le réformiste (même parfois armé) des zapatistes.

"*Mal répandu console les abrutis*"
(refrain populaire mexicain invitant au conformisme)

A LA LECTURE DES PUBLICATIONS anarchistes –imprimées ou électroniques– parues au Mexique ces derniers jours, nous retrouvons une constante : l'appel à l'unisson à NE PAS VOTER. Quel que soit le courant représenté, le cri unanime reste le même : NE VAS PAS VOTER ! Il y a certes quelques rares exceptions (de taille, avec les anarco-PRDistes qui nous parlent des bontés de la "ville de l'espérance" et osent encore indiquer le spectacle électoral comme "voie de transformation" !). Mais même à l'intérieur de la bande d'opportunistes composant l'"anarco-PRDisme et l'"Autonomie" aux mains de l'*Institut de la Jeunesse du District Fédéral* –toujours sous des sigles pompeux et enflés qui jouent avec les mêmes lettres et gardent les mêmes objectifs–, la consigne reste en général de ne pas voter. Et ils mènent le double jeu du "*soutenons plutôt l'Autre Campagne*" dans les mots et dans les thunes –pardon, dans les faits et "*continuons à flirter avec le Soleil Aztèque*" [emblème de la coalition du PRD].
Mais laissons de côté ces bobards d'"autonomes", "antiautoritaires", "résistants" et toute la merde opportuniste qu'ils représentent, pour parler de personnes plus proches qui, adhérant ou pas à l'"Autre" (campagne) ou à la recherche d'une autre "Autre" encore plus libertaire et anti-autoritaire, relaient l'appel à ne pas voter.
Evidemment, nous sommes d'accord avec cet appel et nous partageons les principes qui nous amènent à ne pas participer à ce cirque et à ne pas nous faire écho de toute l'illusion que contient le spectacle démocratique garant de la paix sociale sous couvert d'"*opportunité de changement*" [slogan du PRD].
Nous connaissons le discours mensonger de l'Etat-Capital pour continuer à changer de masque tout en maintenant intactes ses bases : l'exploitation et l'oppression.
Nous savons que quel que soit le vainqueur de cette dispute, tout continuera de la même manière. Les oppriméEs et exploitéEs continueront à survivre et à résister aux rugissements de l'hydre, peut être en gagnant quelques échelons ou en rallongeant de quelques centimètres la chaîne qui les rive à leurs fers, mais en restant soumis à leur condition d'esclaves, dans l'illusoire attente de la venue de quelque nouveau prophète, de quelque Messie révolutionnaire qui les conduise au paradis, à la "société sans classe", au "socialisme", au "communisme", à l'"anarchie".
Aussi disons-nous "APPELER A NE PAS VOTER NE CHANGE RIEN NON PLUS".
Si notre appel reste lettre morte, sur du papier imprimé, sur nos tracts et journaux, sur internet où il prend virtuellement "vie" sur nos sites, nos blogs ou nos forums de discussion ; si notre appel ne frappe pas là où ça fait mal ; si notre message n'est pas un point de départ pour empêcher le retour de cette société ; si notre appel ne vise pas à abandonner la mort pour permettre à la joie, au plaisir de vivre l'anarchie de débuter, alors nous sommes complices du spectacle et participons au maintien de cette société mortifère qui perpétue les bases de l'Etat-Capital, comme le policier, le bourreau, le bureaucrate ou le leader syndical.
La critique de cette société doit s'accompagner de l'attaque implacable de ses institutions et gardiens, le feu destructeur, la mitraille libératrice doivent sortir de nos mains comme de nos mots pour alimenter la théorie de la pratique et la pratique avec la théorie. Faute de quoi nous nous transformerons en vains critiques, en obstacles à la liberté reproduisant ce système de mort, d'exploitation et d'oppression que nous disions vouloir détruire. C'est l'éternel débat ou l'éternel retour au Capital.
"Ceux qui réclament le possible, n'obtiendront jamais rien. Mais ceux qui réclament l'impossible, obtiendront au moins le possible" (Bakounine).
(...)
Le contenu des luttes spécifiques n'est pas dissocié de l'objectif qui nous motive : la destruction de l'Etat-Capital. Pourtant, cette perspective qui invite les anarchistes à l'insurrection, n'est pas la perspective assumée par touTEs les exploitéEs et oppriméEs. Souvent, ces luttes spécifiques se focalisent sur les éternelles revendications dégueulasses et restent dans le cadre du "droit". Et ceci ne concerne pas seulement celles qui naissent dans les limites du cirque électoral, mais aussi le discours qui émane de "l'autre cirque", c'est à dire de l'"Autre Campagne".
Cela nous invite à devenir les "compagnons de route"des luttes dans lesquelles nous trouvons un minimum d'intérêt et pour lesquelles nous sommes donc prêtEs à donner de l'énergie. Une des composantes indispensables est de concevoir la lutte comme attaque. En tant qu'insurrectionnalistes, nous ne concevons pas l'attaque uniquement comme une pratique qui se traduit immédiatement par la destruction ou des dommages matériels quantifiables, ou comme des actions "spectaculaires" contre les institutions ou laquais, mais comme n'importe quelle manifestation concrète de rejet et/ou de rupture avec le pouvoir que l'on combat.
Dans une optique de lutte, ceci est très important, dans la mesure où cela démontre que le fait d'agir en perspective connecte toute une série de pratiques, actions et manifestations et que la logique de l'attaque est évidente dans l'ensemble de l'intervention, même si certains de ses aspects particuliers ne semblent pas être des attaques immédiates.
(...)
L'extension de la lutte entendue comme telle, nous donne une perspective bien différente de celle développée actuellement dans l'"autre cirque", la farce anti-électorale du Sous Commandant Marcos qui nous invite à tourner en rond pour revenir au point de départ. C'est à dire pour continuer à l'intérieur de l'Etat-Capital, mais avec une nouvelle constitution qui le maquille et nous le présente avec un visage plus "humain".
Anarchistes, nous savons que nous devons détruire toutes velléités capitalistes d'exploitation. C'en est fini de l'"action" à la marge qui nous obligeait à nous comporter en "observateurs". Faire face à la stagnation manifeste de la lutte, aux limites du mouvement et aux problèmes que pose la guerre sociale est notre principale tâche.
En ces temps d'élections, élisons notre propre voie. Redevenons leur pire cauchemar !

Coordinadora Informal Anarquista (CIA)
insurreccion_acrata@yahoo.com.mx

[Traduit de l'espagnol. Extrait d'un texte beaucoup plus long et général intitulé : *Contre le cirque électoral et pour l'extension de la lutte au delà de l'abstentionnisme*. Publié le 17 mai 2006 sur *Klinamen.org*]

La «commune de Oaxaca»

On sait de l'Histoire que les luttes partent souvent de demandes matérielles assez dérisoires (même par rapport à ce qu'il conviendrait d'exiger dans une optique réformiste pour que la situation s'améliore substantiellement), mais c'est bien la lutte elle-même qui est l'élan fondamental, car elle crée une dynamique qui sort chacun de la passivité et de l'isolement. C'est aussi à travers elle, par son expérience, que les rapports sociaux sont transformés et qu'ils peuvent se révéler explosifs. Bref, cette rupture nécessaire avec le quotidien, si elle ne garantit rien, si elle peut produire le pire comme le meilleur, est aussi l'ingrédient indispensable au déclenchement de révoltes plus vastes.



[Oaxaca, le 22 août 2006]

LE MOUVEMENT DE OAXACA a commencé début mai, au même moment que la révolte d'Atenco. Le 3, les instituteurs de cet Etat, sous l'égide de la section 22 du Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE), remettent au gouverneur, Ulises Ruiz (du PRI), une pétition en 17 points qui demande un peu de tout, des améliorations de salaires aux moyens matériels d'enseignement et à la reconnaissance officielle du syndicat. Les négociations sont rompues le 14 mai, et le syndicat annonce qu'il ne reconnaît plus son interlocuteur, le secrétaire général du gouvernement, Jorge Franco Vargas. Le lendemain, une manifestation réunit 60 000 maîtres d'école à Oaxaca qui réclament la satisfaction des 17 points de leur pétition. La grève commence le 22 mai, face au silence du gouverneur. Ce ne sont pas moins de 70 000 professeurs, domestiquant un million d'élèves, qui se lancent dans une grève illimitée. L'occupation du Zócalo, la place centrale, est permanente avec tentes et débats. Le 1er juin, le Congrès de cet Etat exige le retour en classe sous quatre jours, menaçant de rompre le contrat de travail des profs dans le cas contraire. Le 2 juin, une nouvelle manifestation réunit 80 000 personnes à Oaxaca.

L'occupation s'étend peu à peu sur 56 «blocs» (pâtés de maison), soit tout le centre ville historique et touristique, ce qui provoque la fermeture de la mairie et des bureaux de l'administration. Il faut dire qu'Oaxaca est une destination inévitable pour les touristes en mal de cultures pré-colombiennes, vu que Monte Albán, l'ancienne capitale de l'empire Zapotec, se trouve non loin, tout comme la station balnéaire de luxe de Huatulco, avec ses hôtels de luxe cinq étoiles, golf et marinas. Le 4 juin, toutes les caméras de vidéo-surveillance sont retirées de la zone occupée. Les blocages s'étendent des rues aux routes (avec démantèlement d'une infrastructure de péage), et de la Chambre des députés au Palais de Justice. Le 6, c'est la Pemex (*Petroleos Mexicanos*) et l'aéroport Mexico-Oaxaca qui sont bloqués, ainsi que la ville voisine de Huitzo. Les étudiants de l'Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca occupent le rectorat en solidarité avec les maîtres d'école. Le lendemain, ce sont près de 120 000 manifestants qui défilent, en appui aux revendications des profs. Le 13 juin, alors que les campagnes électorales sont généralement animées (les élections présidentielles et législatives sont le 2 juillet), toute la propagande électorale des partis est virée. Portés par l'ampleur de la dernière manif et les rapports qui émergent lors de l'occupation permanente, compte-tenu de l'absence formelle du pouvoir dont la plupart des administrations sont fermées, la conscience d'une force émerge, qui s'affirme hors des partis et de l'élection à venir. Il faut dire aussi que les zapatistes et leur Autre Campagne refusent d'appeler à voter pour un quelconque candidat (Marcos précisera dans un entretien qu'il n'appelle pas non plus à l'abstention) et que de toute façon les membres du parti de gauche PRD avaient dès le début condamné le mouvement des profs.

Le 14 juin à l'aube, après un mois de rapports de force croissants, le gouverneur, comme à Atenco, décide de faire intervenir massivement les keufs : près de 3000 d'entre eux attaquent la zone occupée à coups de matraques, gaz lacrymogène et balles. On compte rapidement au moins un mort et 92 blessés, une centaine d'arrestations (les massacres et viols d'Atenco planent alors dans l'air), les campements sont saccagés et les gens se réfugient à droite à gauche. Les bureaux du syndicat des professeurs sont détruits, ainsi que les installations de Radio Plantón, la radio sauvage du mouvement. Cependant, les choses ne vont pas en rester là. Après plusieurs heures d'affrontements, le Zócalo est repris par une foule qui s'est solidarisée au-delà des professeurs, contre la politique de Ruiz et pour continuer de vivre ensemble cette «commune d'Oaxaca», comme l'ont définie certains journaux. Les étudiants occupent la radio universitaire et la mettent à disposition des grévistes. Le 16 juin, une nouvelle manifestation réunit cette fois 300 000 personnes pendant six heures, des punks qui déchirent les murs de la ville aux employés du secteur touristique, des paysans indiens (zapotèques, mazatèques, mixes, mixtèques) aux étudiants, des mères de famille aux chauffeurs de taxis, et tout ce qu'Oaxaca compte d'organisations, syndicats et associations de gauche. L'unanimité spontanée se fait sur la démission du gouverneur, coupable de la féroce répression de l'avant-veille. Le 21 juin, toutes ces organisations, près de 360 officiellement, se regroupent dans l'Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca (APPO, Assemblée populaire du peuple de Oaxaca) avec comme objectif commun la démission de Ruiz.. Elle a tenté sans succès plusieurs médiations, comme celle d'Arturo Lona Reyes, l'ancien évêque. Les bases de la récupération sont désormais possibles, avec des représentants légitimes car issus de la lutte et un slogan qui ne résoudra rien, la démission d'un cacique certes ultra-corrompu et de vieille facture, mais à l'image de tous les politiciens.

Après cette date, l'occupation a continué jusqu'aux élections du 2 juillet, où la coalition menée par le PRD a obtenu 9 des 11 députés et les 2 sièges de sénateur en jeu. Les instituteurs ont ensuite cessé d'occuper la capitale oaxaqueña pendant deux semaines, pour terminer le cycle scolaire dans les communautés indigènes où ils enseignent. Ensuite, Oaxaca a été reprise et les actions de blocages ciblées sur des hôtels de luxe, des axes routiers stratégiques, l'aéroport ou l'Assemblée de l'Etat ont continué. La fête officielle de la Guelaguetza (célébration zapotèque) est annulée sous la pression de la rue et remplacée par une fête alternative. Le but affiché par l'APPO est de rendre l'Etat ingouvernable tant que Ruiz

reste en place. Le 22 juillet, plusieurs attaques de paramilitaires se sont produites : plusieurs tirs contre Radio Universidad (la nouvelle radio du mouvement depuis la destruction de Radio Plantón), des molotovs contre les domiciles de syndicalistes ou indiens. La pression a cependant continué de monter avec l'occupation successive des trois pouvoirs de l'Etat auparavant seulement bloqués (Palais de Justice, Assemblée et Sénat), puis l'expropriation de voitures et camions de la mairie pour les mettre au service du mouvement.
Le 1er août, 500 femmes d'Oaxaca entament une manifestation sous forme de cazolerazos avant de finir par occuper les locaux de la télévision publique Channel 9, au service de Ruiz, et deux radios d'Etat. Le 10 août, la police charge une nouvelle manifestation et un manifestant, José Colmenares, est tué par balles. Le 23 août, un participant connu de la lutte est abattu, tandis que d'autres disparaissent ou sont tabassés. Enfin, le 21 août, des policiers délogent en force à 3 heures du matin les occupants de Channel 9 et de CORTV. Un occupant est assassiné par balles au cours de l'assaut. C'en est trop et la ville s'insurge entièrement. Toutes les rues sont bloquées, les bureaux et les stations de bus également. Des barricades de bois et de pneus en flammes sont érigées, tandis que des manifestants parcourent la ville armés de barres, de machettes et de bâtons. Le lendemain, les médias restants sont pris d'assaut (six radios privées, portant le total à 12) et les bus de ligne séquestrés puis brûlés en guise de barricades (un journal mexicain donne le chiffre de 500 dans toute la ville). Près de vingt autres communes en périphérie se joignent à la révolte et leurs maries sont occupées (portant les barricades à 1500). Le 24 août, la ville d'Oaxaca est en état de siège et le département d'Etat américain déconseille à ses ressortissants de se rendre dans cette zone.

C'est à ces moments-là où la situation peut basculer vers d'autres possibles que se joue tout le pouvoir des récupérateurs, à l'heure où justement les points initiaux et très parcellaires de la lutte (les demandes syndicales des instituteurs) sont dépassés et que plusieurs étapes ont été franchies par une partie de la population avec la prise de toute la cité et le début de l'extension à l'ensemble de l'Etat d'Oaxaca. Plutôt qu'un bain de sang à l'heure aussi où le Mexique est sous les feux de la rampe à cause de la contestation des élections par Andres Manuel Lopez Lobrador (distancé à la présidentielle de 0,58 % de voix) qui doit trouver un débouché au plus tard le 6 septembre, le gouverneur Ruiz a choisi de négocier avec l'APPO. Ils se sont rencontrés une première fois le 29 août, puis le 31 août.
En plus de la guérilla de l'EPR (Armée Populaire Révolutionnaire) créée dans l'Etat d'Oaxaca en 1996 et durement réprimée (250 paysans incarcérés et torturés, une trentaine assassinés avant l'amnistie de 2001 sous prétexte que certains d'entre eux alimenteraient ce groupe), une nouvelle guérilla d'obédience marxiste-léniniste a fait son apparition le 31 août en s'annonçant dans le village de Santa Catarina Ixtepeji, «pour appuyer le mouvement en cours».

A l'heure où les récupérateurs de la désobéissance civile ou du réformisme armé pointent leur nez, il appartient aux insurgés d'Oaxaca d'étouffer leur rage pré-insurrectionnelle en négociant un accord avec l'ennemi, profitant du rapport de force, ou bien au contraire de profiter de leur élan pour que la contamination de la révolte continue à gagner toujours plus de pauvres. Ce qui est certain, c'est que ni la répression ni la transaction ne pourront éteindre les feux qui couvent et toute l'expérience de lutte qui a été vécue ensemble.

Isidore
2 septembre 2006



• 22 février, Lisbonne
"A l'aube du mercredi 22 février 2006, nous avons offert une bouteille pleine d'essence à l'Institut Cervantes de la rue Santa Marta à Lisbonne... Nous ne l'avons pas fait pour réchauffer la nuit froide, mais pour rappeler que votre culture gèle dans les cellules de la démocratie... et nous ne serons pas des spectateurs passifs pendant que vous torturez nos frères ! Pour la liberté de ceux qui ont été incarcérés ces deux dernières semaines à Barcelone. Nous vous donnons aussi par la même occasion notre opinion sur le procès Cervantes en Italie : feu à la culture de la répression".

• 16 juillet, Santiago du Chili
(presse) Cette nuit, une succursale de la Banco de Chile, située Avenida Vitacura, à hauteur du 8.042, a subi une attaque d'un engin explosif, qui a provoqué le destruction de sa façade et des dégâts considérables au premier étage de la banque.
L'explosif, à base de poudre, avait été déposé par des inconnus à l'intérieur du local où se trouve le distributeur automatique de billets.

• 31 juillet, Athènes
(presse) Le groupe anarchiste Action de Libération révolutionnaire a revendiqué le dépôt d'un dispositif explosif artisanal qui a explosé samedi dernier contre la porte du bureau du député socialiste (PASOK) grec Costas Gitonas.
Le dispositif, composé de deux bonbonnes de gaz, ont causé de gros dégâts à la façade et à l'entrée du bâtiment, sans faire de blessés. L'action a été dédicacée à la mémoire de Christoforos Marino, un compagnon anarchiste décédé dans d'étranges circonstances en juillet 1996. A l'époque, Gitonas était ministre de l'Intérieur.
Ce même groupe a revendiqué plusieurs attaques depuis janvier 2006, dont celle contre les bureaux du parti Nouvelle Démocratie (actuellement au pouvoir), un véhicule municipal et une succursale de la Banque Nationale.

• 22 août, Santiago du Chili
(presse) Après deux mois d'interruption [voir notre numéro précédent], les lycéens chiliens sont à nouveau descendus dans la rue. La réforme contestée avait été annulée en juin dernier, et c'est à présent un Conseil pour l'Education qui travaille à une nouvelle loi. A Santiago, la manifestation est parti en affrontements avec les carabiniers pendant quatre heures, lorsqu'un millier de jeunes ont tenté de marcher sans autorisation dans l'avenue Alameda jusqu'au palais de La Moneda, siège de l'exécutif (123 arrestations). A Copiapó dans le nord, les affrontements se sont produits lorsque les flics ont tenté de dégager les barrages qui avaient été érigés sur les routes (98 arrestations).

• 27 août, Getaria (Pays-Basque)
(presse) Des inconnus ont lancé dans la nuit de samedi à dimanche un engin incendiaire contre une agence immobilière de la localité de Getaria. Le négoce est situé au croisement des rues Baiona et Behobia. L'engin a provoqué des flammes qui ont noirci la façade de l'agence, rompu ses vitrines, et fait des dégâts à un véhicule stationné à côté.

Brèves du désordre belges

26/05 – Des vandales inondent l'ancienne école de Mol. Ils ont ouvert tous les robinets et tuyaux d'arrosage. Le dommage est énorme.

29/05 – Les fenêtres de l'agence de voyages Thomas Cook sont brisées par l'ALF à Nijmegen (Pays-Bas).

30/05 – Les établissements anversois Blokker (avec son PDG raciste) reçoivent des menaces par téléphone qu'il y aura encore plus d'établissements qui vont brûler. Quelques semaines auparavant, une filiale de Blokker et le centre commercial à côté ont été incendiés à Lokeren.

30/05 – Une filiale de Blokker et le centre commercial attenant est incendié à Hengelo (Pays-Bas).

1/06 – A Anvers au cours de la nuit, le conseiller municipal à sécurité Grootjans reçoit une pierre à travers la fenêtre de sa maison. Grootjans est l'avocat des interdictions pour certains d'aller dans une certaine rue, des contrôles de maison-à-maison, des contrôles d'identité dans les transports publics,…

3/06 – Un sac à dos avec une jerrycan d'essence et quelques chiffons est trouvé à coté d'une filiale de Blokker à Gand.

5/06 – A Kasterlee, la luxueuse salle des fêtes Den Eyck est incendiée.

9/06 – A Machelen, la cabane où l'association "Chasse et Nature" garde son matériel part en flammes : deux bouteilles de gaz sont ouvertes et allumées.

14/06 – Un prisonnier ne retourne pas de son congé. Il était bien connu pour ses tentatives d'évasion. La police arrête son amie et la menace. Quelques semaines plus tard, il se livre aux flics.

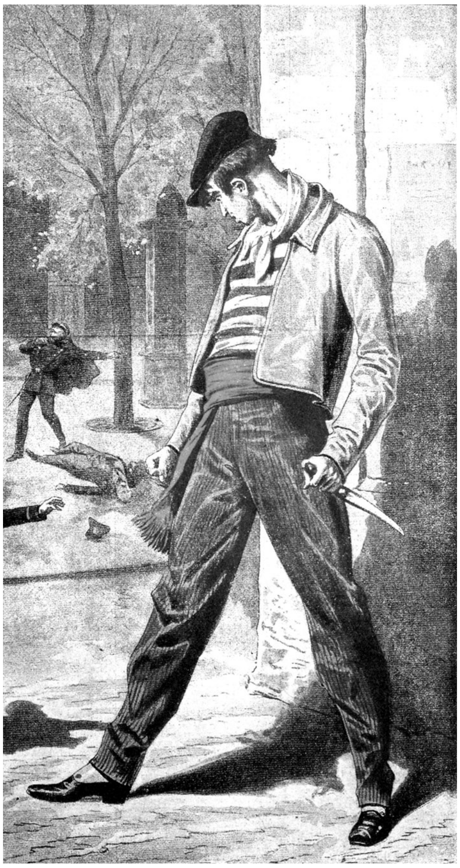
17/06 – A Roosdaal, une école primaire est incendiée.

18/06 – Dans les environs de la prison d'Arlon, les fenêtres d'une vingtaine de voitures sont brisées et les pneus crevés.

22/06 – A Oedelem et a Geluveld, les maisons de deux matons sont attaquées aux molotovs. L'un des matons travaille à la prison de Bruges, l'autre dans le centre de rétention De Refuge à Bruges.

29/06 – Autour de la basilique de Scherpenheuvel, le vandalisme est en hausse. Plusieurs containers de déchets sont incendies et les vitrines d'une station de pèlerinage sont cassées. Le pèlerinage de Scherpenheuvel est très connu chez les catholiques de Flandre.

1/07 – Pendant la nuit des inconnus lancent des feux d'artifice autour des prisons de Forest, Saint Gilles et Ittre.



2/07 – A Bruxelles une 150-taine de gens descendent dans la rue en solidarité avec tous les prisonniers en lutte. Aux prisons de Forest et Saint Gilles des feux d'artifice sont lancés.

5/07 – L'église d'Anderlecht, occupée par des sans-papiers, est expulsée sur l'ordre du maire Simonet. Il y a quelques petites confrontations avec les forces de l'ordre.

10/07 – L'école primaire à Laken est pillée et vandalisée.

15/07 – L'école primaire à Meerhout reçoit une visite des vandales. L'école est dévastée.

15/07 – Un détenu échappe avec l'aide de ses parents (qui déposent un faux colis piégé devant l'entrée et qui l'attendaient avec une voiture) de la prison de Bruges. Quelques semaines plus tard le gars, en visitant son grand-père, est de nouveau arrêté.

16/07 – Une dizaine de détenus s'échappent de la centre de rétention De Refuge à Bruges. Ils ont utilisé des draps noués pour grimper au-delà des murs. Cinq d'entre eux ont été capturé par la police peu après.

20/07 – A Oostende, un matelas est incendié dans la Villa Royal vide. Le groupe d'action anti-monarchiste De Stoute Ostendenaere tague des messages contre la monarchie sur la statue de James Ensor le jour d'après (celui de la fête nationale).

22/07 – Un détenu s'enfuit de la prison de Forest en se faisant passer pour un autre détenu qui serait libéré ce jour-là. Après que les matons ont relâché le 'faux' détenu, le 'vrai' se manifeste et est libéré aussi.

27/07 – A Maarssen (Pays-Bas) deux voitures de Dirk Aalvoet, directeur médical de GlaxoSmithKline, le plus grand sponsor de Huntingdon Life Sciences, sont défoncées.

3/08 – Sept autobus de l'entreprise De Decker & Van Riet qui travaille pour de Lijn (transports publics) et SN Brussels Airlines (qui font les déportations des sans-papiers) sont vandalisés. La même nuit, trois concessionnaires Mercedes, Citroën et Smart reçoivent une petite visite : plus de 40 voitures sont endommagés. Le dommage est estimé à plus de 100 000 euros.

10/08 – A Sint-Niklaas, l'entreprise de viande Jottier est incendiée. L'unité de production toute neuve est complètement détruite.

20/08 – 28 détenus s'échappent de la prison de Dendermonde. Quelques prisonniers ont forcé la porte de leur cellule et ont ouvert celles de leurs compagnons et co-détenus. Après ils ont escaladé le mur de la prison. La police organise une rafle gigantesque. Il y a encore 17 prisonniers en cavale.

21/08 – Le local des professeurs du Collège de Beveren est incendié. L'école est sérieusement endommagée.

22/08 – Deux prisonniers s'échappent de la prison de Verviers. Un des fugitifs est capturé quelques heures plus tard.

23/08 – Plusieurs distributeurs de billets sont sabotés à Louvain.

27/08 – Dans la cité Klein Rusland à Zelzate, un nouveau centre des services sociaux est ouvert. La nuit suivant l'ouverture, l'entrée du bâtiment mange des pierres. Dans les environs, des pancartes avec de la propagande électorale sont détruites.

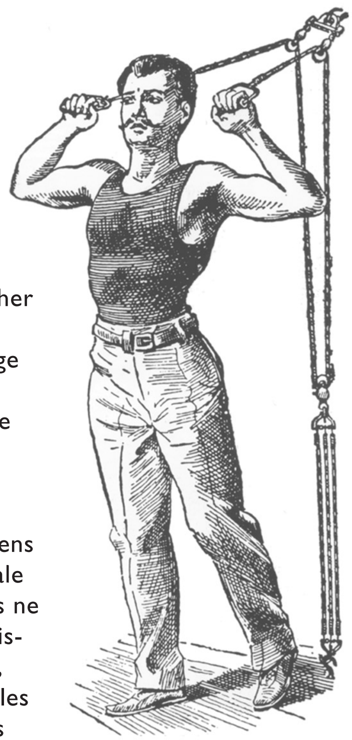
4/09 – A Anvers, la maison du fasciste Bruno Valkeniers (politicien de Vlaams Belang) est attaquée. Des inconnus jettent du ketchup sur la façade et essayent de brûler la pancarte électorale qui était installé sur son terrain. Valkeniers est un grand industriel flamand qui a rejoint le Vlaams Belang cette année.

5/09 – A Anvers, le siège du parti politique libéral VLD est attaqué. Les fenêtres sont brisées et d'acide butyrique est jeté dans le bâtiment.

[Traduit du néerlandais, extrait de *De Nar*, n°206, septembre/octobre 2006]

ANARCHISTES-BANDITS

par Le Rétif
publié dans Le Révolté n°36, 6 février 1909
journal de la colonie libertaire de Boisfort (Belgique)



LES QUOTIDIENS, la semaine dernière, ont relaté avec maints détails un tragique incident de la lutte sociale. Dans la banlieue de Londres (à Tottingham), deux de nos camarades russes assaillent le comptable d'une usine et, poursuivis par la foule et les policemen, soutiennent contre eux une lutte désespérée dont le seul récit fait frissonner...

Après environ deux heures de résistance, ayant épuisé leurs munitions, blessé vingt-deux personnes dont trois mortellement, ils se réservèrent leurs dernières balles. L'un, notre camarade joseph Lapidus (le frère du terroriste Stryge, tué à Paris, au bois de Vincennes en 1906), se tue roide ; l'autre est pris gravement blessé.

Devant leur héroïsme farouche, les paroles semblent impuissantes à exprimer l'admiration ou le blâme ; les lèvres se figent, la plume ne trouve pas assez fort, assez sonore.

Il y aura pourtant, dans nos rangs, des timorés et des peureux pour désavouer leur acte. Mais nous tenons, pour notre part, à leur affirmer hautement notre solidarité.

Nous sommes fiers d'avoir eu parmi nous des Duval, des Pini, des Jacob ; nous tenons aujourd'hui à dire tout haut : «les "bandits" londoniens furent bien des nôtres!»

Qu'on le sache ! Que l'on comprenne enfin que nous sommes dans la société présente, comme l'avant-garde d'une armée barbare ; que nous n'avons de respect pour rien de ce qui constitue la vertu, la morale, l'honnêteté ; que nous sommes en dehors des règles et des lois. On nous opprime, on nous persécute, on nous traque. Constamment les révoltés se retrouvent devant la triste alternative : se soumettre, c'est-à-dire abolir leur volonté et rentrer dans le troupeau misérable des exploités, ou accepter le combat contre tout l'organisme social.

Nous préférons le combat. Contre nous, toutes les armes sont bonnes ; nous sommes dans un camp ennemi, cernés, harcelés. Les patrons, les juges, les soldats, les flics s'unissent pour nous terrasser. Nous nous défendons – non par tous les moyens, car la plus péremptoire réponse que nous puissions leur faire c'est d'être meilleurs qu'eux – mais avec un profond mépris de leurs codes, de leurs morales, de leurs préjugés.

En nous refusant le droit au travail libre, la société nous donne le droit au vol. En accaparant les richesses mondiales, les bourgeois nous donnent le droit de reprendre, comme nous pouvons, de quoi satisfaire nos besoins.

Anti-autoritaires, nous avons l'ardente volonté de vivre libres sans opprimer personne, sans être opprimés par personne. Une telle vie, la société actuelle, basée sur l'égoïsme absurde des plus forts, l'iniquité, l'oppression, nous la refuse. Pour ne pas crever de faim nous sommes forcés de recourir à divers expédients: accepter l'existence abrutissante et démoralisante du salarié – travailler ; ou l'existence dangereuse de l'illégal – voler, se tirer d'affaire par les moyens en marge des lois.

Qu'on le sache ! Pour arracher notre subsistance, travailler –nous soumettre à l'esclavage de l'atelier– nous est un expédient au même titre que cambrioler. Tant que nous n'aurons pas conquis la vie ample et large pour laquelle nous luttons, les divers moyens auxquels l'organisation sociale nous forcera d'avoir recours ne seront pour nous que des pis-aller. Aussi choisissons-nous, selon nos tempéraments et les circonstances, ceux qui nous conviennent le mieux.

Vos codes, vos lois, votre «honnêteté» – vous ne pouvez pas vous imaginer ce que nous nous en moquons ! C'est pourquoi, face à la bourgeoisie écumante, face aux jugeurs, aux brutes honnêtes, aux prostitués du journalisme, nous tenons à proclamer : «Les bandits de Londres sont bien des nôtres !»

Ce sont d'ailleurs de beaux bandits, et l'on peut en être fier. Nous n'aurons pas pour eux de vaines paroles de regrets, de vaines larmes. Non ! mais que leur mort nous soit un exemple et grave en notre mémoire la sublime devise des camarades russes : les anarchistes ne se rendent pas !

Les anarchistes ne se rendent pas ! pas plus sous les balles des policemen que sous les huées de la foule ou les condamnations des jugeurs ! – les anarchistes ne se rendent pas !

Résolus à vivre en réfractaires et à se défendre impitoyablement jusqu'au bout, ils savent, quand il le faut, accepter l'épithète de «bandits».

Je devine, sur tes lèvres, lecteur, l'objection sentimentale : «Mais les 22 malheureux blessés par les balles de vos camarades étaient des innocents ! N'avez-vous pas de remords ? »

Non ! car ceux qui les poursuivaient ne pouvaient être que des citoyens «honnêtes», des croyants en l'État, en l'Autorité ; des opprimés peut-être, mais des opprimés qui, par leur criminelle veulerie, perpétuent l'oppression.
Des ennemis !

Des inconscients, répondra-t-on. Oui, mais le bourgeois féroce est aussi un inconscient. L'ennemi, pour nous, c'est celui qui nous empêche de vivre. Nous sommes les assaillis, et nous nous défendons.

Aussi n'avons-nous pas, pour nos audacieux camarades tombés à Tottingham, de paroles de blâme – mais beaucoup d'admiration pour leur sans-pareille bravoure, et beaucoup de tristesse de voir se perdre ainsi, en pleine vigueur, des hommes d'un courage et d'une énergie exceptionnels.